Quatre-vingt-unième année. — N° 17. Le Numéro : 10 francs. Jeudi 20 Janvier 1949.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal [illegible], Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.000 | 1.650 | 900 | 700 | 500 | 300 | 200 | 4.500 | 2.500 | 1.350 |
| Etranger . . . . . | 5.500 | 2.900 | 1.600 | 2.550 | 1.400 | 850 | 350 | 11.300 | 5.900 | 2.600 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
**QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e**

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS


## SOMMAIRE

### DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES


**Présidence du conseil.**

*Décret* et *arrêté* du 19 janvier 1949 portant nomination et plaçant en position hors cadres (conseil d'Etat) (p. 770).

*Arrêté* du 17 janvier 1949 relatif à la parution des journaux et périodiques (p. 770).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Arrêtés* portant mutation et admissions à la retraite (services extérieurs) (p. 771).

**Vice-présidence du conseil.**
**Ministère de la justice.**

*Arrêtés* portant inscription aux tableaux d'avancement et aux tableaux de présentation pour les distinctions honorifiques pour l'année 1949 (corps militaire des surveillants et personnel civil des services pénitentiaires coloniaux) (p. 771).

*Arrêté* portant nomination des membres des cours des pensions pour l'année 1949 (rectificatif) (p. 771).

*Arrêté* portant nomination des médecins membres titulaires et suppléants des tribunaux départementaux des pensions pour l'année 1949 (rectificatif) (p. 771).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décrets* du 19 janvier 1949 portant dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales dans diverses communes (p. 773).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décret* n° 49-73 du 19 janvier 1949 portant application du décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'attribution d'une indemnité de cherté de vie aux titulaires de pensions militaires d'invalidité et de victimes civiles de la guerre (p. 771).

*Décret* n° 49-74 du 19 janvier 1949 relatif aux modalités de recouvrement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires (p. 772).

*Décrets* du 19 janvier 1949 portant nomination des membres et de rapporteurs de la cour de discipline budgétaire (p. 772).

*Décrets* du 19 janvier 1949 portant nomination du gouverneur de la Banque de France et du président directeur général du Crédit national et conférant l'honorariat (p. 772).

*Arrêté* du 19 janvier 1949 portant fixation de la rémunération du haut commissaire au ravitaillement (p. 773).

*Arrêté* portant mutations (direction des contributions directes) (p. 773).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décret* du 12 janvier 1949 portant nomination des membres de la commission de réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques (p. 773).

*Arrêtés* des 3 et 10 janvier 1949 concernant une régie d'avances et portant nomination d'un régisseur (p. 774).

*Arrêté* du 18 janvier 1949 portant attribution de l'indemnité pour frais de représentation à certains titulaires d'emplois de l'armée de l'air (p. 774).

*Médaille* d'honneur des épidémies (p. 774).

*Médaille* d'honneur du service de santé de l'air (p. 774).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Arrêtés* du 17 janvier 1949 fixant les dates des épreuves écrites des concours de 1949 pour l'entrée aux écoles normales supérieures (rue d'Ulm et Sèvres) et pour les bourses de licence (p. 774).

*Arrêtés* portant nomination et délégations de fonctions (enseignement supérieur) (p. 775).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Arrêtés* du 8 décembre 1948 fixant les nouveaux traitements d'inspecteurs des transports et d'inspecteurs de la main-d'œuvre des transports (p. 775).

*Arrêté* portant nomination d'élèves titulaires à l'école nationale des ponts et chaussées (p. 775).

*Arrêté* portant réintégration (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale) (p. 775).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Décret* du 19 janvier 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 775).

*Arrêté* portant nomination du président du conseil supérieur de l'électricité et du gaz (p. 774).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décrets* des 27 et 29 décembre 1948 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 776).

*Décret* n° 49-75 du 19 janvier 1949 modifiant le décret du 26 décembre 1940, modifié le 31 janvier 1944, relatif à l'alimentation du fonds de garantie (p. 776).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décrets* des 12 et 19 janvier 1949 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer (p. 776).

*Arrêté* du 10 janvier 1949 relatif à l'examen professionnel pour l'accession au grade de chiffreur en chef du cadre général du chiffre colonial (p. 776).

*Arrêtés* portant promotions et admission à la retraite (transmissions coloniales et travaux publics des colonies) (p. 777).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale.**

*Arrêté* du 12 janvier 1949 fixant la fraction des cotisations d'allocations familiales affectée à l'action sanitaire et sociale (p. 778).

*Arrêté* du 12 janvier 1949 fixant les conditions de remboursement des frais du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole (p. 778).

*Arrêté* du 14 janvier 1949 portant approbation des statuts d'une société mutualiste (p. 778).

*Arrêtés* du 14 janvier 1949 approuvant la fusion de sociétés mutualistes (p. 778).

*Arrêté* portant nomination de membres du comité national de service social de la main-d'œuvre étrangère (p. 778).

**Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.**

*Décret* du 12 janvier 1949 modifiant le décret n° 46-1344 du 6 juin 1946 portant organisation de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (p. 777).

*Décrets* du 19 janvier 1949 mettant fin aux fonctions d'un directeur et nommant un inspecteur général de la reconstruction et de l'urbanisme (p. 777).

*Arrêté* du 22 octobre 1948 fixant la composition du comité de direction, de la commission des études et du conseil de perfectionnement du centre de perfectionnement de l'école des métreurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (p. 777).

*Arrêté* du 17 janvier 1949 portant délégation de signature (p. 778).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* du 14 janvier 1949 autorisant la commission administrative des hospices du Puy et celle de l'hôpital-hospice de Paulhaguet (Haute-Loire) à accepter des legs (p. 778).

*Arrêté* du 10 janvier 1949 relatif à la renonciation de la ville de Mondrepuis à son autonomie en matière d'assistance médicale gratuite (p. 779).

*Arrêtés* portant promotions, nominations, titularisations, reclassement, mutations, mise en disponibilité, admissions à la retraite, rapportant les dispositions d'un précédent arrêté et rectificatifs:

Administration centrale (p. 779).

Etablissements relevant du ministère de la santé publique et de la population (p. 779).

Inspection de la population (p. 779).

Inspection de la santé (p. 779).

Directions départementales de la population (p. 779).

Directions départementales de la santé (p. 780).

**Interdiction** temporaire de fonctions (p. 780).

**INFORMATIONS PARLEMENTAIRES**

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Démission d'un député. — Nomination des membres des commissions. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 780).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Convocation de bureau. — Réunions de commissions (p. 781).

**INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE**

Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 785).

**AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

RAVITAILLEMENT

*Avis* aux importateurs de laits médicaux en poudre en provenance de Hollande (p. 785).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs de laits médicaux en poudre en provenance de Hollande (p. 785).

*Avis* aux importateurs et avis n° 370 de l'office des changes modifiant l'avis aux importateurs et avis n° 360 relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences financables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall) (p. 785).

*Avis* aux importateurs et aux exportateurs (quarante-cinquième liste des commissionnaires en douane auxquels l'agrément a été accordé ou retiré en vertu des dispositions de l'article 87 du code des douanes) (p. 787).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* de concours pour le recrutement de chefs d'ateliers à l'institution nationale des sourds-muets de Paris (p. 787).

**Annonces** (p. 788).

**CONSEIL ÉCONOMIQUE**

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 1

**Avis et rapports.** — Séances des 11, 12, 13 et 14 janvier 1949 (p. 1).

**PRIX : 5 F**

**DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE**

PUBLIÉS EN ANNEXES

Annexes: feuilles 8, 9 et 10 (session de 1948) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du [illegible] suivant.)


# DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

**Décret du 19 janvier 1949 portant nomination d'un maître des requêtes au conseil d'Etat.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le conseil d'Etat, ensemble le décret du même jour portant règlement intérieur;

Vu les présentations faites par le vice-président du conseil d'Etat délibérant avec les présidents de section,

Décrète:

Art. 1er. — M. Roger Belin, auditeur de 1re classe au conseil d'Etat, est nommé maître des requêtes au conseil d'Etat, en remplacement de M. Pierre Ordonneau, placé dans la position hors cadre.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le vice-président du conseil,*
*garde des sceaux, ministre de la justice,*
ANDRÉ MARIE.

**Conseil d'Etat.**

Par arrêté du 19 janvier 1949, M. Pierre Ordonneau, maître des requêtes au conseil d'Etat, est placé dans la position hors cadres pour demeurer à la disposition du ministre des affaires étrangères.

**Parution des journaux et périodiques.**

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la réglementation provisoire de la presse périodique, et notamment son article 13 provisoirement maintenu en vigueur par la loi du 28 février 1948;

Vu l'arrêté du 28 mai 1948 relatif à la parution des journaux et périodiques;

Vu le décret du 14 septembre 1948 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Arrête:

Art. 1er. — Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du 28 mai 1948 relatif à la parution des journaux et périodiques sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — Le nombre maximum de pages des journaux quotidiens de format 43×60 est fixé comme suit:

« Trois fois par semaine: six pages;

« Trois fois par semaine: quatre pages.

« *Art.* 4. — La surface d'impression des journaux quotidiens d'un format autre que 43×60 ne pourra être supérieure à la surface maximum des journaux de ce format, telle qu'elle est définie à l'article précédent ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 1949.

FRANÇOIS MITTERRAND.

## POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES

### Services extérieurs.

Par arrêtés du 11 janvier 1949:

A été muté à Paris-Direction du matériel de transport, M. Moreau, inspecteur à Châteauroux.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite:

A compter du 1er juin 1949, M. Brahaud, chef de centre hors classe à Marseille-Chèques postaux.

A compter du 18 avril 1949, M. Girre, receveur de 1re classe au Bourget.

A compter du 10 avril 1949, M. Huguet, receveur de 2e classe à Pezenas.

A compter du 8 juin 1949, M. Lassoudière, receveur de 2e classe à Montfort-sur-Meu.

A compter du 1er mai 1949, M. Ridereau, receveur de 2e classe à Segré.

## VICE-PRÉSIDENCE DU CONSEIL MINISTÈRE DE LA JUSTICE

### Tableau d'avancement du corps militaire des surveillants des services pénitentiaires coloniaux et tableau de présentation pour les distinctions honorifiques pour l'année 1949.

Par arrêté du 15 janvier 1949, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1949 les agents du corps militaire des surveillants des services pénitentiaires coloniaux dont les noms suivent:

*Pour le grade de surveillant principal.*

MM. Rochut (Roger), Santoni (Antoine), Baumann (Louis), Lastel (Zéphirin), surveillants chefs (1re classe).

*Pour la 1re classe de surveillant chef.*

MM. Simon (Jean), Mondoloni (Marc), Roy (Frédéric), Nicolaï (Joseph), surveillants chefs (2e classe).

*Pour le grade de surveillant chef (2e classe).*

MM. Domenger (Fernand), Balbueno (Luis), Bonneau (Marcel), Busser (Eugène), Vogliamacci-Stephanopoli (Jean), surveillants militaires (1re classe).

*Pour la 1re classe de surveillant militaire.*

MM. Garrigue (René), Branche (Pierre), Meyer (Henri), Pianelli (Félix), Cazette (Georges), Clozel (Georges), Clanet (André), Padovani (Ignace), d'Audigier (Jean), Brignand (Maurice), Jeanjean (Hubert), Aubanel (Marcel), Foata (Philippe), Panzani (Paul), Olive (André), Voisin (Gustave), Montinieri (Ange), surveillants militaires (2e classe).

Sont inscrits au tableau de présentation de l'année 1949, pour les distinctions honorifiques ci-après, les agents du corps militaire des surveillants des services pénitentiaires coloniaux dont les noms suivent:

*Pour le grade de chevalier de la Légion d'honneur, avec traitement.*

M. Dorothée (Jean), surveillant principal des services pénitentiaires coloniaux.

M. Rutali (Félix), surveillant militaire (1re classe).

*Pour la médaille militaire, avec traitement.*

MM. Lhomme (René), Désir (Charles), Germany (Grégoire), Barraza (Jean), Ferrand (Raymond), Ettori (Paul), Giacinti (Mathurin), Acquaviva (David), Martinet (Gaston), Gesret (Maurice), Albertini (Pierre), Daguerre (Aristide), Busser (Eugène), Lamontagne (Lucien), Momas (Roger), Santoni (Ange), Antolini (Jean), Durepaire (René), Le Meudec (Jean), Laurenzi (Dominique), Carlotti (Jean), Bourlot (Joseph), Colonna (Aurèle), Franceschi (Antoine), Senac (Etienne), Padovani (Ignace), surveillants militaires (1re classe).

*Pour la médaille d'honneur pénitentiaire coloniale.*

MM. Foubert (Maurice), Judick (Gontrand), Désir (Charles), Ettori (Paul), surveillants militaires (1re classe).

M. Andrew (Louis), surveillant principal.

MM. Maréchal (Camille), Carlotti (Jean), Lhomme (René), surveillants militaires (1re classe).

MM. Baumann (Louis), Duhem (Henri), surveillants chefs (1re classe).

MM. Boucherie (Camille), Vincent (Charles-François), Saintemême (Lucien), Martinet (Gaston), Gesret (Maurice), Barraza (Jean), Debièvre (Albert), Pantanacce (Gustave), Poggi (Ange), Secondi (Paul), Vizuler (Maurice), Guillo (Jean), Bourlot (Joseph), Bertoncini (David), Luciani (Charles), surveillants militaires (1re classe).

M. Padovani (Ignace), surveillant militaire (2e classe).

*4e Pour la médaille coloniale (sans agrafe).*

MM. Judick (Gontrand), Giacomini (Jean), surveillants militaires (1re classe).

M. Rochut (Roger), surveillant chef (1re classe).

M. Voglimacci-Stephanopoli (André), surveillant militaire (1re classe).

M. Saba (Gontrand), surveillant principal.

M. Santoni (Antoine), surveillant chef (1re classe.

MM. Mondoloni (Marc), Roy (Frédéric), Filippini (Félix), Nicolaï (Joseph), surveillants chefs (2e classe).

MM. Martinie (Paul), Acquaviva (Antoine), Garnier (Jules), Borghetti (Antoine), Balcaen (François), Albertini (Don-Pierre), Jaouen (Emile), Bouzou (Jean), Mario (Dominique), Laurenzi (Joseph), Meriaux (Pierre), Rinieri (Michel), Gaillard (Lucien), Pinelli (Xavier), Baguet (Pierre), Moles (Jean), Battini (Jean), Kerhir (Germain), surveillants militaires (1re classe).

### Tableau d'avancement du personnel civil des services pénitentiaires coloniaux et tableau de présentation pour les distinctions honorifiques pour l'année 1949.

Par arrêté du 15 janvier 1949:

Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel civil des services pénitentiaires coloniaux pour l'année 1949 les fonctionnaires dont les noms suivent:

*Pour la 1re classe du grade de commis principal.*

MM. Valery (Jacques), Arlin (Sadi), Baril (Paul), Tinquier (Charles), Hennart (Jules), commis principaux (2e classe).

*Pour la 2e classe du grade de commis principal.*

M. Parize (Ernest), commis principal (3e classe).

M. Reinette (Prosper), commis principal (4e classe).

*Pour la 3e classe du grade de commis principal.*

MM. Herbet (Eugène), Reinette (Prosper), commis principaux (1re classe).

*Pour le grade de commis principal de 4e classe.*

MM. Eudes (Jean-Baptiste), Paris (Charles), commis (1re classe).

Sont inscrits au tableau de présentation de l'année 1949, pour les distinctions honorifiques ci-après, les fonctionnaires du personnel civil des services pénitentiaires coloniaux suivants:

*Pour la médaille d'honneur pénitentiaire coloniale.*

MM. Jegousse (Jean), Balasnam (Emile), commis principaux (1re classe).

MM. Gallois (Pierre), Hennart (Jules), Valery (Jacques), Baril (Paul), commis principaux (2e classe).

### Nomination des membres des cours des pensions pour l'année 1949.

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 janvier 1949: page 209, 2e colonne, 4e ligne, au lieu de: « Bonnet de La Bernardie », lire: « Bondet de La Bernardie ».

### Nomination des médecins membres titulaires et suppléants des tribunaux départementaux des pensions pour l'année 1949.

Rectificatif au *Journal officiel* du 7 janvier 1949:

Page 210, 1re colonne, 42e ligne, au lieu de: « Bosse », lire: « Bossée »; 3e colonne, 44e ligne, au lieu de: « Desserve », lire: « Dessevre ».

Page 311, 3e colonne, 16e ligne, au lieu de: « Cillard », lire: « Gillard ».

## MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

### Décret n° 49-73 du 19 janvier 1949 portant application du décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'attribution d'une indemnité de cherté de vie aux titulaires de pensions militaires d'invalidité et de victimes civiles de la guerre.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948, et notamment l'article 11 de cette loi;

Vu le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948;

Vu le décret n° 48-1571 du 9 octobre 1948 portant attribution aux personnels de l'Etat d'une indemnité temporaire de cherté de vie;

Vu le décret n° 48-1573 du 9 octobre 1948 portant attribution au personnel de l'Etat retraité d'une indemnité temporaire de cherté de vie;

Vu le décret n° 48-1588 du 11 octobre 1948 portant fixation du nouveau taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 aux invalides, aux veuves non remariées et aux ascendants;

Vu le décret n° 48-1589 du 11 octobre 1948 portant fixation des nouveaux taux des allocations spéciales aux grands invalides et aux grands mutilés et de l'indemnité temporaire de soins aux tuberculeux.

Décrète:

Art. 1er. — Le montant des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, y compris les majorations, allocations et indemnités qui y sont rattachées, à l'exclusion des prestations familiales et avantages familiaux similaires, tel que ce montant est fixé par les décrets nos 48-1588 et 48-1589 du 11 octobre 1948, est majoré, à compter du 1er septembre 1948, d'une indemnité temporaire de cherté de vie dans les conditions précisées aux articles suivants.

Art. 2. — L'indemnité temporaire de cherté de vie est fixée à 12.000 F par an pour les pensionnés visés à l'article 1er, dont les émoluments globaux sont égaux ou supérieurs à 114.500 F par an.

Art. 3. — Pour les pensionnés visés à l'article 1er dont les émoluments globaux sont inférieurs à 114.500 F par an, l'indemnité temporaire de cherté de vie est fixée, en principe, après arrondissement aux cent vingt mille cent quarante-cinquième desdits émoluments.

Art. 4. — L'indemnité de cherté de vie visée aux articles qui précèdent ne peut être attribuée qu'aux titulaires de pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre résidant dans des territoires où l'indemnité de cherté de vie instituée par le décret n° 48-1571 du 9 octobre 1948 est servie aux fonctionnaires de l'Etat.

Art. 5. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,*
RENÉ BETOLAUD.

**Décret n° 48-74 du 19 janvier 1949 relatif aux modalités de recouvrement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu les articles 250, 251 et 295 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale,

Décrète:

Art. 1er. — Le recouvrement de la taxe locale additionnelle, prévue à l'article 250 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 est effectué dans la commune sur le territoire de laquelle le redevable possède l'établissement qui réalise les affaires des catégories visées audit article quel que soit le lieu du siège social de l'entreprise, de la livraison des produits vendus, de l'exécution des travaux ou de la prestation de services.

Art. 2. — Pour l'application de la taxe locale, les entrepreneurs de travaux qui participent à la reconstruction immobilière d'une commune dans laquelle ils n'ont pas le siège de leur entreprise, doivent obligatoirement faire élection de domicile dans cette commune et s'y faire représenter par un préposé lorsque ladite commune fait l'objet:

Soit d'un arrêté la classant dans la catégorie des communes sinistrées et publié par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Soit d'un arrêté du préfet constatant qu'elle subit des moins-values fiscales à la suite des destructions par faits de guerre et qu'elle bénéficie, à ce titre, des dispositions de l'ordonnance du 8 août 1945.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

**Décret du 19 janvier 1949 portant nomination des membres de la cour de discipline budgétaire.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1481 du 26 septembre 1948 tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La cour de discipline budgétaire est composée comme suit:

*Président.*

M. Brin, premier président de la cour des comptes.

*Vice-président.*

M. Loriot, président de la section des finances du conseil d'Etat.

*Membres.*

MM. Oudinot, conseiller d'Etat.
Lagrange, conseiller d'Etat.
Bresson, conseiller maître à la cour des comptes.
Bossuat, conseiller maître à la cour des comptes.

Art. 2. — Le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice,*
ANDRÉ MARIE.

**Décret du 19 janvier 1949 portant nomination de rapporteurs près la cour de discipline budgétaire.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1481 du 25 septembre 1948 tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et des diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire,

Décrète:

Art. 1er. — Sont nommés rapporteurs près la cour de discipline budgétaire:

MM. Bergeon, conseiller référendaire à la cour des comptes.
Saramite, conseiller référendaire à la cour des comptes.
Holleaux, auditeur de 1re classe au conseil d'Etat.

Art. 2. — Le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le vice-président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice,*
ANDRÉ MARIE.

**Décret du 19 janvier 1949 portant nomination du gouverneur de la Banque de France et conférant l'honorariat.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu les lois et statuts concernant la Banque de France,

Décrète:

Art. 1er. — M. Monick (Emmanuel), gouverneur de la Banque de France, est nommé gouverneur honoraire.

Art. 2. — M. Baumgartner (Wilfrid-Siegfried), président directeur général du Crédit national, est nommé gouverneur de la Banque de France.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

**Décret du 19 janvier 1949 portant nomination du président directeur général du Crédit national.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la présentation faite en date du 19 janvier 1949 par le conseil d'administration du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre,

Décrète:

Art. 1er. — M. Brunet (Jacques-Elie-Pascal) est nommé président directeur général du Crédit national, en remplacement de M. Baumgartner (Wilfrid-Siegfried), nommé gouverneur de la Banque de France.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

### Rémunération du haut commissaire au ravitaillement.

Le président du conseil des ministres, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-1876 du 9 décembre 1948 portant création d'un emploi de haut commissaire au ravitaillement et ouverture de crédits sur l'exercice 1948;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1949 relatif aux nouveaux traitements des magistrats et fonctionnaires classés « hors échelle »;

Le conseil des ministres entendu,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le haut commissaire au ravitaillement perçoit une rémunération annuelle équivalente à celle fixée par l'arrêté du 11 janvier 1949 susvisé en faveur des fonctionnaires du groupe A.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, prendront effet au 11 décembre 1948.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*
JEAN BIONDI.

### Direction des contributions directes.

Par arrêté du 25 octobre 1948:

Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté du 18 novembre 1947 en tant qu'elles avaient pour objet d'affecter M. Richard (Paul), directeur de 3e classe des contributions directes et du cadastre, au département des Deux-Sèvres, en résidence à Niort, en remplacement de M. Idrac, appelé à un autre poste.

M. Richard (Paul), directeur de 3e classe, non installé dans le département des Deux-Sèvres, est maintenu provisoirement, avec son grade, dans ses fonctions actuelles à Evreux.

Sont et demeurent rapportées, à la demande de l'intéressé, les dispositions de l'arrêté du 18 novembre 1947 par lesquelles M. Idrac, directeur de 2e classe des contributions directes et du cadastre dans le département des Deux-Sèvres, avait été nommé à la direction des brigades et recherches et de vérification de comptabilités de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, en résidence à Paris, en remplacement de M. Rouer, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Idrac, directeur de 2e classe, non installé à Paris, est, sur sa demande, maintenu à la direction de Niort (Deux-Sèvres).

M. Lauzanne, directeur des contributions directes et du cadastre de 1re classe, en service détaché auprès de l'administration centrale des finances, est:

Réintégré, sur sa demande, dans les cadres de l'administration des contributions directes et du cadastre.

Nommé, sur sa demande, à la direction des brigades de recherches et de vérification de comptabilité de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, en résidence à Paris, en remplacement de M. Idrac.

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

### Décret du 19 janvier 1949 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune d'Arandas (Ain).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Considérant qu'il existe au sein du conseil municipal de la commune d'Arandas (Ain) des dissentiments qui entravent la gestion des affaires de la commune,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune d'Arandas (Ain) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de MM. Suchet (Emile), Cagnin (Jean), Cubiez (Louis).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

### Décret du 19 janvier 1949 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Volon (Haute-Saône).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Considérant qu'à la suite de la démission du maire, le conseil municipal de la commune de Volon (Haute-Saône) n'a pu aboutir à la désignation de son successeur;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Volon (Haute-Saône) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de MM. Girardot (René), Genin (Justin), Brenet (Dominique).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

### Décret du 12 janvier 1949 portant nomination des membres de la commission de réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre des travaux publics, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail et de la sécurité sociale et des secrétaires d'Etat aux forces armées,

Vu le décret n° 49-6 du 4 janvier 1949 instituant une commission de réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques, et notamment l'article 3 dudit décret,

Décrète:

Art. 1er. — La commission de réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques comprend:

M. Surleau, conseiller d'Etat, représentant du ministre de la défense nationale, président,

M. Athayne, contrôleur d'Etat, et M. Sergent, sous-directeur à la direction du Trésor, représentants du ministre des finances et des affaires économiques.

M. Ansay, directeur au ministère de l'industrie et du commerce, représentant du ministre de l'industrie et du commerce.

M. Wahl, inspecteur général des ponts et chaussées, représentant du ministre des travaux publics et des transports.

M. Lyon, inspecteur général du génie rural, représentant du ministre de l'agriculture.

M. Chaillé, inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre, représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale.

M. le contre-amiral Nomy, représentant du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine).

M. le contrôleur général Guibert, M. le colonel Viguier, M. l'ingénieur en chef Capdeville, représentants du secrétaire d'Etat aux forces armées (air).

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre du travail et de la sécurité sociale et les secrétaires d'Etat aux forces armées (marine, air), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
CHRISTIAN PINEAU.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ROBERT LACOSTE.

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, ministre du travail et de la sécurité sociale par intérim,*
CHRISTIAN PINEAU.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées, (marine),*
JOANNÈS DUPRAZ.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (air),*
JEAN MOREAU.

### Régies d'avances.

Par arrêté du 3 janvier 1949, le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties au régisseur du parc colonial n° 478 à Dakar-Ouakam a été porté à la somme de 2 500.000 F métropolitains.

Par arrêté du 10 janvier 1949, M. le lieutenant Brouillard (Maurice), est nommé régisseur d'avances auprès du parc colonial n° 478, à Dakar-Ouakam, en remplacement de M. le commandant Robert.

### Attribution de l'indemnité pour frais de représentation à certains titulaires d'emplois de l'armée de l'air.

Le ministre de la défense nationale, le secrétaire d'Etat aux forces armées et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime des soldes des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 48-1306 du 27 août 1948 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires des armées de terre, de mer et de l'air,

Arrêtent:

*Article unique.* — A partir du 1er janvier 1948, les emplois exercés par des titulaires appartenant à l'armée de l'air sont classés, en ce qui concerne le droit à l'indemnité pour frais de représentation, dans les catégories suivantes:

*Catégorie n° 1.*

Inspecteur général de l'armée de l'air.
Général chef d'état-major général des forces armées « air ».

*Catégorie n° 2.*

Commandant une armée aérienne.

*Catégorie n° 3.*

Major général des forces armées « air ».
Commandant de détachement armée aérienne.
Commandant un corps aérien.
Commandant des 2e et 5e régions aériennes.

*Catégorie n° 4.*

Commandant de la 1re division aérienne (en territoire occupé).
Commandants de régions autres que les 2e et 5e.
Commandants de l'air en A. F. N. ou dans les territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 18 janvier 1949.

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
JEAN MOREAU.

### Médaille d'honneur des épidémies.

Par décision en date du 5 janvier 1949, prise en application du décret du 15 avril 1892 et de l'arrêté du 27 du même mois, la médaille d'honneur des épidémies a été décernée aux personnes ci-après désignées:

*Médaille de bronze.*

M. Garbies (Raymond-Eugène), médecin capitaine de l'armée active, médecin adjoint à la direction du service de santé de la 9e région militaire.

M. Gelly (Georges), médecin commandant du cadre de réserve.

M. Barussaud (Fernand), soldat de 2e classe du 1er B. C. P.

M. Valls (Laurent), caporal à l'infirmerie hôpital Thomas, Phan-Thiet (T. F. E. O.).

Mlle Lassia (Clotilde), infirmière Croix-Rouge, hôpital complémentaire Labadie, Marseille.

Mlle Salles (Odette), infirmière Croix-Rouge, hôpital complémentaire Labadie, Marseille.

Mlle Bonneville (Marie), infirmière A. F. A. T. 1re catégorie, hôpital militaire Lanessan, Hanoï (T. F. E. O.).

Mlle Provost (Marie-Madeleine), infirmière des hôpitaux militaires de l'hôpital militaire d'instruction du Val-de-Grâce.

### Médaille d'honneur du service de santé de l'air.

Par décision en date du 31 décembre 1948, et en application du décret du 18 mai 1948 et de l'arrêté du 11 août 1948, la médaille d'honneur du service de santé de l'air est décernée aux personnes ci-après désignées:

*Médaille de vermeil.*

Beyne (Pierre), médecin général du cadre de réserve.

Goeit (Georges), médecin général du cadre de réserve.

Docteur Garsaux (Paul), président du conseil médical du secrétariat général de l'aviation civile.

*Médaille d'argent.*

Vernisse (Michel), ingénieur général.

Combo's (Didier), ingénieur en chef de 1re classe.

Bonte (Louis), ingénieur en chef de 1re classe.

Schousboe (Frédéric), médecin colonel de réserve.

Lhéritier (Octave), lieutenant-colonel.

Bourdon (Jules), médecin lieutenant-colonel.

*Médaille de bronze.*

Grandvoynet (Henri), commandant.
Dumas (Pierre), commandant.
Longery (Maurice), capitaine.
Truche (Armand), capitaine.
Noger (André), médecin capitaine de réserve.
Bougarel (Pierre), lieutenant.
Bernard (Pierre), lieutenant.
Brice (René), lieutenant.
Payen (Lucien), lieutenant.
Hypolite (Jules), aspirant.
Blanjot (Jacques), adjudant-chef.
Monteil (Pierre), adjudant-chef.
Garat (Jean), adjudant-chef infirmier.
Le Pennec (Léonce), adjudant-chef infirmier.
Couarraze (Maurice), adjudant-chef infirmier.
Barbet-Carrère (André), adjudant-chef infirmier.
Thorn (Marcel), adjudant.
Jacques (Maurice), adjudant.
Hassel (Charles), adjudant-chef.
De Nobrega (Andrée), infirmière de l'air.
Piboul (Georgette), infirmière de l'air.
Maesen (Renée), infirmière de l'air.
Verhulst (Marie), infirmière de l'air.
Not (Jules), aide de laboratoire.
Esquirol (Isabelle), agent de bureau.
Kravtzoff (Denise), sténodactylographe.

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Décret du 19 janvier 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 19 janvier 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'industrie et du commerce; vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 7 janvier 1949 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

M. Gaussel (Georges-Elie), vice-président du Conseil économique, président de la fédération des coopératives de consommation; 30 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

### Nomination du président du conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu le décret du 17 mai 1946 modifié par le décret du 18 juin 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 8 avril 1946, en ce qui concerne l'organisation du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, et notamment l'article 6;

Vu les décrets du 5 novembre 1948 portant nomination du président et des membres du conseil supérieur de l'électricité et du gaz,

Arrête:

*Article unique.* — M. Louvel, député du Calvados, membre du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, est nommé président du conseil supérieur de l'électricité et du gaz, en remplacement de M. Léon Perrier, décédé.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

ROBERT LACOSTE.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Concours d'entrée à l'école normale supérieure (rue d'Ulm) et bourses de licence.

Par arrêté du 17 janvier 1949:

Les épreuves écrites du concours de 1949 pour l'entrée à l'école normale supérieure et pour les bourses de licence sont fixées aux dates ci-après:

I. — *Section des lettres.*

Vendredi 27 mai, de huit heures à quatorze heures (options A et B): histoire moderne.

Samedi 28 mai, de huit heures à douze heures (option A): version grecque.

Samedi 28 mai, de huit heures à quatorze heures (option B): langues vivantes.

Lundi 30 mai, de huit heures à quatorze heures (options A et B): composition française.

Mardi 31 mai, de huit heures à douze heures (options A et B): version latine.

Jeudi 2 juin, de huit heures à quatorze heures (options A et B): philosophie.

Vendredi 3 juin, de huit heures à douze heures (options A et B): thème latin.

II. — *Section des sciences.*

Mardi 7 juin, de huit heures à quatorze heures (groupe I) : mathématiques, première composition.

Mardi 7 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : chimie.

Mercredi 8 juin, de huit heures à quatorze heures (groupes I et II) : physique.

Vendredi 10 juin, de huit heures à onze heures (groupes I et II) : composition française.

Vendredi 10 juin, de quatorze heures à seize heures (groupes I et II) : versions.

Samedi 11 juin, de huit heures à douze heures (groupe I) : mathématiques, deuxième composition.

Samedi 11 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : mathématiques.

Lundi 13 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : sciences naturelles.

Lundi 13 juin, de quatorze heures à dix-huit heures (groupe I) : épure.

Les épreuves écrites seront subies au chef-lieu des académies où les candidats se seront fait inscrire, sauf en ce qui concerne les candidats de l'académie d'Aix qui composeront à Marseille.

Le nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure à la suite du concours de 1949 sera fixé ultérieurement.

**Concours d'entrée à l'école normale supérieure de jeunes filles (Sèvres) et bourses de licence.**

Par arrêté du 17 janvier 1949 :

Les épreuves écrites du concours de 1949 pour l'entrée à l'école normale supérieure de jeunes filles et pour les bourses de licence sont fixées aux dates ci-après :

I. — *Section des lettres.*

Vendredi 27 mai, de huit heures à quatorze heures (options A et B) : histoire moderne.

Samedi 28 mai, de huit heures à douze heures (option A) : version grecque.

Samedi 28 mai, de huit heures à quatorze heures (option B) : langues vivantes.

Lundi 30 mai, de huit heures à quatorze heures (options A et B) : composition française.

Mardi 31 mai, de huit heures à douze heures (options A et B) : version latine.

Jeudi 2 juin, de huit heures à quatorze heures (option A et B) : philosophie.

Vendredi 3 juin, de huit heures à douze heures (options A et B) : thème latin.

II. — *Section des sciences.*

Mardi 7 juin, de huit heures à quatorze heures (groupe I) : mathématiques, première composition.

Mardi 7 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : chimie.

Mercredi 8 juin, de huit heures à quatorze heures (groupes I et II) : physique.

Vendredi 10 juin, de huit heures à onze heures (groupe I et II) : composition française.

Vendredi 10 juin, de quatorze heures à seize heures (groupes I et II) : versions.

Samedi 11 juin, de huit heures à douze heures (groupe I) : mathématiques, deuxième composition.

Samedi 11 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : mathématiques.

Lundi 13 juin, de huit heures à douze heures (groupe II) : sciences naturelles.

Lundi 13 juin, de quatorze heures à dix-huit heures (groupe I) : épure.

Les épreuves écrites seront subies au chef-lieu des académies où les candidats se seront fait inscrire, sauf en ce qui concerne les candidates de l'académie d'Aix qui composeront à Marseille.

Pour l'académie de Paris, un centre supplémentaire de compositions écrites sera organisé à Versailles.

Le nombre des élèves à admettre à l'école normale supérieure de jeunes filles à la suite du concours de 1949 sera fixé ultérieurement.

**Enseignement supérieur.**

Par arrêté en date du 27 décembre 1948, M. Arrighi, délégué dans les fonctions d'opérateur radiotélégraphiste à l'observatoire de Paris, est titularisé dans ses fonctions, à dater du 1er mars 1948, en remplacement de M. Cornu, rayé des cadres.

A compter de cette date, M. Arrighi sera rangé dans la 5e classe de l'emploi (176.500 F), avec un report d'ancienneté de 3 mois, compte tenu de 4 ans 1 mois de services militaires et de guerre et de 2 ans de service civil.

Par arrêté en date du 27 décembre 1948, M. Mercier (Robert), licencié ès sciences, instituteur détaché à l'école normale de la Gironde, est délégué dans les fonctions d'aide-physicien à l'observatoire du Pic-du-Midi, à dater du 1er octobre 1948, en remplacement de M. Fleury (démissionnaire (poste de M. Lutz, en position de détachement).

A compter de cette date, M. Mercier recevra une indemnité annuelle non soumise à retenue, calculée sur le taux de la sixième et dernière classe de l'emploi (214.000 F).

M. Mercier est détaché à l'observatoire de Bordeaux, à dater du 1er octobre 1948.

Par arrêté du 27 décembre 1948, M. Ferber (Georges), sous-économe stagiaire au lycée du Mans, est délégué, à compter du 1er décembre 1948, dans les fonctions de sous-économe à l'école normale supérieure (rue d'Ulm) (emploi créé).

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Nouveaux traitements des inspecteurs des transports.**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'arrêté interministériel du 22 octobre 1948 fixant les nouveaux traitements des fonctionnaires du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, et notamment ceux des inspecteurs des transports,

Arrête :

Art. 1er. — Les inspecteurs des transports de classe exceptionnelle nommés au 2e échelon avant le 1er janvier 1948 bénéficieront des nouveaux traitements correspondant à l'indice 475 fixés par l'arrêté précité du 22 octobre 1948.

Art. 2. — Les inspecteurs des transports appartenant au 1er échelon de la classe exceptionnelle bénéficieront des nouveaux traitements correspondant à l'indice 450 fixés par l'arrêté du 22 octobre 1948.

Fait à Paris, le 8 décembre 1948.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller technique,*
ADRIEN SPINETTA.

**Nouveaux traitements des inspecteurs de la main-d'œuvre des transports.**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'arrêté interministériel du 22 octobre 1948 fixant les nouveaux traitements des fonctionnaires du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, et notamment ceux des inspecteurs de la main-d'œuvre des transports,

Arrête :

Art. 1er. — Les inspecteurs de la main-d'œuvre des transports de classe exceptionnelle (2e échelon) dont les noms suivent bénéficieront des nouveaux traitements, correspondant à l'indice 475, fixés par l'arrêté du 22 octobre 1948 précité, savoir :

MM. Kauffmann, Bernard (F.), Briand.

Art. 2. — Les autres inspecteurs de la main-d'œuvre des transports appartenant à la classe exceptionnelle bénéficieront des nouveaux traitements correspondant à l'indice 450, fixés par l'arrêté du 22 octobre 1948.

Fait à Paris, le 8 décembre 1948.

Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller technique,*
ADRIEN SPINETTA.

**Nomination d'élèves titulaires à l'école nationale des ponts et chaussées.**

Par arrêté du 15 novembre 1948 ont été nommés élèves titulaires de 1re année à l'école nationale des ponts et chaussées :

MM. Vallin (Henri), Bandet (Jacques), Colom (Robert), Besnier (Marcel), Moigneteau (Jean-Yves), Marcellin (Jean), Jouniot (Jacques), Chollet (Alain), Wertheimer (Jacques), Izambert (Jean-Georges), Machado (Marcel), Caujolle-Gazet (Jacques), Pons (Claude), Jacob (Pierre), Sluizel (Marc), Dumonteil (Pierre), Cosse (Lionel), Lacharme (Jean), Heim (Roger), Rolland (Charles), Fauveau (Robert), Colin (Jean),

au lieu et place de :

MM. de Dominicis, Belin, Le Fillatre, Julie, Dambrine, Béraud, Sutter, Petit, Michon, Loubert, Machuel, Doulcier, Vandenberghe, Faure, Davoult, Barbery, Nègre, Pardigon, Pore, Villepelet, Mace, Bonnerie, Olivier, Loue, Hention, Fauvel, Grollier-Baron, Rossille, Laligand, démissionnaires,

et à défaut de :

MM. Biarotte, Rouges, Collac, Cornu, de Boysson, Benat, Laurin, Rebois, Bascou, Toche, Drouard, Barre, Givry, Le Pellier, Waldner, Charial, Guetschel, Capoulade, Ravez, Rudigoz, Buttin, Fournier, Sabathe, Dieuzeide, Durner, Armange, Paris, Tanzi, Versini, Caffier, Houbaut, Peligny, Claverie, Hagopian, Deterre, Dezoteux, Morvan, Combes, Bergounioux, Goanet, Pluntz, Cuisinier, Vidalenche, Allemandou, Pertus, Doligez, Pinart, Luc, Cambonie, Terrier, Gouyet, Asscher, Fichaux, Morain, qui se sont désistés.

**Secrétariat général à l'aviation civile et commerciale.**

Par arrêté en date du 22 décembre 1948, M. Dugue (Emile), secrétaire d'administration de 1re classe, est réintégré dans les cadres du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale, à compter du 1er janvier 1949.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

### Décrets des 27 et 29 décembre 1948 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décrets en date des 27 et 29 décembre 1948, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'agriculture; vu les déclarations du conseil de l'ordre en date des 14 et 17 décembre 1948, portant que les nominations faites aux termes des décrets n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, ont été nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

MM.

Allard (Jean-Francisque-Henri), secrétaire du syndicat des producteurs de pommes de terre sélectionnées de Saint-Pal-en-Chalençon, domicilié à Saint-Pal-en-Chalençon (Haute-Loire); 12 ans 1 mois de services civils et militaires.

Mlle Arbelet (Suzanne), secrétaire générale de la Ligue française du coin de terre et du foyer, domiciliée à Paris; 33 ans de pratique professionnelle.

Delhommeau (Auguste-Marie-Joseph), secrétaire général trésorier de la Société des éleveurs de la race Maine-Anjou, domicilié à Château-Gontier (Mayenne); 44 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Delobel (Marcel-Henri-Emile), président de la chambre syndicale des horticulteurs et pépiniéristes du Nord de la France, domicilié à Lomme (Nord); 39 ans de pratique agricole et de services militaires.

Devillers (André), horticulteur, vice-président de la Société nationale d'horticulture de France, domicilié au Chesnay (Seine-et-Oise); 33 ans de pratique horticole et de services militaires.

Dosson (Philibert-Romain), agriculteur éleveur, domicilié à la Grâce, commune de Gimouille (Nièvre); 38 ans de pratique agricole et de services militaires.

Genty (Lucien-Louis), agriculteur, président de l'Union des caisses de mutualité agricole du département de l'Ain, domicilié à Villereversure (Ain); 48 ans de pratique agricole et de services militaires.

Guillon (Anselme-Léon-Edmond), éleveur, président de la fédération des exploitants agricoles de la Vendée, domicilié à Nalliers (Vendée); 53 ans de pratique agricole et de services militaires.

Hubaud (Marie-Omer-Valentin-Aimé), cultivateur, président du conseil d'administration du syndicat intercommunal d'électrification du canton de Tallard, domicilié à Pelleautier (Hautes-Alpes); 35 ans de pratique agricole et de services militaires.

Kerboul (Jean-François), président du syndicat des étalonniers du Finistère, président de la fédération des étalonniers de Bretagne, domicilié à Lannilis (Finistère); 52 ans de services civils et militaires.

Lepage (Emmanuel), pépiniériste, domicilié à Angers (Maine-et-Loire); 36 ans de pratique professionnelle.

Sarrobert (Ernest-Paul), agriculteur, président de la caisse régionale de crédit agricole de Boufarik, domicilié à Boufarik (Algérie); 48 ans de services militaires et de pratique agricole.

A titre posthume.

Nordey (Claude-Léon-Pierre), fondé de pouvoir de la caisse centrale d'allocations familiales mutuelles agricoles à Paris. Cité à l'ordre de la Nation (*Journal officiel* du 4 novembre 1948).

### Décret n° 49-75 du 19 janvier 1949 modifiant le décret du 26 décembre 1940 modifié le 31 janvier 1944 relatif à l'alimentation du fonds de garantie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 30 décembre 1922 modifiée et complétée par les lois du 24 décembre 1940 et du 15 mars 1944;

Vu la loi validée du 16 mars 1943 portant modification de la législation sur les accidents du travail dans l'agriculture;

Vu la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, notamment son article 86;

Vu le décret du 26 décembre 1940 concernant les accidents du travail, et notamment ses articles 2 et 3 modifiés par le décret n° 516 du 31 janvier 1944,

Décrète:

Art. 1er. — L'alinéa 2 de l'article 2 du décret du 26 décembre 1940 susvisé, modifié par le décret du 31 janvier 1944, est remplacé par les dispositions suivantes:

« Il est versé, sur la base du tarif en vigueur au jour des émissions et pour chacune des catégories d'assurance donnant lieu à application d'un taux distinct:

« Avant le 20 avril, un acompte calculé sur le cinquième des primes ou cotisations émises au cours du premier trimestre;

« Avant le 20 juillet, un acompte calculé sur les quatre-cinquièmes des primes ou cotisations émises au cours du deuxième trimestre et sur le cinquième des primes ou cotisations émises au cours du premier trimestre;

« Avant le 20 octobre, un acompte calculé sur les quatre-cinquièmes des primes ou cotisations émises au cours du troisième trimestre et sur le cinquième des primes ou cotisations émises au cours du premier trimestre;

« Avant le 20 janvier, un acompte calculé sur les quatre-cinquièmes des primes ou cotisations émises au cours du quatrième trimestre de l'année précédente et sur le cinquième des primes ou cotisations émises au cours du premier trimestre de l'année précédente ».

Art. 2. — L'article 3 du décret du 26 décembre 1940 susvisé, modifié par le décret du 31 janvier 1944, est abrogé.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, entreront en vigueur le 1er janvier 1949.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques sont autorisés à prendre des arrêtés, s'il y a lieu, pour assurer le passage de l'ancien au nouveau régime.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'agriculture,*

PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

MAURICE-PETSCHE.

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Décret du 12 janvier 1949 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 12 janvier 1949, M. Autheman, conseiller à la cour d'appel de la Réunion, conseiller de 1re classe à titre personnel, est nommé, sur sa demande, conseiller à la cour d'appel de l'Afrique occidentale française (section de Fort-Lamy) (poste vacant).

### Décret du 12 janvier 1949 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 12 janvier 1949, M. Vidil, substitut du procureur général près la cour d'appel de Saïgon, est nommé, sur sa demande, conseiller à la cour d'appel de Madagascar, en remplacement de M. Leoncili, admis à la retraite.

### Décret du 19 janvier 1949 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 19 janvier 1949:

M. Picot (Jean), suppléant du juge de paix de l'Arba, est nommé juge de paix à compétence étendue de 2e classe de Bambari (poste créé).

M. Cau (Georges), suppléant du juge de paix de Casablanca, est nommé juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française (poste créé).

M. Robine (Alain) est nommé juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française (poste créé).

M. Guerin (Jacques) est nommé juge de paix à compétence étendue de 3e classe de Saint-Pierre et Miquelon (poste vacant).

M. Lief (Georges), stagiaire de l'administration coloniale de l'Afrique équatoriale française, est nommé juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de ce territoire.

M. Jobert (Dominique) est nommé juge de paix à compétence étendue de 3e classe de Batouri (poste créé).

M. Svahn (Michel) est nommé juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française (poste créé).

MM. Baron (Jean) et Viaud-Murat (Louis) sont nommés juges suppléants au tribunal de Pondichéry (postes vacants)

M. Marty (Maurice) est nommé juge suppléant au tribunal de Douala (poste créé).

### Décret du 19 janvier 1949 portant nomination dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 19 janvier 1949, M. Nadaillat, président de chambre à la cour d'appel de Hanoï, est nommé avocat général près la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française, en remplacement de M. Giaccobbi, appelé à d'autres fonctions.

### Examen professionnel pour l'accession au grade de chiffreur en chef du cadre général du chiffre colonial.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 10 janvier 1949, les conditions de l'examen professionnel prévu à l'article 11 du décret du 3 novembre 1945 pour l'accession au grade de chiffreur en chef du cadre général du chiffre colonial sont fixées ainsi qu'il suit:

L'examen professionnel a été réservé aux chiffreurs principaux comptant au moins deux ans d'ancienneté dans le grade au 1er janvier

de l'année de l'examen. Les candidats doivent adresser leur demande par la voie hiérarchique au ministre de la France d'outre-mer (direction du personnel) au moins deux mois avant la date fixée pour l'ouverture de l'examen.

Cette date a été fixée par arrêté du ministre au moins quatre mois à l'avance.

Nul ne peut se présenter plus de deux fois à l'examen professionnel.

Le ministre fixe par arrêté sur la proposition du directeur du personnel la liste des candidats admis à concourir.

L'examen professionnel ne comporte que des épreuves écrites.

Elles ont lieu en France au département et outre-mer dans certains chefs-lieux en fonction des candidatures admises.

Les conditions générales du présent examen en ce qui concerne son organisation matérielle, sont celles qui ont été fixées par l'arrêté du 8 août 1947 relatif aux conditions et programme du concours pour l'emploi de chiffreur colonial stagiaire.

Toutefois il a été précisé que les feuillets administratifs sur lesquels sont faites les compositions doivent obligatoirement comporter une bande ou un coin collant; le candidat est tenu d'inscrire son nom, ainsi que la devise et le signe qu'il a choisis sur cet emplacement, qui doit être clos par ses soins.

Il est procédé au choix et à l'annotation des épreuves par un jury dont la composition est fixée par le ministre dans les conditions suivantes:

Président: le directeur du personnel ou son représentant;

Membres: le chef de la section du chiffre à l'administration centrale, deux techniciens du chiffre ou du décryptement désignés par le ministre.

Un fonctionnaire de la direction du personnel sera désigné comme secrétaire.

Les épreuves et le temps accordé pour chacune d'elles, ainsi que le coefficient qui leur a été affecté sont indiqués ci-après:

1° Rédaction d'un rapport, d'une lettre administrative ou d'instructions portant sur une question intéressant l'organisation générale et le fonctionnement du service du chiffre colonial (temps accordé: quatre heures, coefficient: 5);

2° Epreuve pratique de chiffre (chiffrement et déchiffrement de messages) et composition de cryptographie comportant éventuellement un exercice pratique (temps accordé: deux heures pour chaque épreuve; coefficients: 5 pour la première; 4 pour la deuxième);

3° Composition portant sur l'exploitation générale du chiffre, les méthodes et procédés de chiffrement et les documents du chiffre (temps accordé: trois heures; coefficient 6).

Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Chaque épreuve est notée par deux membres du jury, désignés par le président. La note retenue correspondant à la moyenne des deux cotations.

Toute note inférieure à 7, maintenue après délibération du jury est éliminatoire.

Une note d'aptitude à l'emploi recherché est attribué aux candidats par le jury d'examen, après consultation de leur calepin de notes. Cette note ne peut être supérieure à 20 et est affectée du coefficient 5.

Pour être inscrit sur la liste d'aptitude à l'emploi de chiffreur en chef, les candidats devront avoir obtenu après application des coefficients:

1° Un minimum de 260 points pour l'ensemble des épreuves;

2° Un minimum de 355 points compte tenu de la note d'aptitude définie à l'article précédent.

Le jury de l'examen établit, par ordre de mérite, la liste de classement qui est arrêtée par le ministre et publiée au *Journal officiel* de la République française.

### Transmissions coloniales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 janvier 1949, M. Campretti (Roch), chef de section de 1re classe après trois ans du cadre général des transmissions coloniales, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, à compter du 7 janvier 1949.

### Travaux publics des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 13 janvier 1949, au titre du dernier alinéa de l'article 36 du décret du 15 juillet 1941, les ingénieurs adjoints de 4e classe des travaux publics des colonies dont les noms suivent ont été promus à la 3e classe du grade d'ingénieur adjoint des travaux publics des colonies aux dates et conditions fixées ci-après, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté:

M. Mornaghini (André), à titre temporaire, pour compter du 21 décembre 1948.

MM. Petitcollin (Raymond) et Repiquet (André), pour compter du 1er février 1949 (ancienneté civile épuisée).

## MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

### Décret du 12 janvier 1949 modifiant le décret n° 46-1344 du 6 juin 1946 portant organisation de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 46-1344 du 6 juin 1946 modifié par le décret n° 47-1016 du 10 juin 1947,

Décrète:

*Article unique.* — Les dispositions transitoires prévues à l'article 20 modifié du décret du 6 juin 1946 sont prorogées jusqu'au 25 janvier 1949.

Fait à Paris, le 12 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

### Décret du 19 janvier 1949 mettant fin aux fonctions d'un directeur du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 45-2257 du 5 octobre 1945 modifié par les décrets n° 46-1855 du 23 août 1946, n° 47-1191 du 27 mai 1947, n° 48-91 du 12 janvier 1948 et n° 48-798 du 10 mai 1948 portant statut du personnel temporaire de l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est mis fin aux fonctions de directeur exercées à l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme par M. Salaun (Yves), appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter de ce jour.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

### Décret du 19 janvier 1949 portant nomination d'un inspecteur général de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 46-1344 du 6 juin 1946 modifié par le décret n° 47-1016 du 10 juin 1947 et par le décret du 12 janvier 1949 portant organisation de l'inspection générale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, et notamment l'article 20,

Décrète:

Art. 1er. — M. Salaun (Yves), inspecteur des finances de 1re classe, est nommé inspecteur général de la reconstruction et de l'urbanisme.

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter de ce jour et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

### Composition du comité de direction de la commission des études et du conseil de perfectionnement du centre de perfectionnement de l'école des métreurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1945 modifié portant classement des candidats aux emplois contractuels du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu le décret n° 46-2185 du 31 octobre 1946 relatif au financement de l'école des métreurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1947 portant création au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme d'un comité de perfectionnement de l'école des métreurs;

Vu l'arrêté du 20 février 1948 modifiant l'article 2 de l'arrêté du 12 septembre 1947 précité;

Vu l'arrêté du 27 août 1948 portant désignation de membres du comité de perfectionnement de l'école des métreurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme,

Arrête:

Art. 1er. — L'enseignement institué par le décret du 31 octobre 1946 pour satisfaire aux besoins du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme est dispensé dans un établissement dénommé « Centre de perfectionnement technique du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme ».

Art. 2. — Ce centre de perfectionnement est administré par un comité de direction ainsi composé:

Le directeur des travaux ou son représentant, président;
Un inspecteur général, désigné par le ministre, vice-président;
Le directeur du centre;
Le directeur des dommages de guerre ou son représentant;
Le directeur de l'administration générale ou son représentant;
Le délégué départemental de la Seine.

Art. 3. — Une commission des études définit l'enseignement à donner et se constitue en jury pour les examens d'entrée et de sortie. Elle est ainsi composée:

Le directeur des travaux ou son représentant, président;
Le directeur des dommages de guerre ou son représentant;
Le directeur du centre de perfectionnement;
Le directeur des études du centre de perfectionnement;
Un délégué départemental.

Art. 4. — Un conseil de perfectionnement, dont la composition est indiquée ci-après, donne son avis au ministre sur les questions que celui-ci lui soumet. Il fait d'autre part toutes propositions utiles relatives à l'enseignement et à l'organisation matérielle du centre.

Art. 5. — Le conseil de perfectionnement comprend, outre les membres du comité de direction et de la commission des études, des membres nommés chaque année par le ministre, soit:

Des fonctionnaires du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;
Trois représentants du corps enseignant;
Trois représentants des anciens élèves;
Un ou plusieurs représentants des organisations professionnelles des spécialités enseignées;
Un ou plusieurs représentants des élèves de la session en cours.

Il est présidé par le ministre ou par son représentant spécialement désigné à cet effet.

Art. 6. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent texte sont annulées.

Art. 7. — Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 1948.

EUGÈNE CLAUDIUS PETIT.

### Délégation de signature.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 portant annulation et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, et notamment son article 105;

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret n° 47-408 du 6 mars 1947 relatif à l'organisation du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, modifié par le décret du 12 juin 1947;

Vu le décret du 11 septembre 1948 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1948 donnant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation est donnée à M. Lehuerou-Kerisel (Jean), directeur des travaux, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, les conventions de revision amiable et les décisions de non-réduction établies au titre de l'article 105 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 relatif à la revision des marchés, lorsque le montant du marché à reviser est inférieur à 75 millions.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 1949.

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

### Fraction des cotisations d'allocations familiales affectée à l'action sanitaire et sociale.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment son article 38;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1948 fixant, pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1948, la fraction des cotisations d'allocations familiales affectée à l'action sanitaire et sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté du 21 octobre 1948 fixant, pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1948, la fraction des cotisations d'allocations familiales affectée à l'action sanitaire et sociale, sont applicables aux cotisations d'allocations familiales encaissées postérieurement au 31 décembre 1948.

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 janvier 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

### Conditions de remboursement des frais du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 24 octobre 1946, notamment l'article 31;

Vu le décret du 31 décembre 1946, notamment l'article 32;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1947 fixant les conditions de remboursement de certaines dépenses du contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole;

Vu l'arrêté du 4 mai 1948,

Arrêtent:

Art. 1er. — Pour l'année 1949, la répartition des dépenses communes résultant de l'application de la loi du 24 octobre 1946 est ainsi fixée: neuf dixièmes à la charge de la caisse nationale de sécurité sociale, un dixième à la charge de l'union des caisses centrales de mutualité agricole.

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, et le directeur des affaires professionnelles et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 janvier 1949.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
JEAN EUZIARD.

### Approbation des statuts d'une société mutualiste.

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 14 janvier 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste d'entreprise ci-après:

Société mutualiste de Saint-Gobain, n° 33-1355, à Bordeaux.

### Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 14 janvier 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Sainte-Reparate, n° 6-13, à Nice (Alpes-Maritimes), avec la société mutualiste dite La Segurana, n° 6-20, à Nice (Alpes-Maritimes).

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 14 janvier 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Des Voyageurs et employés de commerce, n° 62-533, à Saint-Omer, avec la société mutualiste dite Société mutualiste interprofessionnelle d'entr'aide sociale de l'arrondissement de Saint-Omer, n° 62-1335, à Saint-Omer.

### Comité national de service social de la main-d'œuvre étrangère.

Par arrêté du 9 décembre 1948, sont nommés membres du comité national de service social de la main-d'œuvre étrangère, au titre du service social d'aide aux émigrants:

Mme Chevalley, présidente du service social d'aide aux émigrants.
Mme Thuillier-Landry, vice-présidente du service social d'aide aux émigrants.
Mlle Trillat, directrice du service social d'aide aux émigrants.
Mlle Meyer, déléguée au service social de la main-d'œuvre étrangère.
M. Desmarets, conseiller référendaire à la cour des comptes.
M. de L'Epine, vice-président du comité départemental du service social de la main-d'œuvre étrangère de la Somme.
Mlle Gain, membre du comité départemental de service social de la main-d'œuvre étrangère de la Seine.
Mlle Mourgues, directrice du bureau du service social d'aide aux émigrants de Marseille.
Mlle Heydt, assistante départementale du service social de la main-d'œuvre étrangère du Haut-Rhin.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Décret du 14 janvier 1949 autorisant la commission administrative des hospices du Puy et la commission administrative de l'hôpital-hospice de Paulhaguet à accepter des legs.

Par décret en date du 14 janvier 1949, la commission administrative des hospices du Puy et la commission administrative de l'hôpital-hospice de Paulhaguet sont autorisées à accepter les legs universels consentis à ces établissements par la demoiselle Saugues (Léa-Belle).

**Renonciation de la ville de Mondrepuis à son autonomie en matière d'assistance médicale gratuite.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'article 35 de la loi du 15 juillet 1893;
Vu les articles 9 et 11 du décret-loi du 30 octobre 1935;
Vu le règlement d'administration publique du 29 décembre 1936, modifié en dernier lieu par le règlement d'administration publique du 17 septembre 1945;
Vu l'arrêté du 3 juillet 1939;
Vu la délibération du conseil municipal de Mondrepuis;
Vu la délibération de la commission administrative du bureau d'assistance de cette commune;
Vu les avis conformes du ministre des finances et des affaires économiques, d'une part, et du ministre de l'intérieur, d'autre part;
Vu les propositions du préfet de l'Aisne et les autres pièces de l'affaire;
Sur le rapport du directeur général de la population et de l'entr'aide;

Arrête:

Art. 1er. — La ville de Mondrepuis est autorisée à renoncer à l'organisation spéciale en matière d'assistance médicale gratuite qui lui avait été accordée par application de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1893.

Art. 2. — Les dispositions du règlement départemental d'assistance médicale gratuite de l'Aisne seront applicables sur le territoire de cette commune dès la date de parution du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 3. — La participation financière de l'Etat, du département et de l'ensemble des communes à partir du 1er janvier 1948 sera subordonnée à la parution du règlement d'administration publique modifiant, en ce qui concerne le département de l'Aisne, les pourcentages de répartition des dépenses figurant au tableau annexé au décret du 17 septembre 1945.

Art. 4. — Le directeur général de la population et de l'entr'aide et le préfet de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1949.

PIERRE SCHNEITER.

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, Mme d'Houtaux (Berthe), chef de groupe à l'administration centrale, a été admise à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 22 novembre 1948.

**Etablissements relevant du ministère de la santé publique et de la population.**

Par arrêté en date du 29 octobre 1948, M. Allemand, secrétaire de direction à l'institution nationale des jeunes aveugles, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté en date du 29 octobre 1948, M. Maugne, économe à l'hôpital psychiatrique autonome d'Aix-en-Provence, a été muté, sur sa demande, en qualité de secrétaire de direction à l'institution nationale des jeunes aveugles, en remplacement de M. Allemand, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté en date du 5 novembre 1948, M. Lemonnier, receveur à la maison maternelle nationale, a été muté, sur sa demande, en qualité d'économe à l'institution nationale des jeunes aveugles, en remplacement de M. Boisson, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, M. Barailler, receveur à l'hôpital psychiatrique autonome d'Aix-en-Provence, a été muté, sur sa demande, en qualité d'économe au même établissement, en remplacement de M. Maugne, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, M. Montastier, commis aux écritures à l'asile national des convalescents de Saint-Maurice, a été nommé receveur à l'hôpital psychiatrique autonome d'Aix-en-Provence (1er tour), en remplacement de M. Barailler, appelé à d'autres fonctions

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, M. Panisset, agent supérieur à l'administration centrale, a été nommé receveur à la maison maternelle nationale (2e tour), en remplacement de M. Lemonnier, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 29 novembre 1948, M. Joguet, lieutenant de police sanitaire à titre temporaire, a été nommé secrétaire de direction à l'hôpital psychiatrique autonome de Château-Picon (1er tour), en remplacement de Mme Giroux, révoquée de ses fonctions.

Par arrêté en date du 29 novembre 1948, M. Mende, commis aux écritures à l'hôpital psychiatrique autonome de Château-Picon, a été nommé secrétaire de direction à l'hôpital psychiatrique autonome de Bailleul (2e tour), en remplacement de M. Vanuxen, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

**Inspection de la population.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 janvier 1949: page 200, 3e colonne, au lieu de: « M. Clouet (René), inspecteur adjoint stagiaire (Basses-Alpes) », lire: « M. Clouet (René), inspecteur adjoint stagiaire (Hautes-Alpes) ».

**Inspection de la santé.**

Par arrêté en date du 3 janvier 1949, M. le docteur Roy, chirurgien adjoint à l'hôpital de Pointe-à-Pitre, est chargé, à titre provisoire, des fonctions de directeur départemental de la santé de la Guadeloupe.

**Directions départementales de la population.**

Par arrêté en date du 2 novembre 1948, ont été promues à la 6e classe de leur grade, et à compter du 1er juillet 1948, les sténodactylographes suivantes en fonction dans les directions départementales de la population ci-après désignées:

Allier. — Mme Fievet (Simone).
Alpes (Basses-). — Mlle Gouyet (Odette).
Alpes (Hautes-). — Mmes Bernard-Reymond (Simone), Villard-Espitallier (Marie).
Alpes-Maritimes. — Mme Reynier (Anne-Marie), Mlle Bascans (Renée).
Ardennes. — Mlle Paquis (Maria).
Ariège. — Mlle Anglade (Paule).
Aube. — Mme Laine-Desrat (Suzanne).
Aude. — Mme Chavagnac (Marie).
Aveyron. — Mlle Dides (Jacqueline).
Bouches-du-Rhône. — Mme Allegrini (Gabrielle).
Calvados. — Mme Lihard (Suzanne), Mlle Marie (Jeanne).
Charente. — Mlle Jarjavail (Irène).
Cher. — Mlle Brault (Anne-Marie).
Côte-d'Or. — Mlle Beaufrand (Marie-Madeleine), Mme Ragonneau (Alice).
Creuse. — Mme Nezblanc (Marcelle).
Dordogne. — Mme Poitiers (Gisèle).
Doubs. — Mlle Roussey (Lucienne).
Eure-et-Loir. — Mlle Lecomte (Madeleine).
Finistère. — Mlle Gave (Suzanne).
Gard. — Mlle Cedat (Andrée).
Garonne (Haute-). — Mme Bernadac-Hillatre (Georgette), et Mlle Seguela (Marie).
Gironde. — Mlle Cros (Yvette).
Gironde. — Mme Cresson-Beurier (Jeanine).
Hérault. — Mlle Bertran (Françoise), Mme Bondor (Renée).
Ille-et-Vilaine. — Mme Bernard (Jacqueline), Mlle Lemonnier (Hélène).
Isère. — Mme Tarantini (Andrée), Mlle Bernard (Renée).
Jura. — Mlle Louis (Jeanne).
Loiret. — Mlle Lefort (Annette).
Lozère. — Mlle Bros (Juliette).
Maine-et-Loire. — Mlles Brousse (Suzanne), Gate (Paulette).
Manche. — Mlle Pacquet (Jeanine).
Marne. — Mmes Focachon (Andrée), Remy (Hélène).
Marne (Haute-). — Mme Dufant (Marcelle).
Meurthe-et-Moselle. — Mme Guillet (Janine).
Meuse. — Mlle Hausser (Lucienne).
Moselle. — Mme Reeb-Mogenot (Lucienne).
Nord. — Mlle Buchelet (Odette), Mme Folzan-Fretin (Denise), Mlle Morandet (Yvonne).
Puy-de-Dôme. — Mlle Chometon (Georgette).
Pyrénées (Hautes-). — Mme Aiby-Seigne (Gisèle).
Rhin (Bas-). — Mlle Aubry (Thérèse).
Rhône. — Mlle Gerin (Edith).
Saône (Haute-). — Mlle Domagala (Marie-Thérèse).
Saône-et-Loire. — Mme Bocquillon (Odette).
Sarthe. — Mme Froger (Yvonne).
Savoie. — Mlle Truffat (Léa).
Seine. — Mme Chirol-Deguy (Mathilde), Mlle Duflos (Yvette), Mme Pitel (Anne-Marie).
Seine-Inférieure. — Mlle Goujon (Paulette).
Seine-et-Oise. — Mme Janin (Marie-Antoinette).
Tarn. — Mlle Azema (Marie-Louise).
Tarn-et-Garonne. — Mlle Varrysaker (Denise).
Vaucluse. — Mlle Labrot (Simone).
Vienne. — Mlle Patissous (Marie).
Vienne (Haute-). — Mme Sellier-Mousnier (Yvette), Mlle Rocheton (Georgette).
Territoire de Belfort. — Mlle Schnielinger (Denise).

Par arrêté en date du 11 décembre 1948, Mlle Masselin (Geneviève), rédacteur à la direction départementale de la population de l'Hérault, a été, sur sa demande, mise en position de disponibilité, pour une période de trois mois, à compter du 1er décembre 1948.

Par arrêté en date du 11 décembre 1948, M. Caussanel (Georges), commis à la direction départementale de la population du Lot, a été reclassé, à compter du 17 mars 1947, à la 2e classe de son grade, dans laquelle il conserve une ancienneté d'un mois (bonifications d'ancienneté pour services militaires).

Par arrêté en date du 11 décembre 1948, le précédent arrêté du 5 octobre 1948, publié au *Journal officiel* du 28 octobre 1948, a été rapporté en ce qui concerne Mme Campana (Marianne), rédacteur stagiaire à la direction départementale de la population de la Seine, installée dans ses fonctions le 1er mars 1947.

Par arrêté en date du 14 décembre 1948, M. Dupont (Henri), commis stagiaire à la direction départementale de la population des Ardennes, a été, à compter du 1er juillet 1948, titularisé dans ses fonctions, promu à la 2e classe de son grade et reclassé à la 1re classe, dans laquelle il conserve une ancienneté de 1 an 2 mois et 9 jours (bonifications d'ancienneté pour services militaires).

Par arrêté en date du 17 décembre 1948, Mme Reylard (Lucienne), commis principal à la direction départementale de la population des Alpes-Maritimes, a été promue à la 2e classe de son grade, à compter du 1er septembre 1948.

Par arrêté en date du 29 décembre 1948, M. Heinrich (Louis), commis stagiaire à la direction départementale de la population de Seine-et-Oise, a été, à compter du 1er juillet 1948, titularisé dans ses fonctions et promu à la 2e classe de son grade.

Par le même arrêté et à compter de la même date, M. Heinrich a été reclassé à la 1re classe de son grade, dans laquelle il conserve une ancienneté de 5 mois et 12 jours (bonifications d'ancienneté pour services militaires).

Par arrêté en date du 3 janvier 1949, Mlle Perakli (Pierrette), sténodactylographe à la direction départementale de la population de la Corse, a été promue à la 6e classe de son grade, à compter du 21 octobre 1948.

Par arrêté en date du 3 janvier 1949, Mme Duvernay (Marcelle), sténodactylographe à la direction départementale de la population du Rhône, a été promue à la 6e classe de son grade, à compter du 31 décembre 1948.

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 novembre 1948: page 11682, 2e colonne, 31e ligne, au lieu de : « Mme Provost (Simone) », lire : « M. Provost (Alexis) ».

### Directions départementales de la santé.

Par arrêté en date du 2 novembre 1948, ont été promues à la 6e classe de leur grade et à compter du 1er juillet 1948, les sténodactylographes suivantes en fonctions dans les directions départementales de la santé ci-après désignées:

Ain. — Mme Joliot, née Pernet (Josette).
Aisne. — Mme Ledoux-Soyeux (Thérèse).
Alpes-Maritimes. — Mmes Galais (Jeanne), Noferini (Marguerite).
Ardèche. — Mme Arnaud (Elise), Mlle Vignal (Raymonde).
Ardennes. — Mme Vergnaud (Louisette).
Ariège. — Mme David-Wachter (Marie-Thérèse).
Aube. — Mme Derhan (Colette).
Cantal. — Mlle Chambon (Marguerite).
Charente-Maritime. — Mlle Potereau (Suzanne).
Corrèze. — Mme Peuch-Ludier (Marie).
Côte-d'Or. — Mlle Meunier (Marguerite).
Doubs. — Mlles Baux (Juliette), Del-Torchio (Colette).
Eure. — Mme Goujon (Denise).
Eure-et-Loir. — Mme Lanquetin (Marie-Antoinette).
Finistère. — Mme Bertholom (Germaine), Mlle Beaugendre (Christiane).
Haute-Garonne. — Mlles Voinot (Lucienne), Perier (Geneviève).
Gers. — Mme Gendre (Paule).
Gard. — Mme Dangoumaud (Reine), Mlle Maurel (Odette).
Gironde. — Mlles Ferran (Jeanne), Fiquet (Nelly), Mme Tiffoit (Henriette).
Hérault. — Mlle Jourdan (Paulette).
Ille-et-Vilaine. — Mme Boucault (Marie-Josèphe), Mlles Chapon (Suzanne), Kermarrec (Annie), Mme Le Calvez (Marie-Andrée).
Indre-et-Loire. — Mme Le Reste (Paulette).
Isère . — Mme Metzger (Gisèle).
Landes. — Mlle Techene (Simone).
Loire-Inférieure. — Mme Beranger (Maryvonne).
Loiret. — Mme Naudinet (Alice).
Lot. — Mlle Maury (Yvonne).
Lozère. — Mlle Peytavin (Georgette).
Marne. — Mme Sendre (Simone).
Marne (Haute-). — Mlle Monier (Ginette).
Mayenne. — Mlle Courteille (Paulette).
Meurthe-et-Moselle. — Mlle Schmit (Liliane).
Meuse. — Mlle Maquard (Marie).
Nièvre. — Mlle André (Angèle).
Nord. — Mlle Carcje (Henriette), Mme Roelandts (Marie-Thérèse).
Oise. — Mme Ratz (Marcelle), Mlle Vilain (Andrée).
Pas-de-Calais. — Mlle Cabaret (Simone).
Pyrénées (Basses-). — Mme Blasco (Marie-Jeanne).
Rhône. — Mme Buisson (Henriette), Mlle Dreyfuss (Denise).
Sarthe. — Mme Martin (Colette).
Savoie (Haute-). — Mlle Barat (Antonia).
Seine-Inférieure. — Mme Hauguel (Jacqueline).
Seine-et-Marne. — Mlle Bourgoin (Josette).
Sèvres (Deux-). — Mlles Baty (Gilberte), Gautier (Yvette).
Somme. — Mme Beldame (Yvette).
Tarn. — Mme Fabre-Barrau (Marthe).
Var. — Mlle Reposi (Jeannine).
Vienne. — Mlle Barrault (Marie).
Vienne (Haute-). — Mmes Chabrol (Monique), Lanarde (Emilienne).
Yonne. — Mme Roux-Pestlerz (Paulette), Mlle Pothier (Eliane).

Par arrêté en date du 8 novembre 1948, Mlle Reynier (Elise), rédacteur à la direction départementale de la santé de la Drôme, a été promue à la 1re classe de son grade, au traitement annuel de 66.000 F, à compter du 1er novembre 1948.

Par arrêté en date du 23 décembre 1948, M. Lemaire (Eugène), commis principal de 3e classe à la direction départementale de la santé de la Moselle, est promu à la 2e classe de son grade, au traitement annuel de 60.000 F, à compter du 1er septembre 1948.

Par arrêté en date du 3 janvier 1949, M. Colonna (Jean), rédacteur principal à la direction départementale de la santé de la Seine-et-Oise, a été promu à la 2e classe de son grade à compter du 31 décembre 1948.

### Vice-présidence du conseil. Ministère de la justice.

#### Interdiction temporaire de fonctions.

D'un jugement rendu contradictoirement le 11 janvier 1949 par le tribunal civil de Vendôme, statuant en matière disciplinaire, l'exercice de ses fonctions a été interdit temporairement à Me Kuhner (Daniel), huissier à la résidence de Savigny-sur-Braye.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1949

### Ordre du jour du jeudi 20 janvier 1949.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la vérification des pouvoirs: Département de l'Aude (rapport supplémentaire de M. Citerne).
2. — Fixation de l'ordre du jour.

### Séance du jeudi 20 janvier 1949.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

*Galeries.* — Depuis M. Ihuel, jusques et y compris M. Kauffmann.

*Tribunes.* — Depuis M. Barrot, jusques et y compris M. Bégouin.

### Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 20 janvier 1949.

N° 5873. — Proposition de loi de M. Gadin tendant à assurer la réparation intégrale des dommages subis par les victimes des accidents du travail provoqués par des faits de sabotage (renvoyée à la commission du travail).

N° 5954. — Proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber portant dérogation aux dispositions de l'article 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur la réforme des pensions civiles et militaires en ce qui concerne les droits reconnus par l'article 32 (§§ IV et V) de ladite loi à chaque orphelin atteint d'une maladie incurable ou d'une infirmité le rendant inapte à tout travail rémunéré (renvoyée à la commission des pensions).

N° 5976. — Proposition de résolution de M. Barrot tendant à inviter le Gouvernement à accélérer le règlement des sommes dues par les différents ministères aux hôpitaux et hospices publics (renvoyée à la commission de la famille).

N° 5977. — Rapport, par M. Albert Petit, au nom de la commission de l'intérieur, sur le projet de loi portant relèvement des pensions des sapeurs-pompiers et la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rajustement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires ou à leurs ayants droit.

N° 6024. — Rapport, par M. Fayet, au nom de la commission de la marine marchande, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret-loi du 17 juin 1938, relatif à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins.

N° 6063 (rectifié). — Proposition de résolution de M. Legourt tendant à compléter l'article 57 du règlement (renvoyée à la commission du suffrage universel).

N° 6064. — Rapport, par M. Poumadère, au nom de la commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les départs séparés des conjoints d'une famille, se rendant en vacances et utilisant les billets S. N. C. F. pour congés payés.

N° 6077. — Proposition de loi de M. Pierre Montet tendant à faire bénéficier les militaires de carrière des dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de la loi du 18 août 1936 sur les mises à la retraite par ancienneté des fonctionnaires et employés civils de l'Etat (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 6082. — Projet de loi portant aménagements fiscaux (renvoyé à la commission des finances).

N° 6083. — Projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur (renvoyé à la commission des pensions).

N° 6084. — Avis transmis par M. le président du Conseil économique sur la proposition de loi tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation.

N° 6085. — Avis transmis par M. le président du Conseil économique sur les propositions de loi: 1° tendant à assurer des ressources stables aux comités d'entreprise; 2° concernant le financement des œuvres sociales des comités d'entreprise.

N° 6086. — Proposition de résolution de M. Frédet tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement au corps médical un contingent exceptionnel d'essence pour lui permettre de continuer la lutte contre l'épidémie de grippe qui sévit actuellement (renvoyée à la commission de la famille).

N° 6087. — Proposition de résolution de M. Tourné tendant à accorder immédiatement à tous les docteurs français une attribution supplémentaire d'essence de 250 litres pour le mois de janvier en vue de leur permettre de combattre l'épidémie de grippe (renvoyée à la commission de la famille).

N° 6091. — Lettre rectificative au projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1881 ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 6092. — Proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à fixer officiellement la date du premier tour de scrutin des élections cantonales prévues par la loi n° 48-1480 du 25 septembre 1948 (renvoyée à la commission de l'intérieur).

## Démission d'un député.

Dans sa séance du 18 janvier 1949, l'Assemblée nationale a pris acte de la démission de Mme Mathilde Méty, député du Rhône.

## Nomination des membres des commissions.

Dans sa séance du mardi 18 janvier 1949, l'Assemblée nationale a nommé membres:

1° De la commission des affaires économiques:

MM. Alliot, Bergasse, Bergeret, Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Cartier (Marcel) (Drôme), Catrice, Cerclier, Chambeiron, Chausson, Chaze, Chevallier (Fernand) (Alger), Christiaens, Coffin, Mme Degrond, MM. Denis (Alphonse) (Haute-Vienne), Denis (André) (Dordogne), Dixmier, Doyen, Duforest, Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Errecart, Fabre, Gazier, Genest, Gervolino, Mme Ginollin, MM. Greffier, Guérin (Maurice) (Rhône), Hugues (Joseph-André) (Seine), Joubert, Juge, Julian (Gaston) (Hautes-Alpes), Leenhardt (Francis), Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord), MM. Livry-Level, Mauroux, Mme Nédelec, M. Poimbœuf, Mme Poinso-Chapuis, MM. Ramonet, Raulin-Laboureur (de), Rigal (Albert) (Loiret), Solinhac, Villard.

2° De la commission des affaires étrangères:

MM. Aragon (d'), Arthaud, Aumeran, Bardoux (Jacques), Paul Bastid, Bidault (Georges), Billoux, Biscarlet, Edouard Bonnefous, Bonte (Florimond), Bouhey (Jean), Mme Madeleine Braun, MM. Cachin (Marcel), Cayeux (Jean), Chambrun (de), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Pierre Cot, Dhers, Fonlupt-Esperaber, Gaborit, Girardot, Gorse, Gouin (Félix), Jouve (Géraud), Lapie (Pierre-Olivier), Le Bail, Letourneau, Marin (Louis), René Mayer (Constantine), Moustier (de), Muller (André), Philip (André), Pourtalet, Raymond-Laurent, Rivet, Rosenblatt, Saravane Lambert, Scherer (Marc), Schumann (Maurice) (Nord), Teitgen (Henri) (Gironde), Terrenoire, Mme Vaillant-Couturier, MM. Vendroux, Viard.

3° De la commission de l'agriculture:

MM. Bas, Baudry d'Asson (de), Baurens, Bessac, Blanchet, Bocquet, Mme Boutard, MM. Castera, Charpentier, Chevallier (Fernand) (Alger), Delcos, Durroux, Farinez, Garavel, Gros, Guille, Ihuel, Kauffmann, Lalle, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Laurens (Camille) (Cantal), Legendre, Lucas, Mabrut, Masson (Jean) (Haute-Marne), Montagnier, Moussu, Olmi, Paumier, Perdon (Hilaire), Pirot, Pouyet, Prigent (Tanguy) (Finistère), Rochet (Waldeck), Roulon, Ruffe, Sesmaisons (de), Sourbet, Terpend, Thoral, Valay, Vée, Zunino.

4° De la commission de la défense nationale:

MM. Anxionnaz, Arnal, Augarde, Bartolini, Bas, Billat, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Capdeville, Caron, Cherrier, Christiaens, Clostermann, Coutibaly - Ouezzin, Dassonville, Evrard, Forcinal, Fouyet, Froment, Girardot, Grésa (Jacques), Jacquinot, Jeanmot, Joinville (Alfred Malleret), Labrosse, Lambert (Emile-Louis) (Doubs), Le Troquer (André), Manceau, Maroselli, Maurellet, Mekki, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Métayer, Michelet, Monteil (André) (Finistère), Montel (Pierre), Nazi Boni, Penoy, Roucaute (Roger) (Ardèche), Teitgen (Pierre) (Ille-et-Vilaine), Tillon (Charles), Tourné, Triboulet, Pierre Villon, Wasmer.

5° De la commission de l'éducation nationale:

MM. Airoldi, Baudry d'Asson (de), Bèche, Billères, Binot, Cadi (Abdelkader), Calas, Capitant (René), Cayol, Césaire, Mme Charbonnel, M. Deixonne, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Doyen, Dupuy (Marceau) (Gironde), Faraud, Farine (Philippe), Fauvel, Finet, Garaudy, Gau, Geoffre (de), Giovoni, Mme Guérin (Lucie) (Seine-Inférieure), MM. Hamon (Marcel), Kir, Lacaze (Henri), Mlle Lamblin, Mme Lempereur, MM. Marc-Sangnier, Marin (Louis), Masson (Albert) (Loire), Mazel, Moro-Giafferri (de), Ouedraogo Mamadou, Pourtier, Ramonet, Rincent, Roques, Mlle Rumeau, MM. Signor, Thamier, Viatte.

6° De la commission de la famille, de la population et de la santé publique:

MM. Aku, Arthaud, Auban, Barbier, Barrot, Mme Bastide (Denise) (Loire), MM. Ben Tounes, Bissol, Boulet (Paul), Bouxom, Cayeux (Jean), Chassaing, Cordonnier, Dezarnaulds, Mme Doutéau, MM. Dupuy (Marceau) (Gironde), Dutard, Mme François, MM. Frédet (Maurice), Gallet, Guilbert, Mme Herzog-Cachin, MM. Lacaze (Henri), Macouin, Mazuez (Pierre-Fernand), Jean Meunier (Indre-et-Loire), Michaud (Louis) (Vendée), Michelet, Mora, Olmi, Mmes Poinso-Chapuis, Rabaté, MM. Reeb, Regaudie, Mme Roca, MM. Roclore, Savard, Segelle, Thamier, Vergès, Mme Vermeersch, MM. Very (Emmanuel), Vuillaume, Mlle Weber.

7° De la commission des finances:

MM. Abelin, Apithy, Aubry, Auguet, Bacon, Barangé (Charles) (Maine-et-Loire), Blocquaux, Bourgès-Maunoury, Buriot, Buron, Charlot (Jean), Cogniot, Dagain, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Duclos (Jacques) (Seine), Marc Dupuy (Gironde), Dusseaulx, Mme Duvernois, MM. Faure (Edgar), Gabelle, Garcia, Gavini, Gozard, Grésa (Jacques), Guesdon, Guillant (André), Guyon (Jean-Raymond) (Gironde), Krieger (Alfred), Lamps, Laniel (Joseph), Mendès-France, Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Paumier, Pleven (René), Pronteau, Ramette, Reynaud (Paul), Ribeyre (Paul), Rigal (Eugène) (Seine), Taillade, Tinguy (de), Tourtaud, Truffaut.

8° De la commission de l'intérieur:

MM. Astier de La Vigerie (d'), Badiou, Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Benchennouf, Bentaleb, Borra, Bouret (Henri), Cadi (Abdelkader), Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cordonnier, Cristofol, Crouzier, Dreyfus-Schmidt, Fazon (Yves), Fievez, Fonlupt-Esperaber, Gautier, Ginestet, Godin, Guyomard, Hugues (Emile) (Alpes-Maritimes), Hussel, Ihuel, Jaquet, Kuehn (René), Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Lefèvre-Pontalis, L'Huillier (Waldeck), Marty (André), Mokhtari, Mondon, Mont, Moustier (de), Pantaloni, Petit (Albert) (Seine), Quilici, Rabier, Reille-Soult, Rencurel, Schaff, Serre, Servin, Mme Sportisse, M. Wagner.

9° De la commission de la justice et de législation:

Mlle Archimède, MM. Badie, Berger, Bourbon, Chamant, Charpin, Chautard, Citerne, Courant, Defos du Rau, Delahoutre, Depreux (Edouard), Desjardins, Dominjon, Gallet, Galy-Gasparrou, Garet, Gourdon, Grimaud, Kriegel-Valrimont, Lareppe, Laribi, Llante, Mabrut, Marty (André), Médecin, Minjoz, Mondon, Montillot, Moro Giafferri (de), Palewski, Péron (Yves), Petit (Guy) (Basses-Pyrénées), Pierrard, Mme Rabaté, MM. Rollin (Louis), Roques, Mme Schell, MM. Silvandre, Sissoko (Fily-Dabo), Tinaud (Jean-Louis), Toujas, Valentino, Wasmer.

10° De la commission de la marine marchande et des pêches:

MM. Aubame, Bergasse, Bianchini, Bissol, Cance, Cayol, Cermolacce, Chastellain, Chevallier (Jacques) (Alger), Condray, Courant, Damas, Dassonville, Defferre, Fayet, Felix-Tchicaya, Gaborit, Gavini, Giovoni, Gosnat, Gouge, Guiguen, Guilbert, Guitton, Hamon (Marcel), Hennequelle, Laurelli, Liquard, Mazier, Michaud (Louis) (Vendée), Monjaret, Pleven (René), Prigent (Robert) (Nord), Ramarony, Reeb, Rencurel, Mme Reyraud, MM. Rousseau, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Signor, Teitgen (Henri) (Gironde), Tinaud (Jean-Louis), Yvon.

11° De la commission des moyens de communications et de tourisme:

MM. Ahnne, Allonneau, Arnal, Babet (Raphaël), Barbier, Barel, Barthélémy, Beauquier, Béné (Maurice), Benoist (Charles), Bianchini, Billat, Bour, Bouret (Henri), Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Chevallier (Jacques) (Alger), Chevallier (Louis) (Indre), Couston, Damas, Deshors, Dutard, Faraud, Geoffre (de), Hugues (Emile) (Alpes-Maritimes), Hulin, Lécrivain-Servoz, Livry-Level, Mariel (Louis), Mme Méty, MM. Midol, Méquet, Morand, Mouton, Penoy, Poumadère, Rabier, Regaudie, Mme Reyraud, MM. Saravane Lambert, Schaff, Schmidt (Robert) (Haute-Vienne), Schmitt (Albert) (Bas-Rhin), Vergès, Verneyras.

12° De la commission des pensions:

MM. Auban, Badie, Bayrou, Bocquet, Ben Aly Chérif, Bentaleb, Casanova, Cherrier, Darou, Devemy, Diallo (Yacine), Dixmier, Dounia, Draveny, Duclos (Jean) (Seine-et-Oise), Dufour, Durroux, Forcinal, Genest, Guillon (Louis) (Finistère), Hamani Diori, Hulin, July, Lambert (Emile-Louis (Doubs)) Le Coutalier, Lécrivain Servoz, Macouin, Mailliocheau, Manba Sano, Maroselli, Mekki, Moisan, Mokhtari, Mouchet, Mouton, Mme Péri, MM. Pierre-Grouès, Poirot (Maurice), Raulin-Laboureur (de), Rosenblatt, Roucaute (Roger) (Ardèche), Touchard, Tourné, Mlle Weber.

13° De la commission de la presse:

MM. Antier, Anxionnaz, Astier de La Vigerie (d'), Barel, Bartolini, Bayiet, Bichet, Binot, Borra, Bouhey (Jean), Brault, Brusset (Max), Chaban-Delmas, Chevallier (Louis) (Indre), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Besson, Dreyfus-Schmidt, Félix, Gau, Gosset, Grenier (Fernand), Hutin-Desgrées, Jouve (Géraud), Kriegel-Valrimont, Lefèvre-Pontalis, Mallez, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Jean Meunier (Indre-et-Loire), Mont, Mme Nédelec, MM. Noël (Marcel) (Aube), Pierrard, Pourtalet, Pourtier, Recy (de), Rivet, Schmidt (Robert) (Haute-Vienne), Terpend, Thibault, Thuillier, Vée, Verneyras, Wagner.

14° De la commission de la production industrielle:

MM. Archidice, Barrot, Bèche, Bégouin, Beugniez, Boccagny, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Camphin, Cartier (Marius) (Haute-Marne), Chaban-Delmas, Condat-Mahaman, Couston, Degoutte, Deixonne, Denis (André) (Dordogne), Elain, Fievez, Finet, Furaud, Gaillard, Mme Ginollin, MM. Goudoux, Gourdon, Krieger (Alfred), Labrosse, Le Sciellour, Lespès, Loustau, Louvel, Mallez, Maton, Mazel, Mehaignerie, Michel, Moynet, Mudry, Peyrat, Peytel, Poulain, Roucaute (Gabriel) (Gard), Sauder, Mme Scheil, MM. Sion, Vérines.

15° De la commission du ravitaillement:

MM. Alliot, André (Pierre), Asseray, Becquet, Ben Tounes, Cerclier, Charpentier, Chauvard, Coffin, Mme Degrond, MM. Delcos, Dumet (Jean-Louis), Duprat (Gérard), Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Fabre, Farine (Philippe), Farinez, Mme Galicier, MM. Garavel, Gernez, Gros, Mme Guérin (Rose) (Seine), MM. Kir, Laribi, Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord), MM. Loustau, Maillocheau, Martineau, Masson (Jean) (Haute-Marne), Mauroux, Mme Méty, M. Mouchet, Mme Nauré, MM. Pirot, Poumadère, Mlle Prévert, MM. Ricou, Rincent, Roulon, Schauffler (Charles), Sourbet, Thoral, Tricart, Wolff.

16° De la commission de la reconstruction et des dommages de guerre:

MM. Aku, Béné (Maurice), Brault, Brillouet, Caillavet, Chevallier (Pierre) (Loiret), Coudray, Crouzier, Darou, Dezarnaulds, Elain, Fauvel, Félix, Fouyet, Garet, Gautier, Godin, Gouge, Greffier, Guiguen, Guitton, Halbout, Henault, Mme Hertzog-Cachin, M. Kuehn (René), Mme Lambert (Marie) (Finistère), MM. Lareppe, Le Coutaller, Lenormand, Levindrey, Michaut (Victor) (Seine-Inférieure), Midol, Nisse, Poirot (Maurice), Poulain, Prot, Raymond-Laurent, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Sigrist, Thiriet, Toublanc, Triboulet, Yvon.

17° De la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions:

MM. Bardoux (Jacques), Barrachin, Paul Bastid, Beauquier, Béranger (André), Bichet, Edouard Bonnefous, Bour, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Castellani, Chambeiron, Cierne, Condat-Mahaman, Cristofol, Defos du Rau, Delachenal, Desson, Djemad, Duclos (Jacques) (Seine), Dumet (Jean-Louis), Giacobbi, Ginestet, Girard, Guille, Henault, Hussel, Jeanmot, Lamine-Gueye, Mme Lempereur, MM. Lescorat, Llante, Marc-Sangnier, Mazuez (Pierre-Fernand), André Mercier (Oise), Minjoz, Péron (Yves), Mme Peyroles, MM. Ramarony, Ramette, Reille-Soult, Schauffler (Charles), Solinhac, Viard, Pierre Villon.

18° De la commission des territoires d'outre-mer:

MM. Audeguil, Aujoulat, Benoist (Charles), Boganda, Mlle Bosquier, MM. Caillavet, Cermolacce, Césaire, Coulibaly Ouezzin, Defferre, Diallo (Yacine), Douala, Dumas (Joseph), Marc Dupuy (Gironde), Duveau, Félix-Tchicaya, Frédéric-Dupont, Gaillard, Gorse, Guillon (Jean) (Indre-et-Loire), Guissou (Henri), Hamani Diori, Horma Ould Babana, Houphouet-Boigny, Hugues (Joseph-André) (Seine), Juglas, July, Lamine-Gueye, Laurelli, Le Sciellour, Lisette, Lozeray, Malbrant, Mamadou Konate, Martine, Monin, Ninine, Pronteau, Senghor, Silvandre, Temple, Theetten, Thibault, Villard.

19° De la commission du travail et de la sécurité sociale:

MM. Amiot (Octave), André (Pierre), Asseray, Bacon, Mme Bastide (Denise) (Loire), MM. Baylet, Bégouin, Besset, Beugniez, Bonnet, Boutavant, Bouxom, Capitant (René), Chassaing, Costes (Alfred) (Seine), Croizat, Mme Darras, MM. Degoutte, Delachenal, Duprat (Gérard), Duquesne, Fayet, Gazier, Joubert, Laurent (Augustin) (Nord), Lavergne, Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Levindrez, Martine, Mazier, Meck, Moisan, Musmeaux, Ninine, Patinaud, Paul (Gabriel) (Finistère), Petit (Guy) (Basses-Pyrénées), Mlle Prévert, MM. Renard, Said Mohamed Cheikh, Segelle, Sion, Theetten, Viatte;

20° De la commission de comptabilité:

MM. Aubry, Bour, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Braveny, Dufour, Galy-Gasparrou, Liquard, André Mercier (Oise), Petit (Albert) (Seine), Mme Peyroles, Mlle Prévert.

---

**Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945.**

*Séance du mardi 18 janvier 1949.*

MEMBRES PARLEMENTAIRES

*Présents.* — MM. Beauquier, Clemenceau (Michel), Gosset, Halbout, Jaquet, Marin (Louis), Serre.

*Excusés.* — MM. Raymond-Laurent, Viollette (Maurice).

MEMBRES NON PARLEMENTAIRES

*Présents.* — MM. de Barral, Paul Benoit, Ginas, Yvon Gouet, Emile Kahn, Yavasseur, Viala.

*Excusée.* — Mme Lucie Aubrac.

---

**Commission des affaires économiques.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Alliot, Bergasse, Bergeret, Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Cartier (Marcel) (Drôme), Catrice, Cerclier, Chambeiron, Chaze, Chevallier (Fernand) (Alger), Christiaens, Coffin, Mme Degrond, MM. Denis (Alphonse) (Haute-Vienne), Doyen, Duforest, Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Gazier, Genest, Gervolino, Mme Ginollin, MM. Greffier, Guérin (Maurice) (Rhône), Joubert, Julien (Gaston) (Hautes-Alpes), Leenhardt (Francis), Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord), MM. Mauroux, Poimbœuf, Ramonet, Raulin-Laboureur (de), Rigal (Albert) (Loiret), Solinhac, Villard.

*Excusés.* — MM. Dixmier, Fabre, Hugues (Joseph).

*Suppléants.* — M. Benchennouf (de M. Livry-Level); M. Benoist (de M. Juge); M. Blocquaux (de Mme Poinso-Chapuis); M. Charpentier (de M. Errecart); M. Lambert (de M. Chausson); M. Lecourt (de M. André Denis); M. Poumadère (de Mme Nédelec).

---

La commission des affaires économiques a nommé:

Président: M. Leenhardt (Francis).

Vice-présidents: MM. Catrice, Bergasse.

Secrétaires: MM. Julian (Gaston) (Hautes-Alpes), Ramonet.

---

**Commission des affaires étrangères.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Aragon (d'), Arthaud, Aumeran (général), Bardoux (Jacques), Paul Bastid, Bidault, Billoux, Biscarlet, Edouard Bonnefous, Bonte (Florimond), Bouhey (Jean), Mme Madeleine Braun, MM. Cayeux (Jean), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Dhers, Fonlupt-Esperaber, Gaborit, Girardot, Gouin, Jouve (Géraud), Lapie (Pierre-Olivier), Le Bail, Letourneau, Marin (Louis), René Mayer, Mutter (André), Pourtalet, Raymond-Laurent, Rosenblatt, Saravane Lambert, Scherer, Schumann (Maurice) (Nord), Teitgen (Henri) (Gironde), Mme Vaillant-Couturier, MM. Vendroux, Viard.

*Suppléants.* — MM. Malleret (de M. Cachin), d'Astier de La Vigerie (de M. de Chambrun), Dreyfus-Schmidt (de M. Pierre Cot), Boyer (de M. Rivet), Barrachin (de M. Aumeran), Lefevre Pontalis (de M. de Moustier), Dumas (de M. Gorse).

---

La commission des affaires étrangères a nommé:

Président: M. Edouard Bonnefous.

Vice-présidents: MM. Raymond-Laurent, Bardoux (Jacques).

Secrétaires: MM. Lapie (Pierre-Olivier), Aragon (d').

---

**Commission de l'agriculture.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Bas, Baudry d'Asson (de), Baurens, Bessac, Bocquet, Mme Boutard, MM. Charpentier, Chevalier (Fernand) (Alger), Delcos, Durroux, Farinez, Garavel, Gros, Huel, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Laurens (Camille) (Cantal), Lucas, Masson (Jean) (Haute-Marne), Montagnier, Moussu, Paumier, Pirot, Pouyet, Rochet (Waldeck), Ruffe, Sesmaisons (de), Sourbet, Teppend, Valay, Vée, Zunino.

*Suppléants.* — MM. Bourbon (de M. Blanchet), Cartier (de M. Castera), Crouzier (de M. Roulon), Krieger (de M. Legendre), Kuehn (de M. Kauffmann), Oryoen (de M. Thoral), Signor (de M. Perdon), Temple (de M. Lalle).

---

La commission de l'agriculture a nommé:

Président: M. Moussu.

Vice-présidents: MM. Sesmaisons (de), Masson (Jean) (Haute-Marne).

Secrétaires: M. Vée, N...

---

**Commission de la défense nationale.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Anxionnaz, Arnal, Augarde, Bartolini, Bas, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Capdeville, Caron, Cherrier, Christiaens, Evrard, Forcinal, Girardot, Grésa (Jacques), Jeanmot, Joinville (Alfred Malleret), Labrosse, Lambert (Emile-Louis) (Doubs), Le Troquer (André), Manceau, Maroselli, Maurellet, Mekki, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Métayer, Montel (Pierre), Penoy, Teitgen (Pierre) (Ille-et-Vilaine), Tillon (Charles), Tourne, Triboulet, Villon (Pierre).

*Suppléants.* — M. Hamon (de M. Billat), M. Livry-Level (de M. Clostermann), M. Pierre Meunier (de M. Coulibaly Ouezzin), M. Greegen (de M. Dassonville), M. Gosset (de M. Pouyet), M. Meunier (Jean) (de M. Froment), M. Mallez (de M. Jacquinot), M. de Raulin (de M. Michelet), Mlle Dupuis (José) (de M. André Marteil), M. Bayrou (de M. Nazi Boni), M. Auguet (de M. Roucaute), M. Finet (de M. Wasmer).

---

La commission de la défense nationale a nommé:

Président: M. Montel (Pierre).

Vice-présidents: MM. Monteil (André), Jeanmot

Secrétaires: MM. Maurellet, Christiaens.

---

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Arthaud, Barrot, Boulet (Paul), Bouxom, Cayeux (Jean), Cordonnier, Mmes Douteau, François, MM. Frédet (Maurice), Gallet, Guilbert, Mme Hertzog-Cachin, MM. Lacaze (Henri), Mazuez (Pierre-Fernand), Jean Meunier (Indre-et-Loire), Michaud (Louis) (Vendée), Mora, Mme Rabaté, MM. Regaudie, Roclore, Segelle, Vergès, Very (Emmanuel), Mlle Weber.

*Suppléants.* — M. Brillouet (de M. Thamier), Mme Péri (de Mme Denise Bastide), M. Peyrat (de Mme Roca), Mme Rose Guérin (de M. Savard), MM. Montagné (de M. Bissol), Goudoux (de M. Dutard), Mme Braun (de Mme Vermeersch), MM. Braveny (de

M. Reeb), Fauvel (de Mme Poinso-Chapuis), Joubert (de M. Macouin), Mehaignerie (de M. Vuillaume).

La commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé:

Président: M. Roclore.

Vice-présidents: M. Cayeux (Jean), Mme François.

Secrétaires: MM. Mazuez (Pierre-Fernand), Savard.

### Commission de l'intérieur.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Astier de La Vigerie (d'), Badiou, Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Benchennouf, Borra, Bouret (Henri), Cadi, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cordonnier, Cristofol, Crouzier, Dreyfus-Schmidt, Fagon (Yves), Fonlupt-Esperaber, Ginestet, Guyomard, Hussel, Ihuel, Jaquet, Kuehn (René), L'Huillier (Waldeck), Mokhtari, Mondon, Mont, Petit (Albert) (Seine), Rabier, Rencurel, Schaff, Reille-Soult, Servin, Wagner.

*Suppléants.* — Mmes François (de Mme Sportisse), Rabaté (de M. Marty), MM. Small (de M. Godin), Viard (de M. Serre), Toujas (de M. Gaultier), Rigal (de M. Fievez), Guilbert (de Mme Francine Lefèvre), de Sesmaisons (de M. Lefèvre-Pontalis), Pierre André (de M. de Moustier).

La commission de l'intérieur a nommé:

Président: M. Cordonnier.

Vice-présidents: MM. Rencurel, Benchennouf.

Secrétaires: MM. Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Reille-Soult.

### Commission de la justice et de législation.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Berger, Bourbon, Chamant, Charpin, Chautard, Citerne, Courant, Defos du Rau, Delahoutre, Depreux (Edouard), Desjardins, Dominjon, Gallet, Gaty-Gasparrou, Garet, Gourdon, Grimaud, Kriegel-Valrimont, Lareppe, Laribi, Minjoz, Mondon, Montillot, Moro-Giafferri (de), Palewski, Péron (Yves), Petit (Guy) (Basses-Pyrénées), Pierrard, Mme Rabaté, MM. Rollin (Louis), Roques, Silvandre, Sissoko (Fily Dabo), Tinaud (Jean-Louis), Toujas.

*Suppléants.* — MM. Rosan Girard (de Mlle Archimède), Midol (de M. Llante), Desson (de M. Mabrut), A. Petit (de M. Marty), Thanier (de Mme Schell), Ninine (de M. Valentino).

La commission de la justice et de législation a nommé:

Président: M. Grimaud.

Vice-présidents: MM. Minjoz, Courant.

Secrétaires: MM. Mondon, Péron (Yves).

### Commission de la marine marchande et des pêches.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Bergasse, Cance, Cayol, Cermolacce, Coudray, Courant, Damas, Defferre, Fayet, Gaborit, Giovoni, Gosnat, Gouge, Guéguen, Guilbert, Hamon (Marcel), Hennequelle, Laurelli, Michaud (Louis) (Vendée), Monjaret, Prigent (Robert) (Nord), Ramarony, Reeb, Rencurel, Mme Reyraud, MM. Rousseau, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Signor, Tinaud (Jean-Louis), Yvon.

*Excusé.* — M. Gavini.

*Suppléants.* — MM. Pierrard (de M. Dassonville), Orvoen (de M. Henri Teitgen), Mora (de M. Félix Tchicaya), Boulavant (de M. Bissol), Babet (de M. Liquart), Triboulet (de M. Chastellain).

La commission de la marine marchande et des pêches a nommé:

Président: M. Ramarony.

Vice-présidents: MM. Gavini, Cermolacce.

Secrétaires: MM. Cayol, Hennequelle.

### Commission des moyens de communication et du tourisme.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Allonneau, Arnal, Babet (Raphaël), Barbier, Barel, Barthélemy, Beauquier, Benoist (Charles), Bouret (Henri), Bouvier (Xavier), Chevallier (Louis) (Indre), Couston, Dutard, Faraud, Geoffre (de), Livry-Level, Martel (Louis), Midol, Otoquet, Morand, Moulon, Penoy, Poumadère, Mme Reyraud, MM. Saravane Lambert, Schaff, Schmidt (Robert) (Haute-Vienne), Verges.

*Excusés.* — MM. Bour, Damas, Regaudie.

*Suppléants.* — MM. Brault (de Mme Méty), Calas (de M. Billat).

La commission des moyens de communication et du tourisme a nommé:

Président: M. Midol.

Vice-présidents: MM. Beauquier, Babet (Raphaël).

Secrétaires: MM. Regaudie, Geoffre (de).

### Commission des pensions.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Badie, Becquet, Casanova, Cherrier, Darou, Devemy, Diallo (Yacine), Draveny, Durroux, Forcinal, Genest, Hamani Diori, Hulin, Lambert (Emile-Louis) (Doubs), Le Coutaller, Maillocheau, Marcellí, Mekki, Moisan, Mokhtari, Mouchet, Moulon, Mme Péri, MM. Pierre Grouès, Poirot (Maurice), Raulin-Laboureur (de), Rosenblatt, Touchard, Tourné, Mlle Weber.

*Excusé.* — M. Macouin.

*Suppléants.* — Mme Lempereur (de M. Auban), MM. Nazi Boni (de M. Bayrou), Gilbert Cartier (de M. Bentaleb), Bouxom (de M. Douala), Mme Darras (de M. Jean Duclos), MM. Alliot (de M. Dufour), Tepend (de M. Louis Guillou), Berger (de M. Roger Roucaute).

La commission des pensions a nommé:

Président: M. Forcinal.

Vice-présidents: MM. Mekki, Devemy.

Secrétaires: MM. Hamani Diori, Darou.

### Commission de la production industrielle.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Archidice, Barrot, Bèche, Bégouin, Beugniez, Boccagny, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Cadi Ab-el-Kader, Cartier (Marius) (Haute-Marne), Couston, Finet, Furaud, Gaillard, Mme Ginollin, MM. Goudoux, Gourdon, Krieger (Alfred), Labrosse, Le Sciellour, Lespès, Louvel, Mallez, Maton, Mehaignerie, Michel, Moynet, Mudry, Peyrat, Peytel, Poulain, Rencurel, Roucaute (Gabriel) (Gard), Sauder, Sion, Védrines.

*Suppléants.* — MM. Fauvel (de M. Elain), Ginestet (de M. Fiévez), Julian (de M. Camphin), Mlle Rumeau (de Mme Schell), M. Simonnet (de M. André Denis).

La commission de la production industrielle a nommé:

Président: M. Louvel.

Vice-présidents: MM. Sion, Mallez.

Secrétaires: MM. Bouvier - O'Cottereau (Mayenne), Krieger (Alfred).

### Commission du ravitaillement.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Alliot, André (Pierre), Cerclier, Charpentier, Coffin, Mme Degrond, Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Farine (Philippe), Garavel, Gernez, Gros, Kir, Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord), MM. Maillocheau, Martineau, Mauroux, Mouchet, Pirot, Poumadère, Ricon, Rincent, Roulon, Schauffler (Charles), Sourbet, Tricart.

*Excusé.* — M. Fabre.

*Suppléants.* — Mme Darras (de Mme Gallicier), M. Savard (de Mme Guérin (Rose) (Seine), Mme Douteau (de Mme Méty), MM. Lucien Lambert (de Mme Nautré), Louis Chevallier (de M. Wolff).

La commission du ravitaillement a nommé:

Président: Mme Degrond.

Vice-présidents: Mlle Dupuis (José) (Seine), Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord).

Secrétaires: MM. Kir, Garavel.

### Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Brault, Brillouet, Chevallier (Pierre) (Loiret), Coudray, Crouzier, Darou, Fauvel, Félix, Garet, Godin, Gouge, Greffier, Guiguen, Hénault, Kuehn (René), Mme Lambert (Marie) (Finistère), MM. Lareppe, Le Coutaller, Levindrey, Michaut (Victor) (Seine-Inférieure), Midol, Nisse, Poulain, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Sigrist, Thiriet, Toublanc, Triboulet.

*Excusé.* — M. Poirot.

*Suppléants.* — M. Krieger (de M. Axu), M. Gaillard (de M. Caillavet), M. Masson (de M. Dezarnaulds), M. Beugniez (de M. Elain), M. Duquesne (de M. Fouyet), M. Renard (de M. Gautier), M. Faraud (de M. Guitton), M. Hulin (de M. Halbout), Mme Reyraud (de Mme Hertzog-Cachin), M. Cermolacce (de M. Lenormand), M. Cance (de M. Prot), M. Guilbert (de M. Raymond-Laurent), M. Mehaignerie (de M. Yvon).

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre a nommé:

Président: M. Schmitt (René) (Manche).

Vice-présidents: MM. Garet, Lenormand.

Secrétaires: MM. Thiriet, Crouzier.

### Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Bardoux (Jacques), Barrachin, Paul Bastid, Beauquier, Bichet, Edouard Bonnefous, Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Citerne, Cristofol, Defos du Rau, Delachenal, Desson, Djemad, Ginestet, Girard, Hénault, Hussel, Mme Lempereur, MM. Lescorat, Marc-Sangnier, Mazuez (Pierre-Fernand), André Mercier (Oise), Minjoz, Péron (Yves), Mme Peyroles, MM. Ramarony, Ramette, Reille-Soult, Solinhac, Viard, Pierre Villon.

*Suppléants.* — M. Max Brusset (de M. Schauffler), M. Deixonne (de M. Lamine-Guèye), M. Douteau (de M. Jacques Duclos), M. Draveny (de M. Guille), M. Godin (de M. Giacobbi), M. Lambert (de M. Dumet), M. Malbrant (de M. Castellani), M. Musmeaux (de M. Llante), M. Albert Petit (de M. Chambeiron), M. Toujas (de M. Pierre Villon).

La commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions a nommé:

Président: M. Barrachin.

Vice-présidents: MM. Defos du Rau, Cristofol.

Secrétaires: MM. Mazuez (Pierre-Fernand), Castellani.

### Commission des territoires d'outre-mer.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Aubeguil, Aujoulat, Benoist (Charles), Mlle Bosquier, MM. Cermolacce, Césaire, Defferre, Diallo (Yacine), Dumas (Joseph), Marc Dupuy (Gironde), Duveau, Frédéric-Dupont, Gaillard, Guillon (Jean) (Indre-et-Loire), Guissou (Henri), Hamani Diori, Juglas, Lamine-Guèye, Laurelli, Le Scielour, Lozeray, Malbrant, Martine, Monin, Ninine, Silvandre, Temple, Theetten, Thibault, Villard.

*Suppléants.* — M. Apithy (de M. Senghor), M. Badiou (de M. Gorse), Mme Boutard (de M. Pronteau), M. Max Brusset (de M. July), M. Gervolino (de M. Horma Ould Babana), Mme Lambert (Marie) (de M. Houphouet-Boigny), M. Masson (Jean) (de M. Hugues André), M. Mouton (de M. Coulibaly Ouezzin), M. Poumaïdre (de M. Félix Tchicaya), M. Renard (de M. Liseltel), M. Rencurel (de M. Caillavet), Mme Reynaud (de M. Mamadou Konate), M. Solinhac (de M. Boganda), M. Tinaud (de M. Douala).

La commission des territoires d'outre-mer a nommé:

Président: M. Juglas.

Vice-présidents: MM. Martine, Defferre.

Secrétaires: MM. Liselte, Malbrant.

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. André (Pierre), Asseray, Bacon, Baylet, Begouin, Besset, Beugniez, Boutavant, Bouxom, Costes (Alfred) (Seine), Croizat, Mme Darras, MM. Delachenal, Duprat (Gérard), Duquesne, Fayet, Gazier, Joubert, Levindrey, Martine, Meck, Meisan, Musmeaux, Ninine, Patinaud, Renard, Segelle, Sion, Theetten.

*Excusés.* — M. Chassaing, Mme Francine Lefebvre.

*Suppléants.* — MM. Alphonse Denis (de M. Gabriel Paul), Lareppe (de M. Lavergne), Savard (de Mme Denise Bastide).

La commission du travail et de la sécurité sociale a nommé:

Président: M. Beugniez.

Vice-présidents: MM. Musmeaux, Segelle.

Secrétaires: Mme Bastide (Denise) (Loire), M. Delachenal.

### Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le vendredi 21 janvier 1949, à dix heures (local de la commission n° 263):

I. — Nomination d'un commissaire chargé de participer aux travaux de la commission des finances (art. 26 du règlement).

II. — Examen de la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution (n° 6073) de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser immédiatement et dans une proportion correspondant à la hausse des prix, les salaires, traitements, pensions et retraites.

La commission de l'agriculture se réunira (local de la commission n° 232):

1° Le jeudi 20 janvier 1949, à dix heures trente.

Désignation d'un commissaire pour représenter l'Assemblée au sein de la commission de coordination des questions viticoles.

2° Le vendredi 21 janvier 1949, à quinze heures.

Election d'un secrétaire.

La commission des finances se réunira le jeudi 20 janvier 1948, à dix heures (local de la commission des finances):

I. — Projet de loi (n° 5758) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de payement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948. — M. le rapporteur général.

II. — Projet de loi (n° 5944) relatif aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949). — M. Jean Blocquaux, rapporteur.

III. — Projet de loi (n° 5675) portant ouverture de crédits au ministère de l'agriculture en addition aux crédits ouverts par la loi du 14 septembre 1948. — M. de Tinguy, rapporteur.

IV. — Rapport supplémentaire (n° 5771), fait par M. Chautard au nom de la commission de la justice, sur la proposition de loi (n° 3528) de M. Bardoux tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre. — M. Pierre Abelin, rapporteur pour avis.

V. — Proposition de loi (n° 6059) de M. Lecourt tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative. — M. le rapporteur général.

VI. — Proposition de résolution (n° 6070) de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du *Robert-Marie* un premier secours de 1 million de francs. — M. le rapporteur général.

VII. — Proposition de résolution (n° 6071) de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur les côtes bretonnes les 30 et 31 décembre 1948. — M. le rapporteur général.

La commission de l'intérieur se réunira le jeudi 20 janvier 1949, à dix-sept heures (local de la commission n° 207):

Examen de la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi (n° 6072) de M. Jacques Duclos tendant à modifier le titre II de la loi du 10 août 1871 relatif à la formation et à l'élection des conseils généraux. — Nomination du rapporteur.

La commission de la justice et de législation se réunira le jeudi 20 janvier 1949, à seize heures (local de la commission n° 250):

Examen de la demande de discussion d'urgence présentée par Mme Rabaté pour sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute majoration du prix des loyers tant que ne seront pas revalorisés les salaires, traitements, retraites et pensions. — Nomination de rapporteurs.

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le jeudi 20 janvier 1949, à dix heures trente (local de la commission n° 211):

I. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 6019) concernant les conventions maritimes avec la Compagnie des messageries maritimes et la Compagnie générale transatlantique.

II. — Rapport de M. Guiguen sur la proposition de loi (n° 3835) de M. Cermolacce abrogeant les dispositions du décret du 28 août 1941 relatives au brevet de 3e classe d'officier mécanicien de la marine marchande et remettant en vigueur les dispositions de la loi du 25 mai 1934 relative au même brevet.

La commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions se réunira le vendredi 21 janvier 1949, à dix heures (local de la commission n° 249):

Examen de la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution (n° 6063) de M. Lecourt tendant à compléter l'article 57 du règlement.

La commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 se réunira le jeudi 20 janvier 1949, à dix heures (local n° 249):

Audition de M. Louis Rollin, ancien ministre.

La commission d'enquête sur le vin se réunira le vendredi 21 janvier 1949, à dix heures trente (local de la commission n° 232):

I. — Exposé de M. Gérard Vée, rapporteur, sur les bilans des dernières campagnes viticoles.

II. — Questions diverses.

### Réunions de commissions du jeudi 20 janvier 1949.

Commission de l'agriculture, à dix heures trente. — Local n° 232.

Commission de comptabilité, à dix heures trente. — Local n° 221.

Commission de l'éducation nationale, à onze heures quinze. — Local n° 262.

Commission des finances, à dix heures. — Local de la commission.

Commission de l'intérieur, à dix-sept heures. — Local n° 207.

Commission de la justice et législation, à seize heures. — Local n° 250.

Commission de la marine marchande, à dix heures trente. — Local n° 211.

Commission de la presse, à dix heures trente. — Local n° 230.

Commission de la réforme administrative, à quinze heures. — Local n° 263.

Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, à dix heures. — Local n° 249.

Commission chargée d'enquêter sur la gestion de la Société des éleveurs du Bourbonnais, à seize heures. — Local n° 249.

## CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1949

### Ordre du jour du vendredi 21 janvier 1949.

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs (*suite*):

Premier bureau:

Territoire des Comores (M. Léger, rapporteur).

2. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

*1er étage.* — Depuis M. Ehm, jusques et y compris M. Julien Gautier.

*Tribunes.* — Depuis M. Geoffroy, jusques et y compris M. Laurent-Thouverey.

### Convocation de bureau.

Le 4e bureau se réunira le vendredi 21 janvier 1949, à l'issue de la séance publique (local n° 202):

Examen des opérations électorales de la Nouvelle-Calédonie.

### Réunions du jeudi 20 janvier 1949.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à dix-huit heures. — Local n° 274.

Commission des affaires étrangères, à quinze heures. — Local n° 201.

Commission de l'agriculture, à quinze heures. — Local n° 211.

Commission de la défense nationale, à neuf heures trente. — Local n° 217.

Commission de l'éducation nationale, à neuf heures. — Local n° 207.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique, à seize heures. — Local n° 202.

Commission de la France d'outre-mer, à neuf heures trente. — Local n° 215.

Commission de l'intérieur, à dix heures trente. — Local n° 221.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à onze heures trente. — Local n° 202.

Commission de la marine et des pêches, à dix heures trente. — Local n° 215.

Commission des moyens de communication et des transports, à onze heures trente. — Local n° 213.

Commission des pensions, à dix-sept heures. — Local n° 217.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma, à dix-sept heures. — Local n° 201.

Commission de la production industrielle, à seize heures. — Local n° 274.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à dix-neuf heures. — Local n° 213.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à dix-huit heures. — Local n° 213.

Commission de la comptabilité, à seize heures. — Local n° 265.

# INFORMATIONS

## RELATIVES À

## L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du jeudi 20 janvier 1949.**

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Installation du bureau définitif.

**Commission de la justice, de la législation, de la fonction publique et des affaires domaniales.**

*Séance du mercredi 19 janvier 1949.*

*Présents.* — MM. Belabed, Boysson (de), Alfred Bour, Bourgarel, Chekkal Dao, Junillon, Mérigiier, Savi de Tove.

*Excusés.* — MM. Abdesselam, Ahmed Kotoko, Antonini, Boluix-Basset, Mme Bory, MM. Chevance-Bertin, Cortinchi, Fourcade, Gard, Griaule, Jousselin, Michard-Pelissier, Touré (Momo), Motais de Narbonne.

*Suppléants.* — MM. de Boysson (de M. d'Arboussier), Lombardo (de M. Arnault), Junillon (de M. Ebédé), Alfred Bour (de M. Juge), Mérigiier (de M. Lafon), Dadet (de M. Nigam), Chekkal Dao (de M. Piéri).

**Convocations de commissions.**

La commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer se réunira le mardi 25 janvier 1949, à dix heures trente (local n° 217):

I. — Rapport de M. Lechani sur la proposition de résolution (n° 352, année 1948) tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi instituant des centres de culture locale dans les territoires d'outre-mer.

II. — Rapport de Mme Malroux sur la proposition (n° 442, année 1948) tendant à créer une commission provisoire chargée d'élaborer une politique du cinéma à l'échelle de l'Union française.

La commission des affaires sociales se réunira le vendredi 21 janvier 1949, à quatorze heures trente (local n° 219):

I. — Discussion du projet de rapport de M. Paul Catrice sur la proposition de résolution (n° 489, année 1948) tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française les projets de loi sur l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer.

II. — Discussion de la dernière partie du projet de rapport de M. Begarra sur le code du travail.

III. — Questions diverses.

La commission du règlement et des pétitions se réunira le 20 janvier 1949, à seize heures trente (local n° 217):

I. — Question de savoir si le rapport de M. Rosenfeld sur la proposition de résolution (n° 187, année 1948), tendant à réduire de trente à vingt le nombre de base des membres des commissions de l'Assemblée de l'Union française, présentée par M. Raymond Barbe et les membres du groupe communiste et apparentés et du rassemblement démocratique africain doit être lié à la discussion finale du rapport de M. Caselles sur la proposition de résolution (n° 503, année 1948) tendant à modifier les articles 23 et 24 de la résolution n° 1 portant règlement de l'Assemblée de l'Union française en vue de permettre le renouvellement annuel des commissions et de leur bureau respectif, présentée par M. Juge et quelques-uns de ses collègues.

II. — Désignation d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 490, année 1948) tendant à créer à l'Assemblée de Union française une commission de la famille, de la santé et de la population présentée par M. Paul Catrice et les membres du groupe du mouvement républicain populaire.

III. — Discussion éventuelle du rapport de M. Lapart sur la proposition de résolution (n° 85, année 1948) tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à créer une commission supplémentaire, la commission de la propagande intérieure et extérieure pour l'Union française, présentée par M. Hénault et quelques-uns de ses collègues.

IV. — Questions diverses.

# AVIS & COMMUNICATIONS

**Présidence du conseil (haut commissariat au ravitaillement) et ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis aux importateurs de laits médicaux en poudre en provenance de Hollande.*

(Poste 20 de l'accord franco-hollandais du 20 juillet 1948.)

Comme suite à l'avis aux importateurs de produits en provenance de Hollande, publié au *Journal officiel* du 12 août 1948, les importateurs sont informés qu'ils peuvent déposer des demandes d'autorisation d'importation pour des laits médicaux en poudre (poste 20).

Les conditions d'exécution de l'opération sont fixées comme suit:

1° Les demandes d'autorisation d'importation ne pourront être déposées à l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris, qu'à partir du dixième jour suivant la date de publication du présent avis au *Journal officiel*. Elles seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt;

2° Ces demandes devront être accompagnées, sous peine de rejet:

*a*) D'un certificat délivré par le vendeur hollandais donnant les caractéristiques du produit et précisant les dates d'échelonnement des livraisons correspondant aux quantités offertes.

Il est rappelé que les laits médicaux en poudre doivent être conditionnés en boîtes métalliques d'une livre anglaise ou de 0,500 kg; que ces boîtes doivent être revêtues d'une étiquette rédigée en français, donnant le mode d'emploi, et être emballées en caisses munies du cachet de contrôle du gouvernement néerlandais;

*b*) D'une facture *pro forma*, établie par le vendeur hollandais, indiquant le prix franco frontière hollandaise au kilogramme du produit offert.

Cette facture devra être revêtue du visa du Bedrijschap Voor Zuivel;

*c*) D'un engagement de l'importateur de tenir le produit importé à la disposition du haut commissariat au ravitaillement et de se conformer aux instructions du service du lait de cette administration soit pour le stockage du produit, soit pour sa mise en répartition;

3° L'importateur devra faire parvenir, pour analyse, au service du lait, 2, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, six échantillons du produit offert dans les demandes de licence. Ces échantillons seront accompagnés d'une lettre explicative rappelant le numéro d'enregistrement à l'office des changes des demandes de licence;

4° Les importateurs devront, lors du dépôt de leur demande de licence et à titre de garantie de la bonne exécution de l'opération, justifier du versement d'un cautionnement à l'office des changes (agence comptable) ou produire une caution bancaire pour un montant de 5 p. 100 de la valeur de la marchandise faisant l'objet de la demande d'autorisation d'importation (valeur franco frontière française).

Seront également acceptées les attestations délivrées par les banques intermédiaires agréées certifiant le versement d'un cautionnement à leur caisse pour le compte de l'office des changes.

Le versement du cautionnement ou l'attestation de la caution bancaire dont il s'agit devra être certifié par l'office des changes (agence comptable) ou par la banque agréée, selon le cas, sur le premier exemplaire blanc de la demande A. C. Le reçu proprement dit, délivré par l'office de changes ou par la banque agréée, sera conservé par le demandeur à toutes fins utiles;

5° La mainlevée du cautionnement ou de la caution bancaire prévue au paragraphe 4 ci-dessus sera donnée par l'office des changes, sur la demande du haut commissariat au ravitaillement:

*a*) Pour les demandes d'autorisation qui auront été refusées, dès que l'avis de refus sera notifié à l'intéressé;

*b*) Pour les demandes d'autorisation qui auront été acceptées, après exécution totale et dans les délais prévus de l'opération projetée.

En cas d'infraction aux dispositions du présent avis, le haut commissariat au ravitaillement pourra prononcer la confiscation du cautionnement déposé et, le cas échéant, l'exclusion temporaire ou définitive du contrevenant de toute participation aux importations futures.

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis aux importateurs et avis n° 370 de l'office des changes modifiant l'avis aux importateurs et avis n° 360 relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences financables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall).*

Le présent avis, dont les dispositions sont applicables aux licences P. R. E. délivrées par l'office des changes à compter de sa publication au *Journal officiel*, a pour objet d'apporter à l'avis aux importateurs et avis n° 360 de l'office des changes les modifications nécessaires pour:

*a*) Préciser dans quelles conditions le titre II de l'avis n° 360 de l'office des changes relatif à la délivrance des licences d'importation,

qui prévoit un régime exceptionnel d'autorisations préalables, sera applicable aux importations financables dans le cadre de l'aide américaine;

*b*) Rendre comparables les conditions d'octroi de la garantie de change de l'Etat, dans le cadre d'importations financées par une banque américaine, aux conditions nouvelles de souscription des contrats de change à terme pour les autres importations, telles qu'elles ont été définies par le même avis n° 365;

*c*) Limiter la garantie de change de l'Etat, par analogie également avec le régime des contrats de change à terme, aux payements concernant les marchandises, à l'exclusion des frets payables en devises;

*d*) Reporter la remise au Crédit national d'un engagement de l'importateur et d'un engagement solidaire de l'intermédiaire agréé, lesquels devaient être joints à la demande de licence d'importation, jusqu'au moment où les fiches P. R. E. et, s'il s'agit de marchandises, les contrats d'achat correspondants sont présentés au Crédit national par l'intermédiaire agréé, dans la limite du délai réglementaire de deux mois après la délivrance de la licence; cette modification doit notamment permettre une réduction des frais de caution bancaire.

Les modifications suivantes sont apportées à l'avis aux importateurs et à l'avis n° 360 de l'office des changes (*Journal officiel* des 23 novembre et 7 décembre 1948).

I

*2e partie. — Procédure « P. R. E.-A. ».*

1° Le paragraphe 1er est remplacé par le texte suivant.

« Pour obtenir de l'office des changes la délivrance d'une autorisation d'importation revêtue de l'estampille « P. R. E.-A. » donnant droit à l'achat de dollars, l'importateur devra déposer à l'office des changes la demande de licence habituelle établie en six exemplaires.

« Par dérogation à l'avis aux importateurs du 23 novembre 1947, le fret correspondant aux marchandises importées sera payable au départ s'il doit être réglé en dollars aux termes de conventions internationales ou de contrats particuliers. Dans ce cas, le montant des devises correspondant au montant du fret devra être mentionné sur une formule de licence distincte de celle utilisée pour le prix de la marchandise. Cette demande ne sera présentée à l'office des changes que lorsque seront connues les conditions de transport de la marchandise »;

2° Est supprimée la dernière phrase (à partir de « Ces formalités ne seront effectuées.. ») du dernier alinéa du paragraphe 2;

3° La première phrase du paragraphe 4 est remplacée par le texte suivant:

« En ce qui concerne la marchandise, l'importateur devra présenter à l'intermédiaire agréé chez lequel l'importation est domiciliée, au plus tard dans les deux mois suivant la date de la délivrance de la licence... »;

4° Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 6 sont remplacés par le texte suivant.

« L'intermédiaire agréé transmettra au Crédit national, service des crédits étrangers, 45, rue Saint-Dominique, à Paris, deux exemplaires de la fiche « P. R. E.-A » dûment remplis, accompagnés d'une formule d'engagement établie sur papier timbré et conforme au modèle 1-01 annexé au présent avis, à souscrire par l'importateur et par l'intermédiaire agréé et, en outre, s'il s'agit d'une fiche concernant la marchandise, des documents visés au paragraphe 4 (alinéa *b*) ci-dessus. Les avenants ultérieurs au contrat primitif, s'il y a lieu, seront transmis dans les mêmes conditions.

« Des instructions ont été données par l'office des changes aux intermédiaires agréés pour fixer les conditions dans lesquelles ils pourront cautionner les engagements des importateurs.

« L'intermédiaire agréé adressera le troisième exemplaire de la fiche « P. R. E.-A » à son correspondant aux Etats-Unis. Il lui précisera qu'il ne devra effectuer aucune opération avant d'en avoir reçu l'autorisation du représentant aux Etats-Unis du Crédit national, autorisation qui sera subordonnée à la réception par ledit représentant de contrats en bonne et due forme. L'intermédiaire agréé devra également stipuler dans les ordres de payement ou les instructions d'ouverture de crédit que les payements aux bénéficiaires étrangers (fournisseurs, transitaires ou autres agents intervenant dans l'opération) pourront être effectuées seulement si ceux-ci remettent audit correspondant, outre les documents commerciaux normaux spécifiés dans les termes de l'ordre de payement ou de l'ouverture de crédit, les pièces justificatives exigées par l'administration américaine de coopération économique, soit en vertu de la réglementation générale, soit comme conséquence des conditions particulières mentionnées par l'autorisation d'achat. Ces conditions particulières, qui sont reprises sur la licence d'importation, doivent être notifiées par l'intermédiaire agréé à son correspondant aux Etats-Unis »;

5° Est ajouté le paragraphe 10 suivant:

« En ce qui concerne les biens d'équipement repris aux numéros des positions et sous-positions du tarif des douanes figurant sur la liste publiée en additif à l'avis aux importateurs et avis n° 365 de l'office des changes, les importateurs pourront, si le délai de livraison prévu par l'autorisation d'achat est supérieur à six mois, demander à l'office des changes des autorisations préalables dans les conditions prévues au titre II dudit avis.

« Dans le cas où l'office des changes aura délivré à un importateur une telle autorisation préalable, celle-ci tiendra lieu de licence d'importation pour l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes 1er à 9 ci-dessus; la licence définitive d'importation, qui demeurera seule valable à l'égard de la douane, devra être remise aux fins d'apurement dans les conditions prévues au paragraphe 7 ».

II

*3e partie. — Procédure « P. R. E.-B ».*

1° Le paragraphe 1er est remplacé par le texte suivant:

« L'importateur qui déposera une demande d'autorisation d'importation dont le financement doit être assuré en dollars par une banque américaine devra présenter à l'office des changes la demande de licence habituelle, établie en six exemplaires.

« Par dérogation à l'avis aux importateurs du 23 novembre 1947, le fret correspondant aux marchandises importées sera payable au départ s'il doit être réglé en dollars aux termes de conventions internationales ou de contrats particuliers. Dans ce cas, le montant des devises correspondant au payement du fret devra être mentionné sur une formule de licence distincte de celle utilisée pour le prix de la marchandise. Cette demande ne sera présentée à l'office des changes que lorsque seront connues les conditions de transport de la marchandise »;

2° Est supprimée la dernière phrase (à partir de « Ces formalités ne seront effectuées... ..... ») du dernier alinéa du paragraphe 2;

3° La première phrase du paragraphe 4 est remplacée par le texte suivant:

« En ce qui concerne la marchandise, l'importateur devra présenter à l'intermédiaire agréé chez lequel l'importation est domiciliée, au plus tard dans les deux mois suivant la date de la délivrance de la licence ..... »;

4° Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 6 sont remplacés par le texte suivant:

« L'intermédiaire agréé transmettra au Crédit national, service des crédits étrangers, 45, rue Saint-Dominique, à Paris, deux exemplaires de la fiche « P. R. E.-B » dûment remplis, accompagnés d'une formule d'engagement établie sur papier timbré et conforme au modèle 2-01 annexé au présent avis, à souscrire par l'importateur et l'intermédiaire agréé et, en outre, s'il s'agit d'une fiche concernant la marchandise, des documents visés au paragraphe 4 (alinéa *b*) ci-dessus. Les avenants ultérieurs au contrat primitif, s'il y a lieu, seront transmis dans les mêmes conditions.

« Des instructions ont été données par l'office des changes aux intermédiaires agréés pour fixer les conditions dans lesquelles ils pourront cautionner les engagements des importateurs,

« L'intermédiaire agréé adressera le troisième exemplaire de la fiche « P. R. E.-B » à son correspondant aux Etats-Unis en appelant son attention sur le fait que l'importation ou le fret doit être financé par la banque assignataire de la « letter of commitment ». Il lui précisera, en outre, qu'il ne devra effectuer aucune opération avant d'avoir reçu de la banque assignataire un certificat attestant que le représentant aux Etats-Unis du Crédit national a remis à l'administration américaine de coopération économique, après les avoir lui-même reçus du Crédit national à Paris, les documents visés au paragraphe 4 (alinéa *b*) ci-dessus »;

5° Le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant:

« Conformément à l'engagement souscrit en application du paragraphe 6 ci-dessus, l'intermédiaire agréé versera au Crédit national la contrevaleur en francs de ces payements dans les conditions et délais prévus par cet engagement. Cette contrevaleur sera calculée en appliquant un taux de conversion déterminé comme suit:

« *a*) Lorsque l'importateur n'aura pas fait effectuer par l'intermédiaire agréé au Crédit national le versement d'une provision de 25 pour 100 de la contrevaleur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence et sera de ce fait réputé avoir renoncé au bénéfice de la garantie de change de l'Etat, le taux de conversion sera, pour chacun des payements faits en dollars au fournisseur ou au prestataire de service par le correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire agréé, le cours du dollar tel qu'il est défini par la réglementation générale des changes au jour de ce payement, étant précisé que, pour la fraction qui doit être calculée sur la base du cours du marché libre, sera retenu le cours le plus élevé pratiqué sur ce marché le jour considéré ou, s'il n'y a pas eu de bourse ledit jour, le jour de la dernière bourse le précédant;

« *b*) Lorsque l'importateur, après obtention de la licence d'importation, aura, en vue de bénéficier de la garantie de change de l'Etat, fait verser par l'intermédiaire agréé au Crédit national une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaleur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence, le taux de conversion sera le cours du dollar, tel qu'il est défini par la réglementation générale des changes, le jour précédant le versement de ladite provision, étant précisé que, pour la fraction qui doit être calculée sur la base du cours du marché libre, sera retenu le cours le plus élevé pratiqué sur ce marché le jour considéré ou, s'il n'y a pas eu de bourse ledit jour, le jour de la dernière bourse le précédant.

« La garantie de change de l'Etat couvre les payements effectués en dollars au fournisseur ou prestataire de service du jour inclus du versement au Crédit national de la provision de 25 p. 100 jusqu'au jour inclus d'expiration du délai de la validité de la licence, tel que défini par le titre Ier de l'avis aux importateurs et avis n° 365 de l'office des changes relatif à la délivrance des licences d'importation (*Journal officiel* du 1er janvier 1949).

« La garantie de change de l'Etat ne couvre que le prix F. O. B.-navire; sont exclus de la garantie les frais de transports maritimes.

« Lorsque la garantie de change de l'Etat sera mise en jeu, l'intermédiaire agréé versera au Crédit national, en sus des montants correspondant à la contrevaleur des payements en dollars déterminée comme il est dit ci-dessus, une prime de garantie de change dont le montant sera égal par trimestre à 0,50 p. 100 de cette contrevaleur; la prime de garantie sera due pour chaque trimestre ou fraction de trimestre écoulé entre la date incluse du payement par l'intermédiaire agréé de la provision de 25 p. 100 et, selon les cas, soit la date exclue du ou des payements par le correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire agréé au fournisseur ou prestataire de service, dans la mesure où la contrevaleur en francs de ces payements n'excède pas le montant de la provision de 25 p. 100, soit la date exclue du ou des payements faits au Crédit national en excédent du montant de ladite provision;

6° Est ajouté le paragraphe 14 suivant:

« 14. En ce qui concerne les biens d'équipement compris aux numéros des positions et sous-positions du tarif des douanes figurant sur la liste publiée en additif à l'avis aux importateurs et avis n° 365 de l'office des changes, les importateurs pourront, si le délai de livraison prévu par l'autorisation d'achat est supérieur à six mois, demander à l'office des changes des autorisations préalables dans les conditions prévues au titre II dudit avis.

« Dans le cas où l'office des changes aura livré à un importateur une telle autorisation préalable, celle-ci tiendra lieu de licence d'importation pour l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes 1er à 13 ci-dessus, sous réserve que la licence définitive d'importation, qui demeurera seule valable à l'égard de la douane, soit présentée dans les conditions prévues au paragraphe 11 et sous réserve également des dispositions suivantes.

« Dans ce cas, la garantie de change de l'Etat, prévue au paragraphe 9 du présent avis, ne couvrira initialement que les payements effectués en dollars au fournisseur ou prestataire de service pendant un délai de six mois à compter du jour inclus du versement au Crédit national de la provision de 25 p. 100. A l'expiration de ce délai de six mois, la garantie de l'Etat sera automatiquement maintenue, par périodes successives de six mois, à moins que l'importateur ne fasse connaître au Crédit national, par le canal de l'intermédiaire agréé, son désir de renoncer à cette garantie, mais la garantie sera accordée, pour les payements effectués en dollars au cours de chaque nouvelle période de six mois, sur la base du nouveau cours du dollar, tel que défini par la réglementation générale des changes, applicable le jour où a commencé à courir la période de six mois au cours de laquelle ces payements ont été effectués. La prime de garantie de change sera due pour chaque trimestre ou fraction de trimestre ou fraction de trimestre écoulé entre le premier jour inclus de la période semestrielle au cours de laquelle le payement en dollars aura été effectué et selon les cas, soit la date exclue du ou des payements par le correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire agréé au fournisseur ou prestataire de service, dans la mesure où la contrevaleur en francs de ces payements n'excède pas le montant de la provision de 25 p. 100, soit la date exclue du ou des payements faits au Crédit national en excédent du montant de ladite provision ».

III

*Engagement de l'importateur et engagement solidaire de l'intermédiaire agréé.*

1° Les annotations prévues à la fin de l'engagement de l'intermédiaire agréé (N. B....) en procédure « P. R. E.-A » (modèle 1-01) et « P. R. E.-B » (modèle 2-01) sont supprimées;

2° L'engagement de l'importateur et l'engagement solidaire de l'intermédiaire agréé en procédure « P. R. E.-B » (modèle 2-01) sont modifiés comme suit:

ENGAGEMENT DE L'IMPORTATEUR

Le dernier alinéa de l'engagement de l'importateur est remplacé par le texte suivant:

« Il reconnaît que le bénéfice de la garantie de change de l'Etat, prévue à la troisième partie, paragraphes 9 et 14, de l'avis n° 360 de l'office des changes, ne lui sera acquis qu'après versement par l'intermédiaire agréé au Crédit national à Paris, d'une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaleur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence, provision sur laquelle seront imputés, à due concurrence, les versements prévus au troisième alinéa du présent engagement. Il s'engage, en outre, pour les payements faits à l'exportateur (ou autre créancier) par le correspondant aux Etats-Unis de l'intermédiaire agréé après la date du versement de la provision de 25 p. 100 visée ci-dessus, à faire effectuer le payement par l'intermédiaire agréé au Crédit national à Paris, du montant de la prime de garantie de change calculée selon les règles fixées par le texte susvisé (1) ».

ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE L'INTERMÉDIAIRE AGRÉÉ

Le dernier alinéa de l'engagement solidaire de l'intermédiaire agréé est remplacé par le texte suivant:

« Il reconnaît que le bénéfice de la garantie de change de l'Etat, prévue à la troisième partie, paragraphes 9 et 14, de l'avis n° 360 de l'office des changes, ne sera acquis à l'importateur qu'après versement par ses soins au Crédit national à Paris d'une provision égale à 25 p. 100 de la contrevaleur en francs du montant en dollars inscrit sur la licence, provision sur laquelle seront imputés, à due concurrence, les versements prévus au quatrième alinéa du présent engagement. Il s'engage en outre, sous la même solidarité, pour les payements faits à l'exportateur (ou autre créancier) par son correspondant aux Etats-Unis après la date du versement de la provision de 25 p. 100 visée ci-dessus, à payer au Crédit national à Paris le montant de la prime de garantie de change calculée selon les règles fixées par le texte susvisé (1) ».

(1) Rayer cet alinéa dans le cas où l'importateur renonce au bénéfice de la garantie de change de l'Etat français, ainsi que dans le cas où cette garantie n'est pas applicable (frais de transports maritimes).

AVIS AUX IMPORTATEURS ET AUX EXPORTATEURS

*Quarante-cinquième liste des commissionnaires en douane auxquels l'agrément a été accordé ou retiré en vertu des dispositions de l'article 87 du code des douanes.*

1° Relevé des personnes physiques auxquelles l'agrément a été accordé.

691 (1) Mme Suzanne Perret, veuve Sabarros (maison Garrouste), Bayonne (2). — Bayonne et Hendaye (3).
692 Arsène Gueguen (Société nationale de déménagements), Marseille. — Marseille (pour les déménagements seulement).
693 Philippe de Petriconi, Bastia. — Bastia.
694 Pierre Sabiani, Bastia. — Bastia.
695 Jean-Baptiste Pietri, Bastia. — Calvi et Ile-Rousse.
696 André Silvestre, Saint-Malo. — Lorient (pour les vins et spiritueux seulement).
697 Robert Fabry, Valenciennes. — Bettignies.

2° Relevé des personnes morales auxquelles l'agrément a été accordé.

2795 (1) S. A. R. L. Maison Petit, Paris (2). — Paris (3).
2796 S. A. R. L. Tailleurs fils et Cie, Paris. — Paris.
2797 S. A. R. L. Transports V. Bertrand, Montpellier. — Cerbère.
2798 S. A. R. L. Etablissements Arnal-Bazille, Montpellier — Montpellier-Fréjorgues.
2799 S. A. R. L. M. Bruzzo, Marseille. — Marseille et Nantes.
2800 S. A. R. L. Société d'exploitation des établissements J. Sintes (transit océano-méditerranéen), Marseille. — Marseille.
2801 S. A. Compagnie internationale de déménagements et de transports, Marseille. — Marseille (pour les déménagements seulement).
2802 S. A. Transports Blache-Guyon et Cie, Chambéry. — Chambéry.
2803 S. A. R. L. Maurice Boiron et Cie, Rouen — Rouen.
2804 S. A. R. L. Nord-Ouest transit, Rouen. — Rouen.
2805 Société Express-Transit V. Sans et J. Dupin, Nantes. — Nantes (pour les fruits et primeurs seulement).
2806 S. A. R. L. Auvray frères, Rouen. — Dieppe.
2807 Société Lhermitte et Cie, Metz. — Au-lun-le-Tiche.

(1) Numéro du registre matricule.
(2) Direction des douanes de rattachement.
(3) Bureaux des douanes pour lesquels l'agrément est valable.

3° Relevé des personnes physiques auxquelles l'agrément a été retiré à titre temporaire.

628 (1) Auguste Henriot, Morteau. — Besançon (2). — Suspension d'agrément pour un an.

4° Relevé des personnes morales auxquelles l'agrément a été retiré à titre temporaire.

2020 (1) S. A. Cosmos, Paris. — Paris (2). — Suspension d'agrément d'un an.

5° Relevé des personnes physiques auxquelles l'agrément a été retiré à titre définitif.

27 (1) Jean Carette, Roubaix. — Lille (2).
162 Marcel Bruzzo, Marseille. — Marseille.
215 Jean Bertrand, Cerbère. — Montpellier.
250 Alfred Sabarros, Bayonne. — Bayonne.
298 André Gaultier de Kermoal, Lorient. — Saint-Malo.
336 Ernest Auvray, Dieppe. — Rouen.
409 César Bosteels, Halluin. — Lille.
461 Georges Bertot, Rouen. — Rouen.
471 Michel Naja, Marseille. — Marseille.
486 Léon Lhermitte, Verviers (Belgique). — Metz.
489 Joachim Sintes, Marseille. — Marseille.
500 Pierre Deshayes, Cherbourg. — Caen.
503 Charles Muller, Marseille. — Marseille.
657 Mme Vieillefond, veuve Saint-Germain, le Havre. — Le Havre.
666 Maurice Boiron, Rouen. — Rouen.
Agrément provisoire. — Joseph Nucette-Anglada, le Perthus. — Montpellier.

6° Relevé des personnes morales auxquelles l'agrément a été retiré à titre définitif.

2576 (1) Badisch-Schweitzer'sches Schiffahrts Kantor, Kehl. — Strasbourg (2).
2699 S. A. R. L. Robinot frères et Cie, Paris. — Paris.

7° Relevé des personnes physiques auxquelles l'extension d'agrément a été accordée.

633 (1) Jean Massines, Enveigt. — Montpellier (2). — L'Hospitalet et Bourg-Madame (4).

8° Relevé des personnes morales auxquelles l'extension d'agrément a été accordée.

2011 (1) S. A. Cie des bateaux à vapeur du Nord, Paris. — Paris (2) — Lille-Lesquin (4).
2316 S. A. transit et transports Jules Roy, Rouen. — Rouen. — Le Havre.

(1) Numéro du registre matricule.
(2) Direction des douanes de rattachement.
(3) Bureaux des douanes pour lesquels l'agrément est valable.
(4) Bureaux des douanes pour lesquels l'extension d'agrément est accordée.

## Ministère de la santé publique et de la population.

*Avis de concours pour le recrutement de chefs d'ateliers à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.*

Il est ouvert à l'institution nationale des sourds-muets de Paris:

A partir du lundi 21 mars 1949, un concours pour le recrutement d'un chef d'atelier dame (culottière);

A partir du lundi 28 mars 1949, un concours pour le recrutement d'un chef d'atelier de menuiserie.

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat de l'institution nationale des sourds-muets de Paris, 254, rue Saint-Jacques, à Paris, qui recevra les inscriptions jusqu'au 5 mars 1949 pour le premier concours, et jusqu'au 12 mars 1949 pour le second concours.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels,*
PIERRE CASSAGNEAU

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## Tirages financiers

### DISTILLERIES CORNIC FRERES

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 15 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL:
9, RUE ANATOLE-DE-LA-FORGE, PARIS
R. C.: Seine 301236 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 240 obligations 4 1/2 0/0 1942 dont le septième amortissement est prévu pour le 1er février 1949.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en décembre 1948.

**Liste de rappel des obligations 4 1/2 0/0 1942 sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées à la date du 20 novembre 1948.**

61 à 64 — 461 à 468 — 581 à 583 — 587 à 590 — 841 — 845 à 850 — 923 à 930 — 941 à 950 — 1.421 à 1.423 — 2.123 à 2.127 — 2.546 à 2.549 — 2.861 à 2.865.

### Société anonyme Industrie Chapelière de l'Aude

AU CAPITAL DE 60 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: A ESPERAZA (AUDE)

**EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 12.500.000 F 5,50 0/0 1929.**

*Tirage du 15 décembre 1948.*

**Tirage au sort des obligations amortissables au 31 décembre 1948.**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 151 | 152 | 196 | 197 | 216 | 220 | 243 |
| 275 | 397 | 398 | 414 | 415 | 456 | 499 |
| 508 | 651 | 653 | 769 | 770 | 771 | 802 |
| 850 | 851 | 852 | 856 | 937 | 946 | 975 |
| 1.041 | 1.042 | 1.113 | 1.119 | 1.136 | 1.137 | 1.190 |
| 1.197 | 1.213 | 1.241 | 1.248 | 1.484 | 1.504 | 1.579 |
| 1.594 | 1.595 | 1.621 | 1.629 | 1.859 | 1.869 | 1.958 |
| 1.959 | 2.189 | 2.228 | 2.252 | 2.326 | 2.476 | 2.522 |
| 2.527 | 2.538 | 2.551 | 2.930 | 2.978 | 2.996 | 2.997 |
| 2.998 | 3.004 | 3.017 | 3.091 | 3.336 | 3.497 | 3.514 |
| 3.515 | 3.587 | 3.618 | 3.736 | 3.747 | 3.801 | 3.804 |
| 3.842 | 3.851 | 3.886 | 3.891 | 4.033 | 4.059 | 4.066 |
| 4.251 | 4.255 | 4.286 | 4.319 | 4.446 | 4.451 | 4.459 |
| 4.461 | 4.484 | 4.492 | 4.522 | 4.573 | 4.597 | 4.640 |
| 4.653 | 4.668 | 4.741 | 4.774 | 4.790 | 4.842 | 4.888 |
| 4.900 | 4.937 | 5.020 | 5.055 | 5.130 | 5.181 | 5.352 |
| 5.392 | 5.398 | 5.445 | 5.491 | 5.568 | 5.607 | 5.697 |
| 5.699 | 5.700 | 5.728 | 5.734 | 5.735 | 5.819 | 5.832 |
| 5.833 | 5.834 | 5.835 | 5.836 | 5.966 | 5.967 | 6.043 |
| 6.087 | 6.150 | 6.381 | 6.383 | 6.450 | 6.607 | 6.623 |
| 6.642 | 6.765 | 6.839 | 6.913 | 6.963 | 7.006 | 7.025 |
| 7.150 | 7.252 | 7.297 | 7.355 | 7.356 | 7.432 | 7.463 |
| 7.486 | 7.487 | 7.578 | 7.579 | 7.587 | 7.603 | 7.619 |
| 7.641 | 7.649 | 7.690 | 7.741 | 7.748 | 7.766 | 7.782 |
| 7.793 | 7.845 | 7.878 | 7.918 | 7.979 | 8.046 | 8.081 |
| 8.102 | 8.138 | 8.165 | 8.265 | 8.285 | 8.315 | 8.319 |
| 8.373 | 8.382 | 8.420 | 8.494 | 8.521 | 8.549 | 8.578 |
| 8.579 | 8.621 | 8.654 | 8.683 | 8.713 | 8.795 | 8.981 |
| 8.999 | 9.034 | 9.049 | 9.112 | 9.161 | 9.232 | 9.270 |
| 9.354 | 9.485 | 9.499 | 9.516 | 9.559 | 9.683 | 9.743 |
| 9.754 | 9.955 | 9.957 | 9.995 | 10.062 | 10.075 | 10.087 |
| 10.102 | 10.240 | 10.245 | 10.193 | 10.652 | 10.667 | 10.694 |
| 10.710 | 10.751 | 10.765 | 10.786 | 10.803 | 10.820 | 11.018 |
| 11.042 | 11.125 | 11.126 | 11.181 | 11.198 | 11.335 | 11.467 |
| 11.486 | 11.736 | 11.751 | 12.002 | 12.012 | 12.043 | 12.074 |
| 12.075 | 12.125 | 12.329 | 12.340 | 12.500 | | |

Le complément des obligations amortissables au 31 décembre 1948 a été racheté en Bourse de Toulouse. Les obligations dont les numéros précèdent sont remboursables par 1.147 F, coupon n° 39 détaché, et cessent de porter intérêt à partir du 1er janvier 1949.

Les amortissements antérieurs ont été effectués par rachat en Bourse.

### Huilerie Franco-Coloniale de Bordeaux

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 15.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 16, RUE FERRÈRE, BORDEAUX
R. C.: Bordeaux n° 50 B.

*Obligations 4 1/4 0/0 1945.*

**Deuxième amortissement du 15 février 1949.**

MM. les porteurs d'obligations 4 1/4 0/0 1945 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires au deuxième amortissement.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1949.

Il n'existe pas de numéros sortis aux tirages antérieurs, tous ont été remboursés.

GROUPEMENT
POUR LA
### Reconstitution du Port de Nantes

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000 F
SIÈGE SOCIAL: 35, RUE ROSIÈRE-D'ARTOIS, NANTES (LOIRE-INFÉRIEURE)
Registre du commerce: Nantes n° 3517.

*Emprunt 4 3/4 0/0 février 1948 de 300 millions de francs représenté par 60.000 obligations de 5.000 F nominal.*

**Avis aux obligataires.**

Le Groupement pour la reconstitution du port de Nantes, usant du droit qu'il s'est réservé lors de l'émission, a amorti, par rachats en Bourse, le nombre de titres prévu par le tableau d'amortissement pour le remboursement du 1er février 1949 de son emprunt 4 3/4 0/0 février 1948.

En conséquence, le tirage au sort correspondant à ce remboursement n'aura pas lieu.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 3 juillet 1948.*)

### MIELLE-CAILLOUX

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 30 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL:
A METZ, 28-32, RUE DU XXe-CORPS-AMÉRICAIN
Registre du commerce: Metz 1136 B.

**Obligations de 5.000 F 4 0/0 1946.**

*Tirage du 31 décembre 1948.*

TROISIÈME AMORTISSEMENT

**Soixante-dix-huit obligations remboursables au pair à partir du 1er février 1949 avec le coupon du 1er février 1950 attaché.**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2.863 | 2.864 | 2.865 | 2.866 | 2.867 | 2.868 | 2.869 | 2.870 |
| 2.871 | 2.872 | 2.873 | 2.874 | 2.875 | 2.876 | 2.877 | 2.878 |
| 2.879 | 2.880 | 2.881 | 2.882 | 2.883 | 2.884 | 2.885 | 2.886 |
| 2.887 | 2.888 | 2.889 | 2.890 | 2.891 | 2.892 | 2.893 | 2.894 |
| 2.895 | 2.896 | 2.897 | 2.898 | 2.899 | 2.900 | 2.901 | 2.902 |
| 2.903 | 2.904 | 2.905 | 2.906 | 2.907 | 2.908 | 2.909 | 2.910 |
| 2.911 | 2.912 | 2.913 | 2.914 | 2.915 | 2.916 | 2.917 | 2.918 |
| 2.919 | 2.920 | 2.921 | 2.922 | 2.923 | 2.924 | 2.925 | 2.926 |
| 2.927 | 2.928 | 2.929 | 2.930 | 2.931 | 2.932 | 2.933 | 2.934 |
| 2.935 | 2.936 | 2.937 | 2.938 | 2.939 | 2.940. | | |

Le remboursement des obligations sorties au tirage s'effectue soit au siège social, soit à la banque Lambert-Blitz, 119, boulevard Haussmann, à Paris, soit aux caisses du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine, de la Société nancéienne de crédit et de dépôt ou du Comptoir national d'escompte, succursales de Nancy et de Metz.

**Numéros des titres sortis au tirage du 31 décembre 1947 et non encore remboursés.**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2.685 | 2.686 | 2.687 | 2.688 | 2.689 | 2.690 | 2.691 | 2.692 |
| 2.693 | 2.694 | 2.695 | 2.696 | 2.697 | 2.698 | 2.699 | 2.700 |
| 2.713 | 2.714 | 2.715 | 2.716 | 2.717 | 2.718 | 2.719 | 2.726 |
| 2.727 | 2.728 | 2.730 | 2.731 | 2.732 | 2.733 | 2.734 | 2.735 |
| 2.736 | 2.737 | 2.738 | 2.739 | 2.740 | 2.741 | 2.742 | 2.743 |
| 2.744. | | | | | | | |

### Maison Balland-Brugneaux

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 40.500.000 F
CHALON-SUR-SAONE
R. C.: Chalon n° 11030.

*Obligations de 2.000 F 4 0/0 1945.*

**Amortissement de la quatrième tranche.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse des 100 obligations 4 0/0 1945 dont l'amortissement est prévu pour le 1er février 1949.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

L'amortissement de cet emprunt ayant précédemment été réalisé par voie de rachat, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

# EMPRUNT DU GOUVERNEMENT TUNISIEN 3 °/o 1392

*Obligations sorties au tirage du 1er décembre 1948 remboursables à partir du 1er janvier 1949.*

**Numéros des 1.910 obligations sorties au 113e tirage et des obligations restant à rembourser sur les tirages précédents.**

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 166 | 12-1943 |
| 171 à 177 | 12-1946 |
| 401 à 410 | 12-1948 |
| 474 et 475 | 12-1947 |
| 478 à 480 | » |
| 481 à 490 | 12-1948 |
| 772 à 776 | 5-1946 |
| 1.163 | 6-1944 |
| 1.391 à 1.400 | 12-1948 |
| 1.912 | 6-1947 |
| 1.916 | » |
| 2.022 | 6-1943 |
| 2.481 à 2.483 | 12-1946 |
| 2.700 | 12-1944 |
| 2.711 à 2.750 | 12-1948 |
| 3.261 à 3.270 | » |
| 3.351 à 3.360 | 6-1948 |
| 3.535 à 3.549 | 12-1946 |
| 3.951 et 3.952 | » |
| 3.956 | » |
| 3.969 | » |
| 4.134 | 12-1944 |
| 4.164 | 12-1947 |
| 4.168 | » |
| 4.414 et 4.415 | » |
| 4.417 | » |
| 4.419 | » |
| 4.911 à 4.920 | 12-1948 |
| 4.931 à 4.939 | 12-1945 |
| 5.041 à 5.050 | 12-1948 |
| 5.078 | 6-1936 |
| 5.181 à 5.190 | 12-1948 |
| 5.214 et 5.215 | 12-1947 |
| 5.218 à 5.220 | » |
| 5.311 à 5.320 | 12-1948 |
| 5.483 à 5.485 | 12-1946 |
| 6.891 à 6.900 | 12-1948 |
| 7.091 à 7.093 | 12-1945 |
| 7.096 | » |
| 7.171 à 7.177 | 6-1942 |
| 7.961 et 7.962 | 12-1941 |
| 8.062 à 8.066 | 6-1947 |
| 8.068 à 8.070 | » |
| 8.241 à 8.250 | 12-1948 |
| 8.351 à 8.355 | 6-1948 |
| 8.923 | 12-1946 |
| 8.982 à 8.985 | 5-1946 |
| 8.991 | » |
| 8.994 à 8.997 | » |
| 9.222 et 9.223 | 12-1945 |
| 9.230 | » |
| 9.343 et 9.344 | » |
| 9.461 à 9.464 | 6-1948 |
| 9.466 à 9.470 | » |
| 11.041 à 11.050 | 12-1948 |
| 11.610 | 6-1944 |
| 11.771 | 12-1945 |
| 11.773 à 11.775 | » |
| 11.841 et 11.842 | 12-1946 |
| 11.845 à 11.850 | » |
| 11.931 | 12-1945 |
| 11.936 | » |
| 12.132 | 12-1946 |
| 13.115 | » |
| 13.117 et 13.118 | » |
| 13.211 | 5-1946 |
| 13.220 | » |
| 13.431 à 13.440 | 6-1948 |
| 13.801 et 13.802 | » |
| 13.804 et 13.805 | » |
| 13.808 | » |
| 14.761 à 14.770 | » |
| 14.786 | 6-1945 |
| 14.861 | » |
| 14.986 | 12-1945 |
| 14.989 et 14.990 | » |
| 15.043 | 12-1947 |
| 15.045 | » |
| 15.065 à 15.068 | 12-1946 |
| 15.107 et 15.108 | 6-1930 |
| 15.371 | 12-1946 |
| 15.692 et 15.693 | 6-1944 |
| 16.471 à 16.480 | 12-1945 |
| 16.746 | 6-1945 |
| 16.875 | 6-1945 |
| 17.523 | 6-1947 |
| 17.529 | » |
| 17.671 à 17.680 | 6-1948 |
| 17.933 et 17.934 | 6-1939 |
| 18.124 à 18.126 | 12-1947 |
| 18.611 à 18.620 | 6-1948 |
| 18.624 à 18.630 | 12-1947 |
| 18.701 à 18.710 | 6-1948 |
| 18.741 à 18.750 | 12-1948 |
| 18.761 | 12-1937 |
| 19.001 et 19.002 | 6-1947 |
| 19.122 | » |
| 19.124 et 19.125 | » |
| 19.130 | » |
| 19.174 | 6-1945 |
| 20.251 a 20.254 | 12-1945 |
| 22.001 à 22.010 | 12-1948 |
| 22.583 | 12-1946 |
| 22.590 | » |
| 23.166 | 12-1941 |
| 23.459 | 12-1946 |
| 23.671 à 23.680 | 12-1948 |
| 23.721 à 23.730 | » |
| 24.188 | 6-1943 |
| 24.625 | » |
| 25.201 à 25.210 | 12-1948 |
| 25.216 | 12-1944 |
| 25.441 à 25.450 | 6-1948 |
| 26.031 à 26.040 | 12-1948 |
| 26.257 à 26.260 | 12-1947 |
| 26.263 et 26.264 | 5-1946 |
| 26.268 | » |
| 26.695 | 6-1942 |
| 26.771 à 26.780 | 12-1948 |
| 27.969 | 12-1946 |
| 28.111 | 6-1944 |
| 28.184 | 5-1946 |
| 28.185 à 28.187 | » |
| 28.591 à 28.600 | 6-1948 |
| 29.024 | 12-1944 |
| 29.401 à 29.410 | 6-1948 |
| 29.714 | 12-1947 |
| 29.716 | » |
| 29.718 et 29.719 | » |
| 29.827 | 6-1948 |
| 29.829 | » |
| 30.540 | 12-1940 |
| 30.601 et 30.602 | 6-1947 |
| 30.604 | » |
| 30.606 et 30.607 | » |
| 30.641 à 30.643 | 6-1948 |
| 30.645 à 30.650 | » |
| 30.821 à 30.830 | 12-1948 |
| 31.121 à 31.123 | 6-1948 |
| 31.126 à 31.130 | » |
| 31.198 | 6-1945 |
| 31.477 | 12-1947 |
| 32.067 et 32.068 | 12-1945 |
| 32.070 | » |
| 32.111 à 32.120 | 12-1948 |
| 32.678 | 12-1945 |
| 32.772 | 6-1943 |
| 33.202 | 5-1946 |
| 33.231 | 6-1945 |
| 33.411 à 33.415 | 12-1947 |
| 33.418 | » |
| 34.503 | 6-1943 |
| 34.591 à 34.600 | 6-1948 |
| 35.322 | 12-1945 |
| 35.430 | 12-1941 |
| 35.624 et 35.625 | 6-1945 |
| 36.072 et 36.073 | 12-1941 |
| 36.991 à 37.000 | 6-1948 |
| 37.001 à 37.004 | 12-1944 |
| 37.775 et 37.776 | 12-1945 |
| 37.780 | » |
| 37.871 et 37.872 | 6-1947 |
| 37.874 et 37.875 | » |
| 38.092 et 38.093 | 6-1944 |
| 38.712 | 12-1946 |
| 38.720 | » |
| 39.663 et 39.664 | 6-1947 |
| 40.161 à 40.166 | 6-1948 |
| 40.170 | » |
| 40.491 | 12-1941 |
| 41.015 et 41.016 | 6-1945 |
| 41.291 | 12-1944 |
| 41.747 à 41.749 | 5-1946 |
| 41.972 à 41.978 | 12-1947 |
| 42.081 à 42.090 | 6-1948 |
| 42.771 à 42.780 | 12-1948 |
| 42.781 | 12-1946 |
| 42.791 à 42.793 | 6-1944 |
| 43.077 à 43.080 | 12-1947 |
| 43.351 à 43.360 | 12-1948 |
| 43.622 | 12-1945 |
| 43.649 | 6-1942 |
| 43.745 et 43.746 | 6-1944 |
| 43.848 à 43.850 | 5-1945 |
| 43.935 à 43.938 | 12-1945 |
| 44.432 et 44.433 | 12-1947 |
| 44.783 et 44.784 | 6-1931 |
| 44.851 à 44.860 | 12-1948 |
| 45.241 | 12-1945 |
| 45.431 à 45.440 | 12-1948 |
| 45.501 à 45.508 | 12-1947 |
| 45.781 à 45.786 | 6-1948 |
| 45.789 et 45.790 | » |
| 45.941 à 45.950 | 12-1948 |
| 46.152 à 46.160 | 6-1948 |
| 46.391 à 46.400 | 12-1948 |
| 46.491 à 46.494 | 6-1947 |
| 46.612 | 6-1945 |
| 46.615 et 46.616 | » |
| 47.671 | 12-1944 |
| 47.902 et 47.903 | 12-1933 |
| 48.031 | 6-1948 |
| 48.035 à 48.037 | » |
| 48.039 et 48.040 | » |
| 48.057 et 48.058 | 12-1944 |
| 48.591 | 6-1944 |
| 48.932 à 48.935 | 12-1945 |
| 48.939 et 48.940 | » |
| 49.156 et 49.157 | 12-1946 |
| 49.398 | 12-1947 |
| 49.400 | » |
| 49.412 | 12-1936 |
| 49.491 | 12-1945 |
| 49.771 à 49.780 | 12-1948 |
| 50.050 | 6-1945 |
| 50.481 à 50.490 | 12-1948 |
| 50.512 | 6-1947 |
| 50.517 à 50.519 | » |
| 50.851 à 50.854 | 6-1941 |
| 50.932 | 6-1947 |
| 50.940 | » |
| 51.490 | 5-1946 |
| 51.511 à 51.520 | 12-1947 |
| 51.594 | 6-1947 |
| 52.089 | » |
| 52.210 | 12-1946 |
| 53.361 à 53.370 | 12-1948 |
| 54.392 à 54.395 | 6-1948 |
| 54.397 à 54.400 | » |
| 54.611 à 54.614 | 12-1946 |
| 54.617 | » |
| 54.891 | 6-1948 |
| 54.893 à 54.895 | » |
| 54.897 et 54.898 | » |
| 55.424 et 55.425 | 6-1947 |
| 55.473 | 12-1947 |
| 55.476 à 55.479 | » |
| 55 732 | 12-1943 |
| 56.407 | 5-1946 |
| 56.409 et 56.410 | » |
| 56.435 | 12-1946 |
| 57.012 | 6-1947 |
| 57.033 et 57.034 | 12-1946 |
| 57.224 à 57.226 | 6-1947 |
| 57.228 | » |
| 57.385 | 12-1941 |
| 57.691 à 57.700 | 12-1943 |
| 57.841 à 57.843 | 6-1945 |
| 58.521 à 58.523 | 12-1946 |
| 58.526 | » |
| 58.529 | 12-1946 |
| 58.784 | » |
| 59.342 | 12-1947 |
| 59.346 à 59.350 | » |
| 59.351 | 6-1943 |
| 59.572 et 59.573 | 6-1948 |
| 59.580 | » |
| 59.732 à 59.734 | 12-1945 |
| 60.571 à 60.578 | 6-1948 |
| 60.761 à 60.770 | » |
| 61.121 à 61.130 | 12-1948 |
| 61.351 à 61.354 | 12-1947 |
| 61.492 à 61.500 | 6-1948 |
| 61.721 à 61.725 | 5-1946 |
| 62.671 à 62.680 | 12-1948 |
| 62.891 | 6-1948 |
| 62.895 | » |
| 62.897 et 62.898 | » |
| 63.052 et 63.053 | 12-1947 |
| 63.641 à 63.650 | 12-1948 |
| 64.550 | 12-1943 |
| 65.658 à 65.660 | 12-1941 |
| 65.971 | 6-1943 |
| 66.369 | 12-1937 |
| 66.427 | 5-1946 |
| 66.457 à 66.460 | 12-1947 |
| 66.565 | 12-1946 |
| 66.570 | » |
| 66.628 | 12-1947 |
| 67.561 e. 67.562 | 12-1946 |
| 67.568 à 67.570 | » |
| 67.771 et 67.772 | 6-1945 |
| 67.777 | » |
| 67.878 et 67.879 | 12-1947 |
| 68.453 | 12-1946 |
| 68.455 à 68.459 | » |
| 68.694 et 68.695 | » |
| 68.697 | » |
| 68.768 à 68.770 | 6-1948 |
| 68 781 | 5-1946 |
| 68.783 | » |
| 68.790 | » |
| 69.271 à 69.280 | 12-1948 |
| 69.613 | 6-1944 |
| 69.753 | 5-1946 |
| 69.781 à 69.784 | 12-1946 |
| 69.933 et 69.934 | 12-1943 |
| 69.938 | » |
| 70.073 à 70.075 | 12-1947 |
| 70.077 | » |
| 70.836 et 70.837 | 5-1946 |
| 70.871 et 70.872 | » |
| 71.094 | 12-1946 |
| 71.097 | » |
| 71.471 et 71.472 | 12-1947 |
| 71.476 à 71.480 | » |
| 72.191 à 72.193 | » |
| 73.131 à 73.138 | 6-1947 |
| 73.519 et 73.520 | » |
| 73.581 | 12-1947 |
| 73.590 | » |
| 73.826 à 73.830 | » |
| 74.091 à 74.100 | 12-1948 |
| 75.521 | 6-1947 |
| 75.530 | » |
| 75.681 | 6-1944 |
| 75.843 | » |
| 75.921 à 75.930 | 6-1948 |
| 76.090 | 6-1944 |
| 76.147 | 6-1943 |
| 76.861 à 76.870 | 12-1948 |
| 76.990 | 6-1948 |
| 77.151 à 77.160 | 12-1948 |
| 77.287 | 6-1947 |
| 77.343 et 77.344 | 12-1947 |
| 77.350 | » |
| 78.611 | 12-1943 |
| 78.631 à 78.640 | 12-1948 |
| 78.811 | 5-1946 |
| 78.934 | » |
| 78.938 | » |
| 79.011 à 79.020 | 12-1948 |
| 79.073 | 6-1945 |
| 79.076 | 6-1945 |
| 79.627 | » |
| 79.660 | 5-1946 |
| 80.011 et 80.012 | 12-1945 |
| 80.017 et 80.018 | » |
| 80.492 | 6-1947 |
| 80.581 et 80.582 | 12-1947 |
| 80.636 à 80.638 | 12-1944 |
| 81.249 | 12-1947 |
| 81.693 | 5-1946 |
| 82.041 à 82.050 | 12-1948 |
| 82.235 | 12-1936 |
| 82.260 | 12-1946 |
| 83.159 et 83.160 | » |
| 83.601 à 83.606 | 6-1945 |
| 83.724 | 6-1942 |
| 83.941 à 83.950 | 12-1948 |
| 84.588 à 84.590 | 12-1945 |
| 84.711 | 6-1945 |
| 84.821 à 84.830 | 12-1948 |
| 86.191 | 12-1947 |
| 86.194 et 86.195 | » |
| 86.197 à 86.200 | » |
| 86.201 | » |
| 86.321 à 86.330 | 12-1948 |
| 86.469 | 12-1947 |
| 86.721 à 86.724 | 6-1948 |
| 86.889 et 86.890 | 6-1945 |
| 86.944 à 86.947 | 6-1948 |
| 86.950 | » |
| 87.262 | 6-1946 |
| 87.267 | » |
| 87.382 | 12-1941 |
| 87.543 | 6-1947 |
| 87.546 et 87.547 | » |
| 87.744 et 87 745 | 12-1947 |
| 87.871 à 87.873 | » |
| 87.875 à 87.878 | » |
| 88.002 | 6-1947 |
| 88.425 à 88.427 | 6-1948 |
| 88.481 à 88.490 | 12-1948 |
| 88.451 et 88.452 | 12-1947 |
| 88.458 | » |
| 88.609 et 88.610 | 6-1938 |
| 88.711 à 88.720 | 12-1948 |
| 88.961 | 5-1946 |
| 89.938 | 12-1941 |
| 90.531 à 90.540 | 12-1948 |
| 90.883 et 90.884 | 5-1946 |
| 90.886 | » |
| 90.961 à 90.970 | 6-1948 |
| 91.441 à 91.450 | » |
| 91.914 | 6-1943 |
| 92.491 à 92.494 | 5-1946 |
| 92.271 et 92.272 | » |
| 92.278 à 92.280 | » |
| 92.433 à 92.440 | 6-1947 |
| 92.761 et 92.762 | 6-1948 |
| 92.801 et 92.802 | 5-1946 |
| 92.988 à 92.990 | 12-1945 |
| 93.281 | 6-1943 |
| 93.288 | » |
| 93.426 à 93.433 | 5-1946 |
| 93.629 | 12-1945 |
| 94.231 à 94.240 | 12-1948 |
| 94.451 | 6-1945 |
| 94.454 | » |
| 94.457 à 94.460 | » |
| 94.501 à 94.505 | 12-1943 |
| 96.070 | 6-1948 |
| 96.448 | 12-1945 |
| 96.703 | » |
| 96.891 | 12-1946 |
| 96.895 et 96.896 | » |
| 97.531 à 97.540 | 12-1948 |
| 97.711 à 97.720 | » |
| 98.218 à 98.220 | 6-1948 |
| 98.261 et 98.262 | » |
| 98.264 à 98.267 | » |
| 98.572 à 98.574 | 12-1945 |
| 98.578 | » |
| 98.591 à 98.591 | 6-1948 |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 98.872 à 98.880 | 6-1918 |
| 99.161 à 99.170 | 12-1918 |
| 99.835 à 99.858 | 5-1916 |
| 100.439 | 12-1943 |
| 100.451 | 6-1945 |
| 100.491 | 12-1917 |
| 100.500 | » |
| 100.665 | 12-1938 |
| 100.694 | 12-1944 |
| 100.721 | 12-1917 |
| 100.726 | » |
| 100.728 | » |
| 100.730 | » |
| 100.850 à 100.869 | 6-1917 |
| 100.901 | 12-1943 |
| 100.905 et 100.906 | » |
| 101.991 à 102.000 | 12-1918 |
| 102.111 à 102.120 | » |
| 102.222 à 102.224 | 6-1943 |
| 102.226 | » |
| 102.228 à 102.230 | » |
| 102.758 et 102.759 | 5-1916 |
| 102.841 à 102.850 | 6-1941 |
| 103.011 à 103.020 | 12-1918 |
| 103.179 et 103.180 | 12-1917 |
| 103.571 à 103.574 | 6-1918 |
| 103.579 | » |
| 101.066 à 101.070 | 12-1916 |
| 104.520 | » |
| 104.411 à 104.420 | 12-1918 |
| 105.151 et 105.152 | 5-1916 |
| 105.451 à 105.460 | 12-1915 |
| 106.241 à 106.250 | 12-1918 |
| 106.566 à 106.568 | 5-1916 |
| 107.751 à 107.760 | 6-1918 |
| 107.967 | 6-1917 |
| 108.011 | 6-1918 |
| 108.015 à 108.020 | » |
| 108.069 et 108.070 | 5-1916 |
| 108.115 | 12-1916 |
| 108.483 à 108.487 | 12-1917 |
| 108.490 | » |
| 108.981 et 108.982 | 6-1918 |
| 108.985 et 108.986 | » |
| 109.258 à 109.260 | 5-1916 |
| 109.276 et 109.277 | 12-1917 |
| 109.279 | » |
| 109.511 et 109.512 | 12-1938 |
| 109.519 et 109.520 | » |
| 109.467 à 109.469 | 6-1915 |
| 110.251 à 110.250 | 6-1918 |
| 110.741 à 110.747 | 12-1917 |
| 111.112 à 111.115 | 6-1915 |
| 111.641 et 111.642 | 12-1917 |
| 112.271 à 112.280 | 12-1918 |
| 112.825 et 112.826 | 6-1943 |
| 112.830 | » |
| 112.932 et 112.933 | 6-1918 |
| 112.937 à 112.940 | » |
| 113.391 à 113.400 | 12-1918 |
| 113.717 et 113.718 | 12-1943 |
| 113.932 et 113.933 | 6-1918 |
| 113.936 à 113.940 | » |
| 114.199 | 6-1942 |
| 115.033 à 115.037 | 6-1917 |
| 115.010 | » |
| 115.342 à 115.345 | 12-1941 |
| 115.350 | » |
| 115.431 à 115.440 | 12-1918 |
| 116.259 | 12-1943 |
| 116.512 | 12-1917 |
| 116.518 | » |
| 117.172 | » |
| 117.174 | » |
| 117.826 à 117.828 | 12-1915 |
| 118.493 à 118.500 | 12-1943 |
| 118.737 à 118.739 | 12-1917 |
| 118.828 | 6-1915 |
| 119.371 et 119.372 | 12-1939 |
| 119.541 à 119.550 | 6-1917 |
| 120.263 à 120.265 | » |
| 120.376 à 120.379 | 12-1917 |
| 120.401 | 6-1941 |
| 120.782 | 6-1917 |
| 120.931 à 120.940 | 12-1918 |
| 121.751 à 121.760 | » |
| 121.960 | 5-1916 |
| 122.541 à 122.550 | 12-1918 |
| 122.631 à 122.640 | » |
| 122.852 et 122.853 | 6-1942 |
| 122.877 à 122.880 | 5-1916 |
| 123.037 | 6-1915 |
| 123.805 à 123.807 | 12-1915 |
| 124.227 à 124.229 | 12-1941 |
| 124.591 à 124.600 | 12-1918 |
| 124.991 et 124.992 | 12-1916 |
| 125.607 | 12-1915 |
| 125.609 | » |
| 125.616 | 6-1917 |
| 125.620 | » |
| 125.651 à 125.660 | 12-1918 |
| 126.391 à 126.397 | 6-1918 |
| 126.399 et 126.400 | » |
| 126.511 et 126.512 | 12-1944 |
| 126.517 et 126.518 | » |
| 126.574 et 126.575 | 6-1917 |
| 127.904 à 127.907 | 12-1917 |
| 127.929 | 6-1942 |
| 128.401 à 128.405 | 6-1918 |
| 128.407 à 128.410 | » |
| 128.884 | 12-1941 |
| 128.886 | » |
| 128.911 | 6-1918 |
| 128.916 à 128.918 | » |
| 128.950 | » |
| 129.365 à 129.370 | » |
| 130.269 | 12-1940 |
| 130.551 et 130.552 | 6-1915 |
| 130.558 | » |
| 131.355 à 131.358 | 12-1916 |
| 132.251 à 132.255 | 6-1917 |
| 132.260 | » |
| 132.632 | 12-1917 |
| 133.121 à 133.130 | 12-1918 |
| 133.473 | 12-1915 |
| 133.473 | » |
| 133.831 à 133.840 | 12-1918 |
| 134.042 à 134.048 | 6-1917 |
| 134.041 à 134.050 | 12-1918 |
| 134.831 à 134.836 | 12-1917 |
| 134.840 | » |
| 135.121 à 135.123 | 5-1916 |
| 135.129 | » |
| 135.692 | 6-1918 |
| 135.695 | » |
| 135.697 et 135.698 | » |
| 135.700 | » |
| 135.761 à 135.763 | 6-1917 |
| 135.801 à 135.810 | 6-1918 |
| 135.991 et 135.995 | 12-1914 |
| 136.098 à 136.100 | 6-1944 |
| 136.121 à 136.129 | 6-1917 |
| 136.130 | » |
| 136.271 | 6-1918 |
| 136.273 | » |
| 136.279 et 136.280 | » |
| 136.661 | 6-1917 |
| 136.663 | » |
| 136.881 à 136.892 | 12-1918 |
| 137.065 et 137.066 | 12-1916 |
| 137.541 | 6-1917 |
| 137.943 | 6-1915 |
| 137.945 et 137.946 | 5-1916 |
| 138.426 et 138.427 | 12-1915 |
| 138.429 | » |
| 138.441 et 138.442 | 6-1917 |
| 139.131 | » |
| 139.137 à 139.139 | » |
| 139.215 à 139.220 | 6-1915 |
| 139.703 | 6-1917 |
| 139.953 | 6-1915 |
| 139.993 et 139.994 | 12-1917 |
| 139.996 à 140.000 | » |
| 140.021 à 140.029 | 12-1916 |
| 140.171 à 140.180 | 6-1918 |
| 140.649 et 140.650 | 12-1916 |
| 140.718 et 140.719 | 6-1915 |
| 141.014 | 6-1914 |
| 141.101 et 141.102 | 6-1915 |
| 141.198 à 141.200 | » |
| 141.251 | 6-1917 |
| 141.257 | » |
| 141.943 | 6-1911 |
| 142.050 | 12-1915 |
| 142.211 à 142.220 | 6-1918 |
| 142.419 et 142.420 | 12-1911 |
| 142.651 à 142.656 | 12-1915 |
| 142.659 et 142.666 | » |
| 142.681 | 6-1914 |
| 143.041 | 6-1915 |
| 143.541 | 12-1941 |
| 143.576 | 12-1941 |
| 143.968 | 6-1917 |
| 143.961 et 143.962 | » |
| 144.717 | 12-1913 |
| 145.071 et 145.072 | 6-1917 |
| 145.074 | » |
| 145.076 | » |
| 145.181 à 145.190 | 6-1917 |
| 145.201 | 6-1918 |
| 145.703 et 145.704 | 12-1916 |
| 145.810 | 12-1915 |
| 146.185 à 146.189 | 6-1918 |
| 146.444 | 5-1916 |
| 146.651 | 12-1916 |
| 146.654 | » |
| 146.656 | » |
| 146.691 et 146.692 | 12-1915 |
| 146.695 et 146.696 | » |
| 146.751 à 146.755 | 6-1918 |
| 146.758 à 146.760 | » |
| 146.845 et 146.846 | 12-1917 |
| 146.933 et 146.934 | 12-1914 |
| 147.281 à 147.290 | 12-1917 |
| 147.737 et 147.738 | 12-1915 |
| 147.862 à 147.864 | 6-1917 |
| 147.867 à 147.870 | » |
| 148.191 à 148.200 | 6-1918 |
| 148.671 à 148.680 | 12-1918 |
| 148.871 | 6-1915 |
| 149.081 à 149.087 | 6-1918 |
| 149.481 à 149.490 | 12-1918 |
| 149.582 à 149.584 | 12-1915 |
| 149.601 à 149.603 | 6-1918 |
| 149.605 à 149.607 | » |
| 149.609 et 149.610 | » |
| 149.641 à 149.650 | 6-1917 |
| 150.261 | 6-1914 |
| 151.231 | 12-1928 |
| 151.291 | 6-1915 |
| 151.761 à 151.766 | 6-1917 |
| 151.781 à 151.788 | 5-1916 |
| 152.356 | 12-1915 |
| 152.401 à 152.410 | 12-1918 |
| 152.461 | 6-1917 |
| 152.464 à 152.467 | » |
| 152.583 | 6-1915 |
| 152.588 | » |
| 152.701 à 152.710 | 6-1918 |
| 152.751 à 152.757 | » |
| 152.760 | » |
| 153.111 | 12-1917 |
| 153.146 | » |
| 153.236 | 6-1915 |
| 153.339 et 153.340 | » |
| 153.391 à 153.400 | 12-1918 |
| 153.631 et 153.632 | 12-1917 |
| 153.811 à 153.820 | 12-1911 |
| 153.821 à 153.830 | 6-1915 |
| 151.961 à 151.963 | 6-1918 |
| 151.970 | » |
| 151.991 à 155.000 | 12-1918 |
| 155.015 à 155.020 | 12-1915 |
| 155.245 | 12-1917 |
| 155.247 | » |
| 155.249 | » |
| 155.552 à 155.554 | » |
| 155.561 à 155.570 | 6-1918 |
| 156.001 et 156.002 | 12-1917 |
| 156.005 à 156.010 | » |
| 156.301 à 156.310 | 12-1918 |
| 156.481 à 156.488 | 12-1917 |
| 156.640 | 12-1916 |
| 156.845 | 6-1912 |
| 156.875 | 12-1915 |
| 156.985 à 156.990 | 5-1916 |
| 157.812 | 6-1918 |
| 157.814 | » |
| 157.816 | » |
| 157.818 à 157.820 | » |
| 158.142 à 158.144 | 6-1917 |
| 158.441 | » |
| 158.447 | » |
| 158.701 à 158.710 | 12-1918 |
| 159.835 à 159.837 | 12-1916 |
| 159.873 | 6-1917 |
| 159.875 à 159.880 | » |
| 160.051 à 160.060 | 12-1918 |
| 160.991 à 160.997 | 5-1916 |
| 161.000 | » |
| 161.001 à 161.010 | 6-1918 |
| 161.373 et 161.374 | 12-1910 |
| 161.603 et 161.604 | 6-1915 |
| 161.606 | » |
| 161.609 et 161.610 | » |
| 162.099 | 12-1915 |
| 162.102 et 162.103 | » |
| 162.110 | » |
| 162.332 et 162.333 | 6-1915 |
| 162.413 et 162.414 | 6-1911 |
| 162.821 | 6-1917 |
| 162.826 | » |
| 162.871 à 162.878 | 6-1917 |
| 162.921 à 162.926 | 6-1918 |
| 162.928 | » |
| 163.061 à 163.070 | 12-1917 |
| 163.428 à 163.430 | 12-1916 |
| 163.742 à 163.747 | 6-1917 |
| 163.750 | » |
| 164.041 à 164.044 | 12-1917 |
| 164.046 à 164.050 | » |
| 164.438 | 6-1917 |
| 164.591 à 164.600 | 12-1918 |
| 164.857 | 12-1915 |
| 164.951 à 164.962 | 12-1911 |
| 165.091 | 12-1917 |
| 165.401 à 165.407 | 5-1916 |
| 166.163 à 166.167 | » |
| 166.191 | 12-1933 |
| 166.581 | 6-1918 |
| 166.583 à 166.596 | » |
| 167.579 | 6-1917 |
| 167.641 à 167.647 | 5-1916 |
| 167.781 à 167.788 | 12-1915 |
| 167.861 à 167.868 | 5-1916 |
| 168.104 à 168.110 | » |
| 168.183 | 6-1913 |
| 168.186 | » |
| 168.511 à 168.520 | 12-1918 |
| 168.641 à 168.649 | 12-1917 |
| 168.651 et 168.652 | 12-1916 |
| 168.654 à 168.658 | » |
| 169.406 | 12-1916 |
| 169.451 à 169.460 | 12-1918 |
| 169.606 et 169.607 | 6-1913 |
| 170.151 | 12-1916 |
| 170.712 | 12-1917 |
| 170.719 | » |
| 171.257 | 12-1916 |
| 171.477 | » |
| 171.585 | 12-1915 |
| 171.821 à 171.830 | 12-1918 |
| 172.301 | 12-1914 |
| 172.828 | 5-1916 |
| 173.241 | 12-1917 |
| 173.351 à 173.360 | 12-1918 |
| 173.651 | 6-1911 |
| 173.657 à 173.659 | » |
| 173.787 et 173.788 | 12-1916 |
| 174.011 à 174.020 | 6-1918 |
| 174.221 à 174.230 | 12-1918 |
| 174.232 | 12-1917 |
| 174.240 | » |
| 174.445 | 6-1915 |
| 174.607 | 12-1912 |
| 175.152 à 175.154 | 12-1913 |
| 176.941 à 176.944 | 6-1917 |
| 177.098 et 177.099 | 12-1913 |
| 177.563 à 177.565 | 12-1917 |
| 177.568 | » |
| 178.201 à 178.210 | 12-1918 |
| 179.043 | 12-1917 |
| 179.901 | 5-1916 |
| 179.903 et 179.907 | » |
| 179.909 et 179.910 | » |
| 180.162 à 180.170 | 6-1918 |
| 180.221 | 12-1916 |
| 180.331 à 180.370 | 12-1918 |
| 180.401 à 180.410 | » |
| 180.513 | 12-1916 |
| 180.572 à 180.598 | 12-1917 |
| 180.947 et 180.948 | 12-1934 |
| 181.091 | 12-1913 |
| 181.255 à 181.260 | 12-1916 |
| 181.411 à 181.420 | 12-1918 |
| 181.961 | 6-1917 |
| 181.963 | » |
| 182.063 | 12-1916 |
| 182.548 | » |
| 182.416 | 6-1911 |
| 182.419 et 182.450 | » |
| 182.911 à 182.920 | 12-1918 |
| 183.072 | 12-1916 |
| 183.193 | 6-1918 |
| 183.196 à 183.200 | » |
| 183.371 à 183.373 | 12-1917 |
| 183.375 | » |
| 183.492 à 183.495 | 6-1918 |
| 183.497 à 183.500 | » |
| 183.563 | 12-1912 |
| 184.155 | 12-1928 |
| 184.532 | 12-1915 |
| 184.540 | » |
| 184.610 | 12-1917 |
| 184.945 à 184.950 | 6-1918 |
| 185.017 | 12-1918 |
| 185.471 à 185.480 | 12-1918 |
| 185.194 à 185.200 | 6-1917 |
| 185.524 | 5-1916 |
| 186.551 | 12-1914 |
| 186.732 | 12-1916 |
| 186.971 à 186.973 | 5-1916 |
| 187.461 et 187.462 | 12-1917 |
| 187.586 à 187.590 | 12-1913 |
| 188.071 | 6-1909 |
| 188.601 à 188.610 | 12-1918 |
| 190.389 | 5-1916 |
| 191.631 à 191.640 | 12-1913 |
| 192.611 à 192.620 | » |
| 193.281 à 193.290 | 6-1918 |
| 193.387 | 12-1916 |
| 193.391 | » |
| 193.652 | 5-1916 |
| 193.671 | » |
| 193.677 | 6-1917 |
| 193.851 | » |
| 193.871 | 6-1915 |
| 194.172 | 12-1918 |
| 194.851 à 194.854 | 6-1918 |
| 195.331 à 195.340 | 6-1917 |
| 195.403 | » |
| 195.407 à 195.416 | 6-1921 |
| 195.426 à 195.430 | 12-1914 |
| 196.131 | » |
| 196.136 | 6-1917 |
| 196.140 | 5-1916 |
| 196.421 et 196.422 | » |
| 196.424 à 196.426 | 6-1915 |
| 196.571 à 196.580 | 12-1913 |
| 196.596 | 12-1918 |
| 197.431 à 197.440 | 6-1918 |
| 197.621 à 197.623 | » |
| 198.811 à 198.813 | 12-1917 |
| 201.583 | » |
| 201.589 | 6-1917 |
| 201.801 | » |
| 201.807 | » |
| 201.809 | 12-1918 |
| 201.857 à 201.860 | 12-1916 |
| 202.198 | 6-1916 |
| 202.291 et 202.292 | 12-1918 |
| 202.401 à 202.470 | 6-1915 |
| 203.411 à 203.415 | 12-1918 |
| 204.022 à 204.028 | 12-1917 |
| 204.189 | 12-1916 |
| 204.711 à 204.713 | 12-1915 |
| 204.716 à 204.720 | » |
| 204.721 à 204.723 | 12-1916 |
| 204.882 à 204.890 | 5-1916 |
| 204.911 à 204.920 | 12-1918 |
| 205.222 à 205.224 | 5-1916 |
| 205.226 | » |
| 205.431 | 6-1918 |
| 205.433 et 205.434 | » |
| 205.440 | » |
| 205.751 à 205.760 | 12-1918 |
| 206.036 à 206.040 | 12-1917 |
| 206.101 et 206.102 | 12-1918 |
| 206.341 à 206.350 | 12-1918 |
| 206.583 à 206.590 | 12-1917 |
| 207.059 | 12-1916 |
| 207.697 à 207.700 | 6-1917 |
| 208.190 | » |
| 209.051 à 209.060 | 12-1918 |
| 209.264 | 12-1916 |
| 209.693 et 209.694 | 6-1918 |
| 209.696 | » |
| 210.171 | 12-1917 |
| 210.451 à 210.458 | » |
| 211.271 à 211.280 | 12-1918 |
| 211.851 | 12-1916 |
| 212.450 | » |
| 212.416 | 6-1914 |
| 213.121 à 213.130 | » |
| 213.791 et 213.792 | 12-1916 |
| 213.971 | 6-1918 |
| 213.973 | » |
| 213.975 à 213.980 | » |
| 214.391 à 214.400 | 12-1918 |
| 214.791 à 214.800 | » |
| 214.851 à 214.855 | » |
| 214.937 et 214.938 | 12-1917 |
| 215.241 à 215.243 | 5-1916 |
| 215.246 | 6-1917 |
| 215.249 | » |
| 215.292 à 215.300 | 6-1917 |
| 215.301 à 215.310 | 6-1918 |
| 215.341 à 215.345 | » |
| 215.347 à 215.350 | » |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 215.541 à 215.550 | 12-1948 |
| 217.081 | 6-1948 |
| 217.083 à 217.088 | » |
| 217.096 et 217.097 | » |
| 217.100 | » |
| 217.171 | 12-1946 |
| 217.173 | » |
| 217.913 | 12-1945 |
| 217.975 | 12-1948 |
| 218.056 et 218.057 | 6-1935 |
| 218.133 | 5-1946 |
| 219.372 | » |
| 220.021 à 220.023 | 6-1948 |
| 220.025 à 220.029 | » |
| 220.137 et 220.138 | 6-1945 |
| 220.281 à 220.290 | 12-1948 |
| 220.382 à 220.387 | 6-1943 |
| 220.458 à 220.460 | 12-1947 |
| 220.805 | » |
| 220.807 | » |
| 220.851 à 220.860 | 6-1948 |
| 221.209 | 6-1947 |
| 221.488 à 221.490 | 12-1947 |
| 221.981 | 12-1944 |
| 221.990 | » |
| 221.991 à 222.000 | 12-1947 |
| 222.351 à 222.360 | 12-1948 |
| 222.571 à 222.573 | 12-1947 |
| 222.576 | » |
| 222.578 | » |
| 222.661 et 222.662 | 12-1947 |
| 222.666 | » |
| 223.131 à 223.140 | 12-1948 |
| 223.313 | 12-1945 |
| 223.531 à 223.540 | 6-1948 |
| 223.681 à 223.690 | 12-1947 |
| 223.856 à 223.858 | 6-1944 |
| 224.004 | 12-1946 |
| 224.054 à 224.056 | » |
| 224.059 et 224.060 | » |
| 224.453 à 224.460 | 12-1947 |
| 224.481 à 224.490 | 12-1948 |
| 225.661 à 225.670 | » |
| 227.163 | 12-1945 |
| 227.168 et 227.169 | » |
| 227.224 et 227.225 | 12-1947 |
| 227.227 et 227.228 | » |
| 227.231 et 227.232 | 6-1948 |
| 227.235 à 227.237 | » |
| 227.471 à 227.480 | 12-1948 |
| 227.881 à 227.889 | 12-1945 |
| 228.761 à 228.770 | 12-1948 |
| 229.101 à 229.104 | 12-1947 |
| 229.110 | » |
| 229.203 et 229.204 | 12-1940 |
| 229.681 | 6-1941 |
| 230.021 à 230.030 | 6-1948 |
| 230.323 à 230.326 | 5-1946 |
| 230.381 | 12-1946 |
| 230.385 | » |
| 230.831 | 6-1947 |
| 230.968 et 230.969 | 12-1942 |
| 231.091 | 12-1946 |
| 231.441 à 231.450 | 12-1948 |
| 231.477 et 231.478 | 12-1945 |
| 231.584 | 12-1940 |
| 231.792 et 231.793 | 6-1942 |
| 231.799 et 231.800 | 6-1942 |
| 231.822 à 231.824 | 12-1941 |
| 231.826 à 231.830 | » |
| 231.831 à 231.839 | 12-1929 |
| 232.951 et 232.952 | 6-1948 |
| 232.956 à 232.960 | » |
| 234.008 et 234.009 | 12-1947 |
| 234.241 à 234.250 | 12-1948 |
| 234.719 et 234.720 | 12-1947 |
| 234.873 et 234.874 | 5-1946 |
| 235.326 et 235.327 | » |
| 235.329 | » |
| 235.473 et 235.474 | 12-1945 |
| 235.811 et 235.817 | » |
| 235.941 à 235.944 | 6-1948 |
| 235.950 | » |
| 235.991 | 6-1945 |
| 235.995 à 235.997 | » |
| 236.273 | 12-1945 |
| 237.055 | 12-1946 |
| 237.080 | 12-1924 |
| 237.691 | 12-1945 |
| 237.700 | » |
| 237.816 | 12-1941 |
| 237.899 | 12-1947 |
| 238.211 et 238.212 | 12-1942 |
| 238.628 | 5-1946 |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 238.821 à 238.825 | 12-1945 |
| 239.421 à 239.430 | 12-1948 |
| 239.921 à 239.924 | 12-1946 |
| 239.927 à 239.929 | » |
| 240.247 à 240.250 | 12-1947 |
| 240.711 à 240.713 | 6-1945 |
| 240.963 à 240.970 | 6-1947 |
| 241.045 à 241.050 | 6-1948 |
| 241.071 à 241.073 | » |
| 241.773 et 241.774 | 12-1947 |
| 241.931 à 241.939 | 6-1948 |
| 242.115 | 6-1947 |
| 242.119 | » |
| 242.597 et 242.598 | 6-1944 |
| 242.654 à 242.660 | 6-1948 |
| 243.282 | 12-1946 |
| 243.284 à 243.286 | » |
| 243.289 et 243.290 | » |
| 243.549 et 243.550 | 12-1945 |
| 244.268 et 244.269 | 12-1941 |
| 244.736 et 244.737 | 6-1948 |
| 246.791 à 246.800 | » |
| 247.041 et 247.042 | 12-1946 |
| 247.044 à 247.046 | » |
| 247.381 à 247.384 | 6-1948 |
| 247.386 à 247.395 | » |
| 248.121 à 248.130 | 12-1948 |
| 248.269 et 248.270 | 6-1935 |
| 249.821 et 249.822 | 12-1943 |
| 250.052 | 6-1948 |
| 250.055 à 250.060 | » |
| 251.071 à 251.080 | 12-1948 |
| 251.141 à 251.150 | » |
| 251.261 à 251.265 | 6-1948 |
| 251.267 | » |
| 251.270 | » |
| 251.815 à 251.819 | 6-1947 |
| 252.467 | 6-1945 |
| 252.738 à 252.740 | 12-1943 |
| 253.401 à 253.440 | 12-1948 |
| 253.955 à 253.958 | 12-1947 |
| 254.051 | 12-1945 |
| 254.057 | » |
| 254.431 à 254.440 | 12-1948 |
| 254.941 | 6-1947 |
| 255.111 à 255.113 | 12-1946 |
| 255.117 à 255.119 | » |
| 255.391 à 255.394 | 6-1947 |
| 255.399 | » |
| 255.606 | » |
| 255.608 | » |
| 255.711 à 255.720 | 6-1948 |
| 256.416 à 256.418 | 6-1920 |
| 256.520 | 6-1943 |
| 256.657 | 12-1945 |
| 256.659 | » |
| 256.706 à 256.708 | 12-1946 |
| 256.921 à 256.930 | 6-1948 |
| 257.672 à 257.674 | 12-1946 |
| 258.638 à 258.640 | 6-1948 |
| 258.711 à 258.715 | 6-1947 |
| 258.719 et 258.720 | » |
| 259.121 à 259.130 | 12-1948 |
| 259.334 | 12-1944 |
| 259.554 à 259.560 | 6-1944 |
| 259.713 à 259.716 | 12-1945 |
| 259.739 | 6-1940 |
| 259.762 | 12-1946 |
| 259.767 | » |
| 259.769 | » |
| 259.912 | 12-1943 |
| 259.941 à 259.946 | 12-1947 |
| 260.130 | 6-1948 |
| 260.261 à 260.270 | 12-1948 |
| 260.271 à 260.280 | 6-1948 |
| 260.422 | 12-1941 |
| 260.629 | 12-1946 |
| 261.165 | 12-1945 |
| 261.169 | » |
| 261.187 | 12-1940 |
| 261.391 à 261.400 | 12-1948 |
| 261.585 à 261.589 | 12-1947 |
| 261.641 à 261.650 | 12-1948 |
| 262.024 à 262.030 | 12-1945 |
| 262.071 à 262.073 | 6-1948 |
| 262.075 à 262.080 | » |
| 262.481 à 262.490 | 12-1948 |
| 263.932 et 263.933 | 6-1945 |
| 264.581 à 264.590 | 12-1948 |
| 264.721 | 6-1948 |
| 264.723 à 264.726 | » |
| 264.728 à 264.730 | » |
| 264.788 à 264.790 | 12-1944 |
| 264.816 | 6-1945 |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 265.421 à 265.430 | 6-1948 |
| 266.271 à 266.280 | 12-1948 |
| 266.391 à 266.400 | » |
| 266.881 à 266.890 | » |
| 266.945 et 266.946 | 6-1938 |
| 267.470 | 12-1943 |
| 267.811 à 267.813 | 6-1948 |
| 267.815 à 267.819 | » |
| 268.019 et 268.020 | 6-1942 |
| 268.031 à 268.038 | 12-1945 |
| 268.071 à 268.080 | 12-1948 |
| 268.153 à 268.155 | 6-1948 |
| 268.159 et 268.160 | » |
| 268.320 | 12-1945 |
| 268.371 à 268.380 | 12-1948 |
| 268.501 à 268.510 | 12-1946 |
| 268.703 | 6-1947 |
| 268.705 et 268.706 | » |
| 269.371 à 269.376 | 5-1946 |
| 269.378 à 269.380 | » |
| 269.521 | 6-1945 |
| 270.323 | 5-1946 |
| 271.221 à 271.230 | 12-1948 |
| 271.693 | 6-1943 |
| 272.511 | 6-1947 |
| 272.513 à 272.515 | » |
| 272.731 à 272.740 | 12-1943 |
| 273.471 à 273.475 | 6-1948 |
| 273.478 à 273.480 | » |
| 273.631 à 273.640 | » |
| 274.211 à 274.220 | 12-1943 |
| 274.528 à 274.530 | 12-1946 |
| 274.628 | 6-1945 |
| 275.391 à 275.400 | 12-1948 |
| 275.795 à 275.797 | 12-1941 |
| 276.191 à 276.200 | 6-1948 |
| 276.261 à 276.270 | » |
| 276.738 | 6-1947 |
| 277.056 et 277.057 | 12-1946 |
| 277.059 et 277.060 | » |
| 277.231 à 277.310 | 12-1948 |
| 277.391 à 277.400 | » |
| 277.742 à 277.750 | 6-1948 |
| 277.831 à 277.840 | 12-1948 |
| 277.841 | 6-1947 |
| 278.011 | 5-1946 |
| 279.036 et 279.037 | 12-1944 |
| 279.039 | » |
| 279.895 | » |
| 279.898 à 279.900 | » |
| 280.011 à 280.020 | 12-1948 |
| 280.593 et 280.594 | 12-1945 |
| 280.613 | 6-1942 |
| 280.731 | 12-1944 |
| 281.361 | 12-1945 |
| 281.364 | » |
| 281.366 | » |
| 281.368 | » |
| 281.370 | » |
| 282.251 à 282.260 | 12-1948 |
| 282.961 à 282.970 | » |
| 283.481 à 283.490 | » |
| 283.641 à 283.650 | » |
| 283.751 | 6-1947 |
| 284.155 | 6-1941 |
| 284.157 à 284.159 | » |
| 284.816 | 12-1946 |
| 285.075 et 285.076 | 12-1943 |
| 285.196 | 12-1945 |
| 285.422 à 285.426 | 6-1948 |
| 285.452 | 6-1945 |
| 285.711 | 6-1948 |
| 285.713 à 285.720 | » |
| 285.789 et 285.790 | 12-1944 |
| 286.151 à 286.160 | 12-1938 |
| 286.601 à 286.605 | 6-1948 |
| 286.710 | 12-1945 |
| 286.721 à 286.726 | 6-1948 |
| 286.728 à 286.730 | » |
| 286.941 à 286.950 | 12-1948 |
| 287.071 | 6-1947 |
| 287.079 | » |
| 287.496 | » |
| 287.763 | 5-1946 |
| 288.342 à 288.346 | 12-1946 |
| 288.527 à 288.530 | 12-1947 |
| 288.551 à 288.560 | 6-1943 |
| 288.721 | 12-1944 |
| 288.855 | 12-1946 |
| 289.494 | 5-1946 |
| 289.945 | 6-1944 |
| 289.947 à 289.949 | » |
| 290.833 | 12-1946 |
| 290.901 à 290.907 | 6-1947 |
| 290.909 | » |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 290.910 | 6-1947 |
| 291.511 à 291.520 | 6-1948 |
| 291.611 à 291.618 | 12-1946 |
| 292.037 | 12-1944 |
| 292.011 et 292.012 | 12-1946 |
| 292.015 à 292.019 | » |
| 292.143 | 12-1945 |
| 292.148 | » |
| 292.281 à 292.290 | 12-1948 |
| 292.322 à 292.328 | 6-1947 |
| 292.811 à 292.814 | 6-1948 |
| 292.820 | » |
| 292.913 | » |
| 293.211 | 5-1946 |
| 293.520 | » |
| 293.449 et 293.450 | 6-1948 |
| 293.599 et 293.600 | 12-1946 |
| 293.803 | 6-1936 |
| 294.252 à 294.260 | 12-1947 |
| 294.493 | 12-1943 |
| 294.496 et 294.497 | » |
| 294.691 à 294.700 | 6-1948 |
| 295.211 | 6-1945 |
| 295.101 | 6-1947 |
| 295.101 et 295.105 | » |
| 295.109 | » |
| 296.153 et 296.154 | » |
| 296.158 et 296.159 | » |
| 296.379 | 12-1943 |
| 296.411 à 296.420 | 12-1948 |
| 296.421 à 296.430 | » |
| 296.942 et 296.943 | 12-1947 |
| 296.947 | » |
| 297.131 à 297.140 | 12-1948 |
| 297.232 et 297.233 | 12-1947 |
| 297.332 et 297.333 | 12-1946 |
| 298.733 | 12-1921 |
| 298.879 | 12-1943 |
| 299.121 à 299.130 | 6-1948 |
| 299.463 et 299.464 | 12-1931 |
| 299.851 à 299.860 | 12-1948 |
| 300.280 | 6-1945 |
| 300.516 | 6-1939 |
| 300.694 à 300.700 | 12-1947 |
| 300.841 à 300.848 | 6-1947 |
| 301.061 à 301.065 | 5-1946 |
| 301.781 à 301.790 | 6-1948 |
| 301.911 | » |
| 301.918 et 301.919 | » |
| 302.183 et 302.184 | 12-1939 |
| 302.231 à 302.237 | 6-1948 |
| 302.301 et 302.302 | 12-1946 |
| 303.354 | » |
| 303.353 à 303.357 | » |
| 304.151 à 304.160 | 12-1943 |
| 304.561 à 304.566 | 6-1947 |
| 305.041 | 12-1946 |
| 305.046 à 305.050 | » |
| 305.099 et 305.100 | 12-1947 |
| 305.321 et 305.322 | 6-1947 |
| 305.330 | » |
| 305.649 | 12-1946 |
| 305.696 à 305.698 | » |
| 306.039 | 5-1946 |
| 306.072 à 306.075 | 12-1945 |
| 306.341 à 306.343 | 6-1947 |
| 306.347 et 306.348 | » |
| 306.350 | » |
| 306.576 et 306.577 | 12-1946 |
| 306.631 | 6-1948 |
| 306.633 à 306.640 | » |
| 307.091 et 307.092 | 6-1940 |
| 307.331 à 307.333 | 6-1945 |
| 307.361 à 307.364 | 6-1948 |
| 307.367 | » |
| 307.369 | » |
| 307.804 à 307.810 | 6-1947 |
| 308.321 à 308.330 | 12-1948 |
| 308.471 à 308.480 | 6-1948 |
| 308.651 à 308.660 | 12-1948 |
| 308.664 | 12-1946 |
| 308.671 | 6-1948 |
| 308.673 à 308.680 | » |
| 309.281 | 5-1946 |
| 309.284 à 309.290 | » |
| 309.501 à 309.510 | 12-1948 |
| 309.951 à 309.960 | » |
| 310.478 | 12-1943 |
| 310.620 | » |
| 310.837 et 310.838 | 12-1947 |
| 311.016 et 311.017 | 12-1945 |
| 311.082 et 311.083 | 6-1947 |
| 311.466 | 12-1947 |
| 311.471 | 6-1947 |
| 311.480 | » |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 311.831 | 6-1948 |
| 311.840 | » |
| 312.498 | 5-1946 |
| 312.213 | 6-1945 |
| 312.241 à 312.246 | 5-1946 |
| 312.298 | 6-1947 |
| 312.350 | 6-1944 |
| 312.331 et 312.332 | 5-1946 |
| 312.798 | 6-1947 |
| 312.861 | 12-1946 |
| 312.988 | » |
| 313.135 | 12-1947 |
| 313.128 à 313.140 | » |
| 313.241 à 313.246 | 6-1947 |
| 313.299 | » |
| 313.538 à 313.560 | 6-1929 |
| 313.802 | 6-1945 |
| 313.805 et 313.806 | » |
| 314.148 | 6-1944 |
| 314.502 à 314.508 | 12-1946 |
| 314.584 | » |
| 315.259 | 6-1943 |
| 315.782 | 12-1945 |
| 315.811 | 12-1942 |
| 316.084 à 316.090 | 12-1948 |
| 316.241 à 316.243 | 6-1943 |
| 316.793 à 316.795 | 12-1945 |
| 317.861 à 317.870 | 6-1948 |
| 318.004 | 5-1946 |
| 318.286 et 318.287 | 6-1947 |
| 318.511 à 318.520 | 12-1948 |
| 318.787 à 318.789 | 12-1945 |
| 319.021 à 319.030 | 12-1948 |
| 319.491 et 319.495 | 12-1947 |
| 319.401 à 319.410 | 12-1948 |
| 319.531 à 319.540 | » |
| 319.667 | 5-1946 |
| 319.670 | » |
| 319.726 | 12-1940 |
| 319.866 et 319.867 | 5-1946 |
| 320.113 | 6-1943 |
| 320.211 à 320.216 | 12-1947 |
| 320.230 | » |
| 320.231 | 12-1946 |
| 320.551 à 320.560 | 12-1948 |
| 320.621 | 6-1948 |
| 320.629 et 320.630 | » |
| 320.980 | 5-1946 |
| 321.211 à 321.220 | 12-1948 |
| 322.411 et 322.412 | 6-1948 |
| 322.414 et 322.415 | » |
| 322.420 | » |
| 322.562 à 322.561 | 12-1947 |
| 322.857 et 322.858 | 6-1944 |
| 322.860 | » |
| 323.154 à 323.156 | 6-1947 |
| 323.160 | » |
| 323.230 | 6-1945 |
| 323.415 | 12-1942 |
| 323.417 | » |
| 323.864 | 12-1947 |
| 323.866 à 323.870 | » |
| 324.211 à 324.220 | 12-1948 |
| 324.351 à 324.353 | 5-1946 |
| 324.356 et 324.357 | » |
| 324.691 à 324.693 | 6-1947 |
| 324.695 à 324.697 | » |
| 324.749 et 324.750 | 12-1946 |
| 324.791 à 324.794 | 6-1948 |
| 324.797 à 324.800 | » |
| 324.809 et 324.810 | 12-1942 |
| 324.889 | 6-1943 |
| 325.051 à 325.060 | 12-1948 |
| 325.201 à 325.210 | » |
| 325.211 | 12-1946 |
| 325.319 | 6-1947 |
| 325.543 et 325.544 | 5-1946 |
| 325.548 | » |
| 326.711 | 12-1947 |
| 326.716 et 326.717 | » |
| 326.886 | 5-1946 |
| 326.889 | » |
| 326.960 | 6-1947 |
| 327.425 | » |
| 327.671 à 327.680 | 12-1948 |
| 328.501 à 328.510 | » |
| 330.071 | 12-1943 |
| 330.102 | 6-1947 |
| 330.107 et 330.108 | » |
| 330.681 à 330.683 | 12-1946 |
| 330.971 et 330.972 | 5-1946 |
| 330.975 et 330.976 | » |
| 332.049 | 6-1942 |
| 332.560 | 12-1944 |

| NUMÉROS | DATES des tirages. |
|---|---|
| 332.594 | 12-1946 |
| 332.596 et 332.597 | » |
| 332.611 à 332.613 | » |
| 332.618 à 332.620 | » |
| 332.631 | 12-1944 |
| 332.638 à 332.640 | » |
| 332.994 à 332.996 | » |
| 333.431 | 6-1945 |
| 333.433 | » |
| 333.507 | 12-1941 |
| 333.509 | » |
| 333.961 à 333.970 | 6-1948 |
| 334.183 à 334.185 | 12-1945 |
| 334.898 à 334.900 | 5-1946 |
| 335.091 à 335.100 | 12-1948 |
| 335.832 à 335.834 | 6-1948 |
| 335.836 à 335.840 | » |
| 336.040 | 6-1943 |
| 336.081 | 6-1948 |
| 336.084 à 336.086 | » |
| 336.089 et 336.090 | » |
| 336.791 à 336.797 | » |
| 336.799 et 336.800 | » |
| 336.951 à 336.960 | 12-1948 |
| 337.006 à 337.008 | 6-1948 |
| 337.010 | » |
| 337.082 et 337.083 | 6-1947 |
| 337.087 à 337.089 | » |
| 337.101 à 337.110 | 6-1948 |
| 337.131 à 337.137 | 5-1946 |
| 337.421 | 6-1945 |
| 337.423 et 337.424 | » |
| 337.631 à 337.637 | 6-1948 |
| 337.640 | » |
| 337.791 | 6-1938 |
| 337.846 et 337.847 | 6-1943 |
| 338.131 à 338.140 | 12-1945 |
| 338.302 à 338.308 | 5-1946 |
| 338.689 | 12-1940 |
| 338.692 | 5-1946 |
| 338.698 à 338.700 | » |
| 338.747 à 338.750 | 12-1947 |
| 338.980 | 6-1945 |
| 339.021 à 339.028 | 6-1943 |
| 339.273 | 12-1944 |
| 339.481 à 339.490 | 6-1948 |
| 339.711 à 339.720 | 12-1948 |
| 339.721 à 339.730 | » |
| 339.881 | 12-1947 |
| 339.887 à 339.890 | » |
| 340.127 à 340.130 | 12-1941 |
| 340.286 | 6-1935 |
| 340.983 | 12-1935 |
| 341.866 à 341.870 | 6-1948 |
| 343.313 à 343.315 | 12-1939 |
| 343.471 à 343.480 | 6-1947 |
| 344.461 | 12-1945 |
| 345.535 | 12-1947 |
| 345.537 et 345.538 | » |
| 345.540 | » |
| 345.741 à 345.746 | 6-1947 |
| 346.141 à 346.150 | 12-1948 |
| 346.441 | 12-1947 |
| 346.450 | » |
| 346.601 à 346.604 | 12-1945 |
| 346.607 | » |
| 346.710 | » |
| 346.981 et 346.982 | 12-1946 |
| 347.593 | 6-1944 |
| 347.978 à 347.980 | 6-1948 |
| 348.118 | 6-1944 |
| 348.911 à 348.914 | 12-1947 |
| 348.946 | » |
| 348.949 | » |
| 348.973 | 12-1940 |
| 349.231 | 6-1945 |
| 349.384 à 349.389 | 12-1946 |
| 349.431 | 6-1923 |
| 349.611 à 349.620 | 12-1948 |
| 350.591 à 350.600 | » |
| 350.951 | 6-1947 |
| 350.959 et 350.960 | » |
| 351.161 à 351.170 | 12-1948 |
| 351.476 à 351.479 | 12-1946 |
| 351.591 à 351.600 | 6-1948 |
| 351.920 | 12-1945 |
| 352.313 | 12-1947 |
| 353.122 et 353.123 | 12-1944 |
| 353.691 à 353.695 | 6-1945 |
| 353.831 et 353.832 | 6-1945 |
| 353.837 et 353.838 | » |
| 354.041 à 354.046 | 6-1938 |
| 354.221 | 12-1946 |
| 354.228 | » |
| 354.230 | » |
| 354.291 à 354.300 | 12-1948 |
| 354.381 et 354.382 | 6-1948 |
| 354.284 à 354.300 | » |
| 354.421 à 354.430 | 12-1948 |
| 354.981 | 12-1942 |
| 355.165 et 355.166 | 6-1945 |
| 355.851 à 355.860 | 12-1948 |
| 355.881 à 355.883 | 6-1948 |
| 355.885 à 355.887 | » |
| 355.889 et 355.890 | » |
| 356.481 à 356.420 | 12-1948 |
| 356.551 à 356.553 | 6-1948 |
| 356.555 | » |
| 356.557 à 356.560 | » |
| 356.993 à 356.995 | 6-1945 |
| 356.999 | » |
| 357.215 | 6-1939 |
| 357.282 à 357.287 | 6-1948 |
| 357.289 | » |
| 358.411 et 358.412 | 6-1945 |
| 358.417 | » |
| 358.456 à 358.458 | 12-1944 |
| 358.460 | » |
| 358.522 | 12-1947 |
| 358.525 | » |
| 358.530 | » |
| 358.641 et 358.642 | 6-1948 |
| 358.644 à 358.646 | 6-1948 |
| 358.648 à 358.650 | » |
| 358.810 | 12-1942 |
| 359.147 et 359.148 | 12-1945 |
| 359.201 à 359.203 | 6-1947 |
| 359.206 et 359.207 | » |
| 359.456 et 359.457 | » |
| 359.624 à 359.627 | 6-1943 |
| 359.722 à 359.724 | 6-1948 |
| 359.728 à 359.730 | » |
| 359.871 et 359.872 | 6-1947 |
| 359.877 et 359.878 | » |
| 360.001 à 360.010 | 12-1948 |
| 360.143 | 6-1945 |
| 360.150 | » |
| 360.237 | 5-1946 |
| 360.239 | » |
| 361.791 à 361.794 | 6-1945 |
| 361.797 et 361.798 | » |
| 361.800 | » |
| 361.831 | 12-1947 |
| 362.131 à 362.140 | 12-1948 |
| 362.221 à 362.224 | 12-1943 |
| 362.338 et 362.339 | 6-1942 |
| 363.258 | 6-1943 |
| 363.673 à 363.680 | 6-1948 |
| 363.877 à 363.880 | 12-1946 |
| 364.371 à 364.380 | 12-1948 |
| 364.455 | 12-1944 |
| 364.501 à 364.510 | 12-1948 |
| 364.961 et 364.962 | 12-1946 |
| 365.068 | 6-1941 |
| 365.070 | » |
| 365.271 à 365.275 | 12-1947 |
| 365.279 | » |
| 365.291 | 6-1947 |
| 365.300 | » |
| 365.401 à 365.410 | 12-1948 |
| 365.411 à 365.413 | 12-1947 |
| 365.486 à 365.488 | 6-1947 |
| 365.905 | 12-1945 |
| 365.907 et 365.908 | » |
| 367.111 à 367.120 | 12-1948 |
| 367.323 | 12-1939 |
| 367.441 à 367.450 | 6-1948 |
| 367.921 et 367.925 | 12-1939 |
| 368.148 à 368.150 | 12-1946 |
| 368.211 à 368.220 | 12-1948 |
| 368.831 à 368.840 | » |
| 368.911 et 368.912 | 12-1946 |
| 369.051 à 369.054 | 6-1942 |
| 369.061 et 369.062 | 12-1943 |
| 369.501 à 369.510 | 12-1948 |
| 369.871 à 369.873 | 6-1948 |
| 369.875 et 369.876 | » |
| 369.879 et 369.880 | » |
| 370.341 à 370.343 | 6-1947 |
| 371.101 à 371.110 | » |
| 371.291 à 371.300 | 12-1948 |
| 371.898 à 371.900 | 12-1947 |
| 372.030 | 5-1946 |
| 372.528 | 6-1947 |
| 372.658 | 6-1938 |
| 372.851 à 372.853 | 12-1946 |
| 372.860 | » |
| 373.475 | 12-1947 |
| 373.477 à 373.480 | » |
| 373.918 et 373.919 | 12-1942 |
| 374.098 et 374.099 | 12-1938 |
| 374.508 | 12-1946 |
| 374.707 | 12-1943 |
| 374.824 | 6-1944 |
| 374.830 | » |
| 374.813 à 374.815 | 6-1939 |
| 374.871 à 374.880 | 12-1948 |
| 375.452 | 12-1940 |
| 376.121 à 376.124 | 12-1946 |
| 376.126 à 376.130 | » |
| 376.194 et 376.195 | 6-1945 |
| 376.241 | 6-1939 |
| 376.311 à 376.320 | 12-1947 |
| 376.402 à 376.405 | » |
| 376.631 | 12-1945 |
| 376.634 à 376.637 | » |
| 377.061 à 377.068 | 12-1947 |
| 377.421 et 377.422 | » |
| 377.429 | » |
| 377.894 | 6-1947 |
| 377.895 à 377.898 | » |
| 378.007 à 378.010 | 5-1946 |
| 378.024 | 12-1946 |
| 378.026 | » |
| 378.030 | » |
| 378.122 | 12-1945 |
| 378.126 | » |
| 378.128 et 378.129 | » |
| 378.291 à 378.293 | 6-1948 |
| 378.295 à 378.298 | » |
| 378.424 à 378.426 | 6-1941 |
| 378.738 et 378.739 | 12-1947 |
| 379.131 et 379.132 | 5-1946 |
| 379.151 à 379.160 | 12-1948 |
| 379.258 | 12-1944 |
| 379.891 à 379.900 | 5-1946 |
| 379.928 à 379.930 | 6-1947 |
| 380.207 et 380.208 | 12-1945 |
| 380.399 et 380.400 | 6-1945 |
| 380.431 | » |
| 380.434 | » |
| 380.912 à 380.915 | 12-1947 |
| 380.918 | » |
| 380.920 | » |
| 380.922 et 380.923 | 6-1947 |
| 380.985 | 6-1940 |
| 381.455 et 381.456 | 6-1948 |
| 381.505 à 381.510 | 12-1944 |
| 381.571 | 12-1941 |
| 381.662 | 5-1946 |
| 381.668 à 381.670 | » |
| 381.971 à 381.972 | 6-1948 |
| 381.976 à 381.979 | » |
| 382.111 à 382.114 | 6-1947 |
| 382.117 | 6-1938 |
| 382.721 à 382.730 | » |
| 382.834 et 382.835 | » |
| 382.878 | 12-1947 |
| 382.986 à 382.990 | » |
| 383.001 à 383.010 | 12-1942 |
| 383.101 à 383.110 | 12-1938 |
| 383.204 | 12-1946 |
| 383.281 à 383.280 | 12-1943 |
| 383.382 à 383.385 | 6-1944 |
| 383.543 | » |
| 383.545 | » |
| 383.548 et 383.549 | » |
| 383.688 à 383.690 | » |
| 383.896 | 5-1946 |
| 384.052 à 384.056 | 12-1946 |
| 384.058 à 384.060 | » |
| 385.171 à 385.180 | 12-1948 |
| 385.196 | 6-1944 |
| 385.199 | » |
| 385.231 à 385.235 | 6-1944 |
| 385.237 à 385.239 | » |
| 385.436 à 385.438 | 6-1947 |
| 385.548 | 12-1946 |
| 385.697 à 385.699 | 12-1944 |
| 386.121 à 386.126 | 12-1946 |
| 386.128 à 386.130 | » |
| 386.319 | 12-1948 |
| 386.551 à 386.557 | 6-1947 |
| 386.703 | 12-1942 |
| 386.705 et 386.706 | » |
| 386.709 et 386.710 | » |
| 387.106 à 387.110 | 6-1948 |
| 388.071 à 388.080 | 12-1946 |
| 388.521 à 388.530 | 6-1946 |
| 388.661 et 388.665 | 6-1944 |
| 388.701 | 12-1947 |
| 388.706 | » |
| 388.710 | » |
| 388.781 à 388.790 | 12-1948 |
| 389.231 à 389.240 | » |
| 390.303 | 12-1942 |
| 390.309 | » |
| 390.320 | 12-1942 |
| 390.446 et 390.447 | » |
| 390.461 et 390.465 | 6-1946 |
| 390.961 à 390.966 | 12-1947 |
| 390.969 | » |
| 391.521 à 391.530 | 12-1947 |
| 392.606 | 12-1946 |
| 392.812 | 12-1947 |
| 392.982 | 6-1948 |
| 393.196 | 12-1948 |
| 394.201 à 394.201 | 12-1946 |
| 394.441 et 394.442 | 12-1947 |
| 394.990 | 12-1942 |
| 395.021 et 395.025 | 12-1947 |
| 395.200 | 6-1948 |
| 395.601 à 395.610 | » |

## Etablissements Berjonneau-Jacqueau

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 21.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 4, RUE LESAGE-MAILLE, CAUDEBEC-LES-ELBEUF (SEINE-INFÉRIEURE)

R. C.: Elbeuf n° 4267.

*Obligations 4 1/4 0/0 1944 de 2.000 F.*

### Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 101 obligations 4 1/4 0/0 1944 à amortir au 1er février 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

### Numéro du titre sorti au tirage antérieur et non encore présenté au remboursement.

*Remboursement 1945.*

2.547.

Les amortissements des années 1946, 1947 et 1948 ont été couverts par rachats en Bourse.

## Anciens établissements Siégel et Stockman réunis

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 35.872.000 F

SIÈGE SOCIAL: 78 ET 80, RUE OBERLIN, PARIS

R. C.: Seine n° 52837.

*Obligations 4 1/2 0/0 1944 de 2.000 F.*

### Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée, lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 107 obligations 4 1/2 0/0 1944 à amortir au 1er mars 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

### Liste des titres sortis au tirage antérieur et non encore présentés au remboursement.

*Remboursement 1er mars 1945.*

1.634 2.014 2.096 2.113 3.213

Les amortissements des années 1946, 1947 et 1948 ont été couverts par rachats en Bourse.

## GRANDE BRASSERIE ARDENNAISE

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 20 MILLIONS DE FRANCS

PLACE VOLTAIRE, SEDAN (ARDENNES)

Registre du commerce: 2759.

### Obligations 4,25 0/0 1943.

La Grande brasserie ardennaise usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4,25 p. 100 1943 de 2.000 F, a procédé à l'amortissement de ces obligations par rachat et informe les porteurs que, par conséquent, le tirage prévu pour l'amortissement du 1er mars 1949 n'aura pas lieu.

### Numéros des titres non remboursés des tirages précédents.

*Tirage du 1er mars 1944.*

4.116

*Tirage du 1er mars 1945.*

132

# COMPAGNIE GENERALE FRANÇAISE DE TRAMWAYS

3, RUE MONCEY, A PARIS

Registre du commerce: Seine, n° 50311.

**Obligations 4 0/0 1906, 1908, 1911 et 1917 sorties au tirage du 1er décembre 1948, remboursables à partir du 1er janvier 1949.**

Numéros des 1.020 obligations de la 1re série sorties au 81e tirage, remboursables à 500 F.
Numéros des 250 obligations de la 2e série sorties au 80e tirage, remboursables à 491 F.
Numéros des 260 obligations de la 3e série sorties au 75e tirage, remboursables à 491 F.
Numéros des 260 obligations de la 4e série sorties au 69e tirage, remboursables à 461,30 F.

Et des obligations restant à rembourser sur les tirages précédents.

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | OBLIGATIONS DE LA 1re SÉRIE | | | | | | |
| 131 et 132 | 7-1947 | 5.185 | 1-1945 | 10.012 | 7-1944 | 16.748 et 16.749 | 7-1947 | 21.012 à 21.014 | 7-1947 |
| 134 et 135 | » | 5.317 | 7-1942 | 10.018 | » | 16.813 | 1-1945 | 21.047 et 21.048 | » |
| 140 | » | 5.376 et 5.377 | 7-1947 | 10.081 à 10.083 | 1-1948 | 16.817 | » | 21.050 | » |
| 263 | 1-1944 | 5.441 | » | 10.089 et 10.090 | » | 16.950 | 7-1945 | 21.261 à 21.269 | 1-1948 |
| 581 à 590 | 1-1949 | 5.444 | » | 10.341 | 7-1948 | 17.001 à 17.010 | 1-1949 | 21.351 | 7-1946 |
| 672 | 7-1940 | 5.514 | » | 10.343 à 10.347 | » | 17.041 et 17.042 | 7-1947 | 21.353 | » |
| 794 à 796 | 7-1945 | 5.831 à 5.840 | 1-1949 | 10.350 | » | 17.048 à 17.050 | » | 21.356 | » |
| 799 | » | 5.891 | 1-1947 | 10.549 | 1-1940 | 17.111 et 17.112 | 7-1937 | 21.381 à 21.390 | » |
| 867 à 870 | 1-1948 | 5.971 à 5.980 | 1-1946 | 10.771 à 10.780 | 7-1948 | 17.227 à 17.230 | 7-1947 | 21.391 à 21.400 | 1-1949 |
| 891 à 898 | 7-1948 | 5.981 | 1-1947 | 11.099 à 11.100 | 1-1948 | 17.251 à 17.254 | 7-1948 | 21.529 | 7-1945 |
| 900 | » | 5.985 à 5.989 | » | 11.161 à 11.163 | » | 17.256 à 17.260 | » | 21.561 | 1-945 |
| 1.211 à 1.220 | » | 6.002 | 7-1946 | 11.165 | » | 17.361 à 17.367 | 1-1947 | 21.566 | » |
| 1.271 à 1.273 | 1-1947 | 6.031 | 1-1947 | 11.381 et 11.382 | 7-1946 | 17.370 | » | 21.661 à 21.670 | 1-1949 |
| 1.433 et 1.434 | 7-1944 | 6.511 à 6.514 | » | 11.384 à 11.387 | » | 17.389 | 1-1944 | 21.800 | 1-1948 |
| 1.581 à 1.589 | 1-1947 | 6.518 à 6.520 | » | 11.390 | » | 17.442 à 17.444 | 7-1946 | 21.821 à 21.830 | » |
| 1.611 | 7-1946 | 6.693 | 1-1945 | 11.391 à 11.400 | 1-1948 | 17.448 | » | 21.877 | 7-1941 |
| 1.614 | » | 6.741 à 6.750 | 1-1949 | 11.441 | 7-1947 | 17.450 | » | 21.961 à 21.970 | 1-1949 |
| 1.631 | 7-1948 | 6.751 à 6.760 | 1-1945 | 11.443 à 11.450 | » | 17.451 | » | 21.973 et 21.974 | 1-1947 |
| 1.637 à 1.639 | » | 6.761 et 6.762 | 7-1947 | 11.671 à 11.680 | 1-1949 | 17.455 à 17.460 | » | 21.978 | » |
| 1.716 et 1.747 | 7-1928 | 6.764 et 6.765 | » | 11.951 à 11.953 | 7-1948 | 17.531 à 17.540 | 1-1949 | 22.051 | 7-1945 |
| 1.858 | 7-1944 | 6.768 à 6.770 | » | 11.955 | » | 17.563 à 17.565 | 7-1947 | 22.078 | » |
| 1.912 à 1.918 | 7-1947 | 6.923 | 7-1945 | 11.957 à 11.960 | » | 17.568 à 17.570 | » | 22.139 et 22.140 | 1-1945 |
| 1.971 et 1.972 | 7-1945 | 6.926 à 6.928 | » | 12.003 | 7-1945 | 17.741 | 1-1947 | 22.162 | 1-1948 |
| 1.978 | » | 6.933 et 6.934 | 1-1946 | 12.005 | » | 17.743 à 17.748 | » | 22.164 | » |
| 2.171 à 2.179 | 7-1948 | 6.955 | 7-1942 | 12.032 à 12.040 | 7-1948 | 17.750 | » | 22.506 à 22.509 | 7-1946 |
| 2.252 | 7-1947 | 6.969 | 7-1941 | 12.091 et 12.092 | 1-1946 | 17.853 et 17.854 | 7-1944 | 22.589 | » |
| 2.255 et 2.256 | » | 7.007 | 7-1946 | 12.213 et 12.214 | 7-1947 | 17.951 à 17.956 | 7-1947 | 22.678 | 1-1945 |
| 2.258 et 2.259 | » | 7.081 à 7.085 | » | 12.321 à 12.330 | 1-1947 | 18.081 à 18.086 | 7-1946 | 22.771 | 1-1947 |
| 2.397 | 1-1948 | 7.099 | » | 12.941 à 12.950 | 1-1949 | 18.090 | » | 22.791 à 22.800 | 1-1946 |
| 2.511 | 7-1945 | 7.171 à 7.174 | 1-1948 | 13.011 et 13.012 | 7-1948 | 18.551 à 18.560 | 1-1949 | 22.951 à 22.958 | 1-1947 |
| 2.575 et 2.576 | 1-1948 | 7.176 à 7.180 | » | 13.020 | » | 18.811 à 18.820 | 7-1948 | 23.001 à 23.003 | 7-1946 |
| 2.580 | » | 7.214 à 7.216 | » | 13.161 à 13.169 | 7-1935 | 19.231 à 19.240 | 1-1949 | 23.005 à 23.007 | » |
| 2.762 | 7-1947 | 7.219 | » | 13.191 à 13.194 | 1-1945 | 19.291 et 19.292 | 1-1947 | 23.009 et 23.010 | » |
| 2.769 et 2.770 | » | 7.241 à 7.250 | 1-1949 | 13.222 à 13.224 | 7-1946 | 19.298 à 19.300 | 1-1947 | 23.142 | 1-1946 |
| 2.973 | 7-1948 | 7.263 à 7.268 | 1-1946 | 13.230 | » | 19.391 | 7-1945 | 23.150 | » |
| 2.976 à 2.980 | » | 7.283 | 7-1941 | 13.281 à 13.283 | 1-1947 | 19.394 | » | 23.371 à 23.379 | 7-1948 |
| 3.001 à 3.004 | » | 7.316 | 7-1948 | 13.285 à 13.287 | » | 19.396 à 19.400 | » | 23.453 et 23.454 | 1-1947 |
| 3.007 à 3.010 | » | 7.318 | » | 13.351 à 13.360 | 1-1949 | 19.482 | 7-1946 | 23.456 à 23.458 | » |
| 3.051 à 3.060 | 1-1948 | 7.320 | » | 13.501 à 13.510 | » | 19.486 et 19.487 | » | 23.571 | 1-1948 |
| 3.105 | 1-1945 | 7.359 | 1-1947 | 13.511 et 13.512 | 1-1948 | 19.490 | » | 23.577 | » |
| 3.751 à 3.760 | 7-1948 | 7.512 | » | 13.514 à 13.519 | » | 19.658 | 7-1944 | 23.580 | » |
| 3.765 et 3.766 | 7-1945 | 7.516 à 7.519 | » | 13.541 à 13.543 | 7-1945 | 19.601 à 19.610 | 7-1948 | 23.581 à 23.583 | 7-1947 |
| 3.853 | 7-1947 | 7.731 à 7.740 | 1-1949 | 13.751 | 1-1947 | 19.761 et 19.765 | 1-1946 | 23.621 à 23.624 | » |
| 3.856 à 3.858 | » | 7.981 à 7.990 | 7-1948 | 13.754 à 13.759 | » | 19.770 | » | 23.629 et 23.630 | » |
| 3.871 à 3.877 | 1-1948 | 7.995 | 1-1943 | 13.971 à 13.980 | 7-1948 | 19.804 | » | 23.691 | 1-1946 |
| 3.923 | » | 8.001 à 8.010 | 7-1948 | 14.057 | 7-1946 | 19.808 | » | 23.695 et 23.694 | » |
| 3.926 | » | 8.063 et 8.064 | 1-1948 | 14.121 à 14.129 | 7-1948 | 19.872 | 1-1942 | 23.696 | » |
| 3.928 | » | 8.067 à 8.070 | » | 14.311 à 14.320 | 1-1949 | 19.963 à 19.970 | 7-1945 | 23.792 | 1-1945 |
| 4.021 et 4.022 | 7-1945 | 8.090 | 1-1947 | 14.464 à 14.468 | 7-1948 | 20.053 à 20.056 | 1-1947 | 23.911 à 23.917 | 1-1947 |
| 4.041 à 4.043 | 7-1948 | 8.371 | 1-1946 | 14.571 à 14.580 | 1-1949 | 20.122 | 7-1947 | 23.920 | » |
| 4.045 à 4.050 | » | 8.373 | » | 14.621 à 14.630 | 7-1948 | 20.125 et 20.126 | » | 23.976 à 23.978 | 7-1945 |
| 4.168 à 4.170 | 7-1946 | 8.376 | » | 14.831 | 7-1946 | 20.128 | » | 24.083 à 24.086 | 1-1947 |
| 4.216 | 7-1947 | 8.378 | » | 14.835 à 14.837 | » | 20.130 | » | 24.089 | » |
| 4.218 à 4.220 | » | 8.381 à 8.387 | 7-1948 | 15.072 et 15.073 | 1-1945 | 20.141 à 20.148 | 7-1948 | 24.313 | 7-1946 |
| 4.246 à 4.250 | 1-1943 | 8.416 et 8.417 | 1-1948 | 15.211 à 15.213 | 1-1948 | 20.150 | » | 24.317 à 24.320 | » |
| 4.311 à 4.320 | 1-1949 | 8.419 et 8.420 | » | 15.215 | » | 20.267 et 20.268 | 7-1947 | 24.459 | 7-1941 |
| 4.331 | 7-1946 | 8.551 à 8.560 | 1-1949 | 15.483 et 15.484 | 1-1946 | 20.312 à 20.320 | 1-1943 | 24.621 à 24.630 | 1-1948 |
| 4.339 | » | 8.563 | 1-1945 | 15.527 | 7-1946 | 20.339 et 20.340 | 1-1947 | 25.111 à 25.120 | 1-1949 |
| 4.522 à 4.524 | 1-1947 | 8.566 | » | 15.631 | 1-1947 | 20.404 à 20.410 | 1-1946 | 25.153 | 1-1947 |
| 4.529 et 4.530 | » | 8.951 à 8.954 | 7-1948 | 15.633 et 15.634 | » | 20.423 à 20.428 | 7-1947 | 25.361 à 25.370 | 7-1948 |
| 4.541 à 4.548 | 7-1948 | 8.956 | 7-1948 | 15.832 à 15.840 | 1-1948 | 20.497 à 20.500 | 7-1946 | 26.013 | 7-1941 |
| 4.569 et 4.570 | 1-1947 | 8.958 à 8.960 | » | 15.921 | 7-1947 | 20.536 et 20.537 | » | 26.068 | 7-1945 |
| 4.623 et 4.624 | 7-1946 | 9.031 et 9.032 | 7-1947 | 16.112 | 7-1942 | 20.541 à 20.550 | 1-1949 | 26.111 à 26.120 | 1-1949 |
| 4.627 | » | 9.035 et 9.036 | » | 16.181 à 16.190 | 1-1949 | 20.551 | 7-1945 | 26.212 et 26.213 | 1-1948 |
| 4.631 à 4.640 | 1-1949 | 9.038 | » | 16.331 à 16.337 | 7-1947 | 20.691 à 20.695 | 1-1947 | 26.217 | » |
| 4.708 | 1-1939 | 9.040 | » | 16.371 | 7-1946 | 20.697 à 20.699 | » | 26.219 et 26.220 | » |
| 4.745 | 7-1939 | 9.051 à 9.060 | 1-1949 | 16.373 | » | 20.861 et 20.862 | 7-1945 | 26.231 | 1-1946 |
| 4.772 à 4.774 | 7-1945 | 9.171 à 9.176 | 1-1948 | 16.378 et 16.379 | » | 20.866 | » | 26.233 à 26.235 | » |
| 4.831 à 4.840 | 1-1949 | 9.254 à 9.256 | 7-1947 | 16.461 | 7-1948 | 20.870 | » | 26.401 à 26.410 | 1-1949 |
| 4.841 à 4.845 | 7-1948 | 9.260 | » | 16.461 à 16.470 | » | 20.957 et 20.958 | » | 26.423 | 1-1945 |
| 4.847 à 4.850 | » | 9.431 et 9.432 | 7-1946 | 16.481 à 16.484 | » | 20.962 | 7-1946 | 26.481 à 26.489 | 7-1948 |
| 4.967 et 4.968 | 7-1940 | 9.486 à 9.490 | 7-1947 | 16.491 à 16.500 | 1-1949 | 20.966 à 20.968 | » | 26.752 | 1-1948 |
| 5.041 et 5.042 | 7-1948 | 9.516 et 9.517 | 1-1944 | 16.598 | 1-1947 | 20.994 à 20.996 | 7-1947 | 26.755 à 26.758 | » |
| 5.045 à 5.049 | » | 9.701 à 9.710 | 1-1949 | 16.741 à 16.745 | 7-1947 | 21.000 | » | 26.799 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 26.784 | 1-1948 |
| 26.784 à 26.786 | » |
| 26.788 à 26.790 | » |
| 26.821 et 26.822 | » |
| 26.824 et 26.825 | » |
| 26.828 à 26.833 | » |
| 26.871 à 26.880 | 1-1949 |
| 26.916 et 26.917 | 1-1947 |
| 26.919 et 26.929 | » |
| 27.091 à 27.100 | 7-1948 |
| 27.211 à 27.211 | 7-1947 |
| 27.263 | 1-1945 |
| 27.266 et 27.267 | » |
| 27.301 | 7-1948 |
| 27.303 à 27.308 | » |
| 27.731 à 27.735 | 1-1944 |
| 27.751 à 27.760 | 7-1947 |
| 27.873 | 7-1944 |
| 27.901 à 27.908 | 7-1948 |
| 28.079 | 7-1943 |
| 28.161 | 7-1947 |
| 28.166 | » |
| 28.169 et 28.170 | » |
| 28.421 à 28.424 | 1-1946 |
| 28.426 | » |
| 28.428 | » |
| 28.430 | » |
| 28.611 à 28.620 | 1-1949 |
| 28.989 | 1-1943 |
| 29.008 à 29.010 | 7-1940 |
| 29.031 à 29.040 | 7-1948 |
| 29.185 | 1-1948 |
| 29.189 et 29.190 | » |
| 29.292 à 29.295 | » |
| 29.298 à 29.300 | » |
| 29.304 | 7-1947 |
| 29.405 | 1-1945 |
| 29.554 à 29.560 | 1-1948 |
| 29.858 à 29.860 | 7-1945 |
| 30.266 à 30.270 | 1-1948 |
| 30.366 à 30.370 | 7-1946 |
| 30.411 à 30.420 | 1-1949 |
| 30.541 à 30.543 | 7-1947 |
| 30.568 et 30.569 | 7-1944 |
| 30.601 à 30.610 | 1-1949 |
| 30.621 | 1-1948 |
| 30.623 à 30.625 | » |
| 30.629 et 30.630 | » |
| 30.685 et 30.686 | 7-1947 |
| 30.689 | » |
| 30.721 à 30.730 | 7-1948 |
| 30.735 | 1-1950 |
| 31.054 à 31.058 | 7-1947 |
| 31.101 à 31.110 | » |
| 31.119 et 31.150 | 1-1947 |
| 31.331 | 7-1947 |
| 31.359 | » |
| 31.461 à 31.466 | 1-1948 |
| 31.470 | » |
| 31.523 à 31.530 | 7-1948 |
| 31.551 et 31.552 | 7-1947 |
| 31.588 | 7-1944 |
| 31.991 à 32.000 | 7-1948 |
| 32.020 | 7-1944 |
| 32.321 et 32.322 | 1-1946 |
| 32.330 | » |
| 32.352 | 1-1948 |
| 32.354 à 32.360 | » |
| 32.406 à 32.408 | 7-1945 |
| 32.441 à 32.450 | 1-1949 |
| 32.451 | 1-1946 |
| 32.531 à 32.540 | 1-1949 |
| 32.561 à 32.567 | 7-1946 |
| 32.571 à 32.590 | 1-1949 |
| 32.615 à 32.630 | 7-1945 |
| 32.711 | 1-1946 |
| 32.713 et 32.714 | » |
| 32.871 et 32.872 | 7-1946 |
| 32.874 et 32.875 | » |
| 32.880 | » |
| 32.911 et 32.912 | 7-1947 |
| 32.916 | » |
| 32.949 et 32.950 | » |
| 33.041 à 33.050 | 1-1949 |
| 33.213 | 1-1944 |
| 33.216 à 33.219 | » |
| 33.231 | 1-1946 |
| 33.234 à 33.236 | » |
| 33.266 | 1-1948 |
| 33.269 | » |
| 33.423 à 33.427 | 1-1943 |
| 33.469 et 33.470 | 1-1948 |
| 33.541 à 33.546 | 1-1945 |
| 33.771 à 33.773 | 7-1945 |
| 33.775 | » |
| 33.831 à 33.840 | 1-1949 |
| 33.870 | 7-1947 |
| 34.181 à 34.190 | 1-1948 |
| 34.277 à 34.279 | 7-1945 |
| 34.305 à 34.310 | 1-1948 |
| 34.611 à 34.640 | » |
| 34.650 | » |
| 34.761 et 34.762 | 1-1947 |
| 34.769 et 34.770 | » |
| 35.101 et 35.105 | 1-1945 |
| 35.161 à 35.165 | 7-1945 |
| 35.194 à 35.199 | 1-1947 |
| 35.318 à 35.320 | 7-1945 |
| 35.332 à 35.336 | 1-1948 |
| 35.452 | 1-1947 |
| 35.454 à 35.458 | » |
| 35.576 à 35.580 | 1-1948 |
| 35.631 à 35.640 | 7-1948 |
| 35.661 | 1-1942 |
| 35.701 et 35.702 | 1-1947 |
| 35.704 à 35.710 | » |
| 35.711 à 35.720 | 7-1948 |
| 35.736 | 7-1946 |
| 35.739 | » |
| 35.781 à 35.785 | 1-1945 |
| 35.789 et 35.792 | » |
| 36.091 et 36.092 | » |
| 36.481 à 36.490 | 1-1949 |
| 36.848 à 36.850 | 1-1946 |
| 36.891 à 36.894 | 1-1945 |
| 37.031 à 37.035 | 1-1948 |
| 37.088 à 37.090 | 1-1945 |
| 37.091 à 37.096 | 1-1946 |
| 37.151 à 37.160 | 7-1946 |
| 37.171 | 1-1944 |
| 37.191 à 37.198 | 1-1948 |
| 37.391 | 7-1948 |
| 37.306 à 37.307 | » |
| 37.310 | » |
| 37.311 à 37.313 | » |
| 37.392 | 7-1945 |
| 37.397 à 37.399 | » |
| 37.426 | 1-1945 |
| 37.601 à 37.610 | 7-1947 |
| 37.731 | 1-1947 |
| 37.733 | » |
| 37.738 et 37.739 | » |
| 37.786 à 37.790 | 7-1947 |
| 37.821 et 37.822 | 1-1948 |
| 37.826 et 37.827 | » |
| 37.842 à 37.850 | 7-1948 |
| 37.911 à 37.920 | 1-1949 |
| 37.947 à 37.950 | 1-1946 |
| 37.981 | 7-1943 |
| 38.091 à 38.100 | 7-1948 |
| 38.346 à 38.350 | 1-1944 |
| 38.351 et 38.352 | 1-1945 |
| 38.341 à 38.347 | 7-1948 |
| 38.350 | » |
| 38.501 à 38.510 | 1-1949 |
| 38.534 à 38.537 | 1-1946 |
| 38.585 à 38.590 | 1-1948 |
| 38.593 à 38.596 | 1-1947 |
| 39.045 à 39.050 | » |
| 39.125 à 39.130 | 1-1941 |
| 39.281 à 39.296 | 1-1949 |
| 39.402 | 7-1946 |
| 39.131 à 39.140 | 1-1948 |
| 39.161 | 7-1942 |
| 39.561 à 39.570 | 1-1949 |
| 39.571 à 39.580 | » |
| 39.612 | 1-1948 |
| 39.611 et 39.615 | » |
| 39.618 à 39.620 | » |
| 39.721 à 39.730 | » |
| 39.741 à 39.750 | 1-1949 |
| 39.881 à 39.885 | 7-1948 |
| 39.887 à 39.890 | » |
| 39.951 à 39.960 | » |
| 40.151 à 40.160 | 1-1949 |
| 40.256 | 1-1945 |
| 40.361 à 40.363 | 1-1947 |
| 40.366 à 40.369 | » |
| 40.416 à 40.418 | 1-1945 |
| 40.681 à 40.684 | 7-1948 |
| 40.741 à 40.750 | 1-1948 |
| 40.941 à 40.950 | 7-1948 |
| 41.221 à 41.230 | 1-1949 |
| 41.291 à 41.294 | 7-1948 |
| 41.297 | » |
| 41.331 à 41.335 | 1-1944 |
| 41.361 à 41.366 | 1-1948 |
| 41.396 et 41.400 | 7-1944 |
| 41.424 à 41.427 | 7-1947 |
| 41.429 et 41.430 | » |
| 41.531 à 41.539 | 7-1948 |
| 41.623 à 41.626 | 1-1948 |
| 41.821 | 1-1946 |
| 42.052 | » |
| 42.112 à 42.120 | 1-1948 |
| 42.191 et 42.195 | 1-1947 |
| 42.199 et 42.200 | » |
| 42.242 et 42.243 | 1-1946 |
| 42.251 à 42.260 | 1-1948 |
| 42.274 | 1-1945 |
| 42.276 et 42.277 | » |
| 42.405 à 42.408 | 1-1948 |
| 42.410 | » |
| 42.431 à 42.437 | » |
| 42.441 et 42.445 | 7-1946 |
| 42.449 et 42.450 | » |
| 42.521 à 42.528 | 7-1948 |
| 42.832 et 42.833 | 7-1946 |
| 42.835 et 42.836 | » |
| 42.839 | » |
| 43.141 à 43.143 | 7-1947 |
| 43.191 à 43.200 | 1-1947 |
| 43.351 à 43.360 | 7-1948 |
| 43.382 à 43.389 | 1-1948 |
| 43.401 à 43.410 | 7-1948 |
| 43.921 à 43.930 | 7-1947 |
| 43.931 à 43.940 | 7-1948 |
| 44.051 à 44.053 | 7-1947 |
| 44.112 à 44.150 | 7-1948 |
| 44.151 | 1-1947 |
| 44.155 | » |
| 44.221 à 44.230 | 1-1949 |
| 44.251 à 44.260 | » |
| 44.301 à 44.310 | » |
| 44.361 à 44.366 | 7-1947 |
| 44.370 | » |
| 44.485 | 1-1945 |
| 44.601 à 44.610 | 1-1949 |
| 44.641 à 44.647 | 7-1945 |
| 44.879 | 1-1946 |
| 44.908 à 44.910 | » |
| 45.101 à 45.110 | 1-1949 |
| 45.211 à 45.220 | 7-1945 |
| 45.401 à 45.410 | 1-1949 |
| 45.421 à 45.430 | » |
| 45.511 à 45.516 | 7-1947 |
| 45.518 à 45.520 | » |
| 45.525 | 1-1947 |
| 45.527 à 45.530 | » |
| 45.536 et 45.537 | 1-1946 |
| 45.717 à 45.719 | 1-1945 |
| 45.771 à 45.775 | 7-1948 |
| 45.780 | » |
| 45.901 et 45.902 | » |
| 45.905 à 45.910 | » |
| 45.961 à 45.970 | 1-1949 |
| 45.972 | 7-1942 |
| 46.001 à 46.010 | 1-1949 |
| 46.091 à 46.100 | 7-1948 |
| 46.122 | 1-1937 |
| 46.231 | 7-1945 |
| 46.294 à 46.296 | 1-1946 |
| 46.311 | 1-1941 |
| 46.411 à 46.420 | 7-1946 |
| 46.487 à 46.490 | 1-1947 |
| 46.771 à 46.776 | » |
| 46.941 à 46.950 | 7-1948 |
| 47.150 | 1-1942 |
| 47.162 | 1-1946 |
| 47.164 et 47.165 | » |
| 47.169 | » |
| 47.221 à 47.226 | 1-1948 |
| 47.229 et 47.230 | » |
| 47.311 à 47.320 | 1-1949 |
| 47.551 à 47.555 | 7-1946 |
| 47.560 | » |
| 47.777 à 47.779 | 7-1944 |
| 47.847 et 47.848 | 1-1944 |
| 47.853 à 47.855 | 7-1944 |
| 47.881 | 7-1946 |
| 47.887 | » |
| 47.889 et 47.890 | » |
| 47.971 à 47.978 | 1-1948 |
| 47.980 | » |
| 47.981 à 47.990 | 1-1949 |
| 47.991 à 47.994 | 7-1948 |
| 47.999 et 48.000 | » |
| 48.075 | 1-1947 |
| 48.221 | 7-1947 |
| 48.225 | 7-1947 |
| 48.261 à 48.261 | 1-1948 |
| 48.266 | » |
| 48.268 à 48.270 | » |
| 48.335 à 48.338 | 7-1946 |
| 48.351 à 48.360 | 7-1948 |
| 48.582 | 1-1947 |
| 48.603 | 1-1948 |
| 48.691 à 48.700 | 7-1947 |
| 49.415 | 1-1944 |
| 49.451 à 49.460 | 1-1949 |
| 49.607 à 49.610 | 7-1947 |
| 49.621 à 49.624 | 1-1948 |
| 49.731 à 49.740 | 1-1949 |
| 49.793 à 49.796 | 7-1948 |
| 49.800 | » |
| 49.841 à 49.850 | » |
| 49.981 à 49.990 | 1-1948 |
| 50.001 à 50.010 | 1-1947 |
| 50.101 à 50.110 | 1-1949 |
| 50.161 à 50.170 | 7-1948 |
| 50.431 à 50.440 | 7-1947 |
| 50.522 à 50.525 | » |
| 50.528 à 50.530 | » |
| 50.561 à 50.563 | 7-1945 |
| 50.602 et 50.603 | 7-1947 |
| 50.726 | 1-1944 |
| 50.961 à 50.970 | 1-1949 |
| 51.041 et 51.042 | 7-1945 |
| 51.046 | » |
| 51.053 et 51.054 | 7-1946 |
| 51.057 et 51.058 | » |
| 51.131 | 1 1946 |
| 51.137 à 51.140 | » |
| 51.360 | 7-1945 |
| 51.361 | 1-1933 |
| 51.470 | 1-1948 |
| 51.501 à 51.503 | 7-1948 |
| 51.505 à 51.510 | » |
| 51.561 à 51.570 | » |
| 51.721 | 1-1947 |
| 51.725 à 51.730 | » |
| 51.861 à 51.870 | 1-1949 |
| 51.881 et 51.882 | 7-1946 |
| 51.885 | » |
| 51.888 et 51.889 | » |
| 51.911 à 51.920 | 1-1949 |
| 51.951 à 51.959 | 7-1947 |
| 52.051 et 52.052 | 1-1946 |
| 52.132 | 7-1947 |
| 52.139 | » |
| 52.501 et 52.502 | 7-1946 |
| 52.969 et 52.970 | 1-1946 |
| 53.265 à 53.270 | 7-1945 |
| 53.431 à 53.440 | 1-1949 |
| 53.614 | 1-1945 |
| 53.620 | 1-1945 |
| 54.103 à 54.107 | » |
| 54.109 | » |
| 51.131 à 51.140 | 1-1949 |
| 51.212 à 51.214 | 1-1948 |
| 51.216 | » |
| 51.218 à 51.220 | » |
| 51.331 à 51.337 | 7-1946 |
| 51.339 et 51.340 | » |
| 51.481 à 51.484 | 1-1947 |
| 51.487 et 51.488 | » |
| 55.253 | 7-1946 |
| 55.481 à 55.486 | 7-1947 |
| 55.488 et 55.489 | » |
| 55.837 et 55.838 | 1-1945 |
| 55.849 et 55.850 | 7-1943 |
| 56.256 | 7-1945 |
| 56.259 et 56.260 | » |
| 56.451 à 56.454 | 7-1947 |
| 56.456 et 56.457 | » |
| 56.459 et 56.460 | » |
| 56.481 à 56.487 | 1-1948 |
| 56.489 et 56.490 | » |
| 56.591 à 56.600 | » |
| 56.811 à 56.814 | 7-1946 |
| 56.891 à 56.896 | 1-1948 |
| 56.980 | 7-1947 |
| 57.072 à 57.076 | 1-1948 |
| 57.078 | » |
| 57.080 | » |
| 57.252 | 1-1940 |
| 57.281 et 57.282 | 7-1946 |
| 57.284 à 57.290 | » |
| 57.449 | 1-1946 |
| 57.508 à 57.510 | 1-1948 |
| 57.631 à 57.640 | 7-1947 |
| 57.711 | » |
| 57.713 à 57.720 | 7-1947 |
| 57.831 et 57.835 | 1-1946 |
| 57.837 à 57.840 | » |
| 57.861 à 57.870 | 1-1949 |
| 58.046 à 58.050 | 1-1946 |
| 58.111 | 1-1948 |
| 58.116 à 58.120 | » |
| 58.261 à 58.270 | 1-1949 |
| 58.381 à 58.388 | 1-1948 |
| 58.505 à 58.509 | 1-1946 |
| 58.551 à 58.560 | 1-1949 |
| 58.686 | 7-1942 |
| 58.711 | 1-1946 |
| 58.713 à 58.715 | » |
| 58.717 | » |
| 58.719 et 58.720 | » |
| 58.865 | 1-1948 |
| 58.868 | » |
| 58.870 | » |
| 58.935 à 58.938 | 1-1933 |
| 59.044 et 59.045 | 1-1938 |
| 59.261 à 59.267 | 7-1948 |
| 59.269 et 59.270 | » |
| 59.351 à 59.356 | 1-1946 |
| 59.359 | » |
| 59.381 | 1-1947 |
| 59.388 à 59.390 | » |
| 59.781 à 59.790 | 7-1947 |
| 59.808 | 1-1946 |
| 60.016 | 7-1946 |
| 60.020 | » |
| 60.157 | » |
| 60.261 à 60.263 | 1-1945 |
| 60.267 | » |
| 60.411 à 60.420 | 1-1946 |
| 60.481 | 7-1948 |
| 60.484 à 60.488 | » |
| 60.597 à 60.599 | 1-1946 |
| 60.611 à 60.620 | 1-1949 |
| 60.654 à 60.660 | 7-1947 |
| 60.831 | » |
| 60.833 et 60.834 | » |
| 60.861 et 60.862 | 7-1942 |
| 60.874 et 60 875 | 1-1948 |
| 60.877 et 60.878 | » |
| 60.880 | » |
| 60.907 | 1-1936 |
| 61.068 et 61.069 | 1-1946 |
| 61.221 à 61.230 | 1-1949 |
| 61.278 | 1-1945 |
| 61.283 à 61.285 | 7-1948 |
| 61.287 à 61.290 | » |
| 61.378 et 61.379 | 1-1946 |
| 61.551 | 7-1948 |
| 61.554 à 61.559 | » |
| 61.591 | 1-1947 |
| 61.594 à 61.597 | » |
| 61.600 | » |
| 61.621 à 61.624 | 1-1948 |
| 61.626 et 61.627 | » |
| 61.629 et 61.630 | » |
| 61.702 | 7-1947 |
| 61.705 à 61.710 | » |
| 61.739 et 61.740 | 7-1945 |
| 61.901 à 61.910 | 1-1949 |
| 61.981 à 61.983 | 1-1948 |
| 61.986 à 61.989 | » |
| 62.051 | 7-1946 |
| 62.057 et 62.058 | » |
| 62.060 | » |
| 62.062 | 1-1947 |
| 62.065 à 62.067 | » |
| 62.070 | » |
| 62.303 et 62.304 | » |
| 62.310 | » |
| 62.383 | 1-1945 |
| 62.386 à 62.388 | » |
| 62.401 | 1-1948 |
| 62.406 | » |
| 62.409 et 62.410 | » |
| 62.472 et 62.473 | 1-1945 |
| 62.621 | 7-1945 |
| 62.630 | » |
| 62.761 à 62.763 | 1-1948 |
| 62.766 à 62.770 | » |
| 62.851 à 62.860 | 1-1949 |
| 62.867 à 62.870 | 7-1947 |
| 62.951 à 62.954 | 7-1948 |
| 62.957 à 62.960 | » |
| 63.070 | 1-1946 |
| 63.091 à 63.096 | 1-1948 |
| 63.201 à 63.210 | 1-1949 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 63.315 à 63.317 | 7-1947 |
| 63.319 et 63.320 | » |
| 63.433 à 63.440 | » |
| 63.601 à 63.610 | 1-1949 |
| 63.771 à 63.780 | 7-1948 |
| 63.841 à 63.850 | 1-1949 |
| 63.883 | 1-1944 |
| 63.914 à 63.916 | 7-1928 |
| 63.921 à 63.927 | 1-1948 |
| 63.930 | » |
| 61.011 à 61.013 | 1-1948 |
| 61.016 à 61.020 | » |
| 61.283 | 7-1946 |
| 61.128 à 61.129 | 1-1947 |
| 61.650 | » |
| 61.702 | 7-1946 |
| 61.708 | » |
| 61.801 | 7-1945 |
| 61.805 | » |
| 61.828 | 7-1942 |
| 61.826 et 61.827 | 7-1945 |
| 65.162 | 1-1946 |
| 65.271 et 65.272 | 1-1947 |
| 65.274 | » |
| 65.277 | » |
| 65.285 | 1-1945 |
| 65.311 et 65.312 | 1-1946 |
| 65.318 | » |
| 65.331 et 65.332 | 1-1943 |
| 65.473 à 65.476 | 7-1945 |
| 65.479 et 65.480 | » |
| 65.513 et 65.516 | 1-1948 |
| 65.721 à 65.730 | 1-1949 |
| 65.738 | 1-1944 |
| 65.885 à 65.888 | 7-1947 |
| 65.923 | 1-1946 |
| 65.951 à 65.956 | 1-1945 |
| 66.073 | 7-1943 |
| 66.152 à 66.157 | 7-1948 |
| 66.159 et 66.160 | » |
| 66.241 à 66.250 | 1-1949 |
| 66.541 et 66.542 | 7-1948 |
| 66.546 et 66.547 | » |
| 66.550 | » |
| 66.561 à 66.570 | 1-1949 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 66.801 à 66.804 | 1-1948 |
| 66.809 et 66.810 | » |
| 66.822 | 7-1945 |
| 66.861 | » |
| 67.106 | 1-1943 |
| 67.152 à 67.160 | 7-1948 |
| 67.501 à 67.503 | 7-1946 |
| 67.793 et 67.794 | 1-1947 |
| 67.798 à 67.800 | » |
| 67.861 à 67.864 | 7-1948 |
| 67.866 | » |
| 67.972 et 67.973 | 7-1945 |
| 67.978 | » |
| 68.161 à 68.170 | 1-1949 |
| 68.801 | 7-1943 |
| 68.825 et 68.826 | 1-1945 |
| 68.829 | » |
| 68.936 et 68.937 | 1-1944 |
| 68.941 et 68.942 | 7-1947 |
| 68.945 | » |
| 68.949 | » |
| 68.971 et 68.972 | 7-1946 |
| 68.974 | » |
| 68.978 et 68.979 | » |
| 68.991 | 1-1948 |
| 68.997 | » |
| 69.999 et 69.000 | » |
| 69.291 et 69.292 | 7-1948 |
| 69.298 à 69.300 | » |
| 69.415 | 7-1945 |
| 69.575 et 69.576 | 1-1946 |
| 69.579 | » |
| 69.612 à 69.616 | 7-1947 |
| 69.791 à 69.800 | 1-1949 |
| 69.851 à 69.860 | » |
| 69.921 à 69.930 | » |
| 70.031 à 70.040 | » |
| 70.219 et 70.220 | 7-1948 |
| 70.348 à 70.350 | 1-1946 |
| 70.432 et 70.433 | 1-1949 |
| 70.461 à 70.470 | 1-1947 |
| 70.625 à 70.630 | 1-1948 |
| 70.681 | 7-1945 |
| 70.699 | » |
| 70.824 | 1-1946 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 70.920 | 1-1947 |
| 71.280 | 1-1944 |
| 71.431 | 7-1945 |
| 71.440 | » |
| 71.461 à 71.465 | 1-1947 |
| 71.781 à 71.790 | 1-1949 |
| 71.793 à 71.798 | 1-1947 |
| 71.801 et 71.805 | 1-1948 |
| 71.807 | » |
| 71.809 et 71.810 | » |
| 71.814 | 7-1946 |
| 71.820 | » |
| 71.941 à 71.950 | 1-1949 |
| 71.972 | 1-1947 |
| 71.971 à 71.976 | » |
| 71.980 | » |
| 72.061 à 72.070 | 7-1948 |
| 72.072 et 72.073 | 7-1947 |
| 72.076 à 72.080 | » |
| 72.081 | 7-1944 |
| 72.277 | 1-1945 |
| 72.279 | » |
| 72.631 à 72.640 | 1-1949 |
| 72.904 | 1-1944 |
| 73.003 à 73.005 | 7-1945 |
| 73.281 à 73.283 | 1-1944 |
| 73.300 | 1-1948 |
| 73.451 à 73.460 | 1-1949 |
| 73.483 à 73.487 | 1-1946 |
| 73.503 à 73.508 | 1-1948 |
| 73.761 à 73.770 | » |
| 73.884 | 7-1945 |
| 73.887 à 73.889 | » |
| 73.927 à 73.930 | 1-1946 |
| 74.225 | 7-1945 |
| 74.311 à 74.314 | 1-1945 |
| 74.383 et 74.384 | 7-1946 |
| 74.388 | » |
| 74.391 à 74.400 | 1-1949 |
| 74.432 et 74.433 | 7-1942 |
| 74.601 à 74.610 | 1-1949 |
| 74.811 à 74.820 | » |
| 74.821 à 74.827 | 7-1948 |
| 74.830 | » |
| 74.841 à 74.845 | 1-1940 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 74.971 à 74.980 | 1-1949 |
| 75.231 | 7-1947 |
| 75.239 et 75.240 | » |
| 75.331 à 75.333 | 7-1946 |
| 75.335 | » |
| 75.371 et 75.372 | 1-1946 |
| 75.374 | » |
| 75.376 à 75.379 | » |
| 75.441 à 75.450 | 1-1949 |
| 75.463 | 7-1944 |
| 75.492 à 75.500 | 1-1947 |
| 75.625 | 7-1939 |
| 75.697 | 7-1946 |
| 75.699 et 75.700 | » |
| 75.741 à 75.750 | 1-1949 |
| 75.808 | 7-1944 |
| 75.870 | 7-1945 |
| 75.911 | 1-1946 |
| 75.918 et 75.949 | » |
| 75.981 à 75.990 | 1-1949 |
| 76.067 à 76.070 | 1-1947 |
| 76.141 et 76.142 | 1-1946 |
| 76.227 | 7-1945 |
| 76.294 | 1-1945 |
| 76.501 à 76.503 | 1-1948 |
| 76.507 à 76.510 | » |
| 76.513 à 76.515 | 7-1946 |
| 76.519 | » |
| 76.742 à 76.744 | » |
| 76.747 | » |
| 76.794 à 76.800 | 1-1949 |
| 76.861 à 76.865 | 7-1948 |
| 76.867 | » |
| 76.870 | » |
| 76.901 | 7-1946 |
| 76.903 à 76.910 | » |
| 76.991 à 76.994 | 7-1948 |
| 76.997 à 77.000 | » |
| 77.002 et 77.003 | 1-1946 |
| 77.005 | » |
| 77.010 | » |
| 77.037 | 1-1941 |
| 77.080 | 1-1931 |
| 77.252 à 77.255 | 7-1948 |
| 77.259 et 77.260 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 77.285 à 77.290 | 7-1947 |
| 77.293 à 77.300 | 7-1948 |
| 77.531 | 7-1947 |
| 77.571 | 1-1947 |
| 77.574 à 77.577 | » |
| 77.588 et 77.589 | 1-1942 |
| 77.594 | 7-1944 |
| 77.917 | 7-1943 |
| 78.024 et 78.025 | 1-1947 |
| 78.028 à 78.030 | » |
| 78.515 à 78.519 | 1-1946 |
| 78.521 à 78.530 | 1-1949 |
| 78.611 à 78.613 | 7-1948 |
| 78.616 à 78.620 | » |
| 78.691 | 7-1945 |
| 78.699 | » |
| 78.750 | 7-1939 |
| 78.844 à 78.847 | 7-1946 |
| 78.849 et 78.850 | » |
| 78.892 à 78.895 | 7-1945 |
| 78.936 à 78.940 | 1-1946 |
| 79.071 à 79.074 | 7-1947 |
| 79.076 à 79.078 | » |
| 79.081 | » |
| 79.084 et 79.085 | 7-1946 |
| 79.111 | » |
| 79.118 | » |
| 79.120 | 1-1948 |
| 79.151 à 79.157 | 1-1947 |
| 79.216 | 7-1945 |
| 79.221 à 79.220 | 7-1948 |
| 79.391 à 79.400 | 1-1949 |
| 79.401 à 79.410 | 7-1948 |
| 79.413 à 79.420 | 1-1949 |
| 79.531 à 79.540 | 1-1948 |
| 79.544 à 79.550 | 1-1949 |
| 79.871 à 79.880 | 7-1948 |
| 80.051 à 80.060 | 1-1947 |
| 80.271 et 80.272 | » |
| 80.276 et 80.277 | » |
| 80.279 et 80.280 | 7-1947 |
| 80.342 à 80.344 | » |
| 80.348 et 80.349 | 7-1947 |
| 80.393 à 80.400 | » |
| 80.442 | » |
| 80.444 à 80.448 | |

OBLIGATIONS DE LA 2e SÉRIE

| | |
|---|---|
| 80.612 | 1-1944 |
| 80.681 à 80.690 | 7-1948 |
| 80.751 à 80.760 | » |
| 80.761 à 80.766 | » |
| 80.768 à 80.770 | » |
| 80.941 | 1-1946 |
| 80.945 | » |
| 80.951 à 80.953 | 1-1947 |
| 81.083 | 7-1948 |
| 81.087 et 81.088 | » |
| 81.090 | » |
| 81.101 à 81.110 | 1-1948 |
| 81.171 à 81.180 | 7-1948 |
| 81.181 à 81.190 | 1-1949 |
| 81.301 | 7-1946 |
| 81.303 et 81.304 | » |
| 81.308 | » |
| 81.338 | 7-1948 |
| 81.393 à 81.400 | 7-1941 |
| 81.691 et 81.692 | 7-1948 |
| 81.697 à 81.700 | » |
| 81.818 | 1-1944 |
| 81.911 à 81.920 | 7-1948 |
| 81.949 | 1-1943 |
| 82.195 | 7-1944 |
| 82.273 | 7-1947 |
| 82.276 à 82.280 | » |
| 82.737 à 82.740 | 7-1948 |
| 82.821 et 82.822 | 7-1931 |
| 82.881 à 82.884 | 1-1948 |
| 82.887 à 82.890 | » |
| 83.031 | 7-1946 |
| 83.032 à 83.040 | » |
| 83.096 à 83.098 | » |
| 83.100 | » |
| 83.211 et 83.212 | 1-1947 |
| 83.391 à 83.395 | 7-1948 |
| 83.400 | » |
| 83.471 à 83.479 | » |
| 83.689 et 83.690 | 7-1946 |
| 83.711 à 83.720 | 1-1949 |
| 83.772 à 83.774 | 7-1945 |
| 83.776 | à |

| | |
|---|---|
| 83.778 | 7-1945 |
| 83.841 à 83.850 | 1-1948 |
| 83.981 à 83.990 | 1-1949 |
| 83.995 à 83.999 | 1-1948 |
| 84.174 à 84.180 | 7-1946 |
| 84.205 à 84.207 | 7-1947 |
| 84.209 | » |
| 84.271 à 84.278 | 7-1945 |
| 84.401 à 84.404 | 1-1947 |
| 84.408 à 84.410 | » |
| 84.563 à 84.565 | 7-1948 |
| 84.601 | 7-1947 |
| 84.609 et 84.610 | » |
| 84.614 et 84.615 | 7-1944 |
| 84.958 | 1-1945 |
| 85.017 à 85.020 | 1-1948 |
| 85.126 | 1-1942 |
| 85.173 | 7-1944 |
| 85.175 à 85.178 | » |
| 85.257 à 85.259 | 1-1947 |
| 85.351 à 85.360 | 1-1949 |
| 85.513 à 85.518 | 7-1945 |
| 85.618 à 85.619 | 1-1943 |
| 85.631 à 85.636 | 1-1946 |
| 85.639 et 85.640 | » |
| 85.671 | 7-1947 |
| 85.695 à 85.699 | » |
| 85.712 | 1-1945 |
| 85.748 à 85.750 | » |
| 85.761 et 85.762 | 1-1947 |
| 85.765 | » |
| 85.769 et 85.770 | » |
| 85.961 et 85.965 | 7-1946 |
| 85.967 | » |
| 85.997 à 86.000 | 1-1948 |
| 86.226 | 1-1946 |
| 86.249 | 7-1941 |
| 86.361 à 86.370 | 1-1949 |
| 86.371 à 86.374 | 7-1946 |
| 86.377 à 86.379 | » |
| 86.411 à 86.420 | 1-1949 |
| 86.653 | 1-1945 |
| 86.701 à 86.710 | 1-1949 |

| | |
|---|---|
| 86.731 à 86.740 | 1-1949 |
| 86.761 | 1-1948 |
| 86.763 | » |
| 86.766 à 86.770 | » |
| 86.815 | 7-1942 |
| 86.908 | 1-1948 |
| 86.993 | » |
| 86.997 à 87.000 | » |
| 87.133 | 1-1940 |
| 87.407 | 7-1947 |
| 87.522 | 1-1944 |
| 87.551 à 87.560 | 7-1946 |
| 87.661 | 1-1948 |
| 87.663 à 87.670 | » |
| 87.963 | 1-1947 |
| 87.981 à 87.990 | 1-1949 |
| 88.060 | 7-1942 |
| 88.121 à 88.130 | 7-1947 |
| 88.131 à 88.135 | 7-1945 |
| 88.137 | » |
| 88.251 à 88.260 | 7-1947 |
| 88.411 et 88.420 | 7-1942 |
| 88.511 à 88.520 | 1-1949 |
| 88.639 | 1-1947 |
| 88.901 à 88.910 | 7-1948 |
| 88.981 et 88.982 | 1-1947 |
| 88.981 à 88.990 | » |
| 89.024 | 1-1942 |
| 89.276 à 89.278 | 7-1946 |
| 89.280 | » |
| 89.437 et 89.438 | 1-1948 |
| 89.503 | 1-1946 |
| 89.505 | » |
| 89.672 à 89.680 | 1-1946 |
| 89.731 | 7-1947 |
| 89.733 | » |
| 89.735 à 89.740 | » |
| 89.748 à 89.750 | 1-1944 |
| 89.751 à 89.759 | 1-1946 |
| 89.770 | 7-1945 |
| 89.771 et 89.772 | 7-1946 |
| 89.941 à 89.943 | 7-1947 |
| 90.112 | 7-1946 |

| | |
|---|---|
| 90.118 | 7-1946 |
| 90.191 à 90.200 | 1-1949 |
| 90.301 à 90.310 | » |
| 90.471 à 90.473 | 7-1946 |
| 90.582 | 1-1947 |
| 90.587 et 90.588 | » |
| 90.811 à 90.820 | 7-1947 |
| 90.853 | 1-1945 |
| 90.998 | » |
| 91.207 | 1-1946 |
| 91.521 à 91.530 | 7-1948 |
| 91.581 à 91.590 | 1-1949 |
| 91.591 à 91.600 | » |
| 91.711 à 91.713 | 7-1946 |
| 91.718 à 91.720 | » |
| 91.851 à 91.854 | 1-1945 |
| 91.971 à 91.980 | 1-1949 |
| 92.047 à 92.050 | 7-1948 |
| 92.135 et 92.136 | 7-1943 |
| 92.371 à 92.374 | 1-1947 |
| 92.377 à 92.379 | » |
| 92.459 et 92.460 | 7-1946 |
| 92.481 et 92.485 | 7-1947 |
| 92.490 | » |
| 92.555 | 1-1947 |
| 92.560 | » |
| 92.601 | 1-1946 |
| 92.768 à 92.770 | 1-1945 |
| 92.771 à 92.780 | 1-1949 |
| 92.845 et 92.846 | 1-1947 |
| 92.981 | 1-1948 |
| 92.983 à 92.986 | » |
| 92.988 à 92.990 | » |
| 93.001 à 93.010 | 1-1949 |
| 93.062 | 7-1948 |
| 93.066 à 93.070 | » |
| 93.093 | 7-1944 |
| 93.121 à 93.123 | 1-1945 |
| 93.202 à 93.205 | 7-1945 |
| 93.231 à 92.234 | 1-1945 |
| 93.331 à 93.340 | 7-1945 |
| 93.411 à 93.420 | 1-1949 |
| 93.571 | 7-1946 |

| | |
|---|---|
| 94.062 à 94.064 | 1-1946 |
| 94.261 à 94.264 | 7-1948 |
| 94.266 à 94.268 | » |
| 94.270 | » |
| 94.281 à 94.290 | 1-1949 |
| 94.301 à 94.305 | 1-1948 |
| 94.307 et 94.308 | » |
| 94.310 | » |
| 94.424 et 94.425 | 7-1947 |
| 94.427 et 94.428 | » |
| 94.561 | 7-1946 |
| 94.568 à 94.570 | » |
| 94.631 et 94.632 | 7-1947 |
| 94.634 à 94.640 | » |
| 94.661 | 7-1946 |
| 94.665 à 94.668 | » |
| 94.713 | 7-1930 |
| 94.817 et 94.818 | 1-1938 |
| 95.151 et 95.152 | 1-1948 |
| 95.161 à 95.170 | 1-1949 |
| 95.181 à 95.190 | » |
| 95.331 à 95.337 | 1-1948 |
| 95.339 | » |
| 95.342 et 95.343 | 1-1946 |
| 95.347 et 95.348 | 1-1946 |
| 95.416 à 95.419 | 1-1943 |
| 95.621 et 95.622 | 1-1945 |
| 95.625 | » |
| 95.651 | 7-1946 |
| 95.846 | 7-1943 |
| 96.041 | 7-1947 |
| 96.058 à 96.060 | 1-1947 |
| 96.432 à 96.438 | » |
| 96.440 | » |
| 96.481 à 96.485 | 7-1945 |
| 96.488 à 96.490 | » |
| 96.612 | 7-1947 |
| 96.617 et 96.618 | » |
| 96.711 à 96.720 | 1-1948 |
| 96.783 à 96.790 | » |
| 96.921 et 96.922 | 7-1947 |
| 96.927 à 96.930 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 96.945 | 7-1947 |
| 96.949 | » |
| 96.981 | 7-1945 |
| 96.984 | » |
| 96.990 | » |
| 97.021 à 97.023 | 7-1948 |
| 97.030 | » |
| 97.053 à 97.055 | 7-1947 |
| 97.058 à 97.060 | » |
| 97.193 | 7-1945 |
| 97.199 et 97.200 | » |
| 97.221 à 97.230 | 1-1948 |
| 97.237 à 97.240 | 1-1946 |
| 97.401 | 1-1945 |
| 97.411 à 97.420 | 1-1948 |
| 97.431 à 97.440 | 1-1949 |
| 97.721 à 97.730 | » |
| 97.741 à 97.750 | 7-1948 |
| 97.781 et 97.782 | 1-1948 |
| 97.786 | » |
| 97.788 et 97.789 | » |
| 97.849 et 97.850 | 1-1947 |
| 97.861 à 97.870 | 1-1949 |
| 98.062 et 98.063 | 7-1948 |
| 98.066 | » |
| 98.070 | 7-1948 |
| 98.124 | 1-1945 |
| 98.130 | » |
| 98.381 à 98.383 | 7-1948 |
| 98.386 | » |
| 98.388 à 98.390 | » |
| 98.431 et 98.432 | 7-1947 |
| 98.434 à 98.438 | » |
| 98.522 | 7-1946 |
| 98.524 et 98.525 | » |
| 98.527 | » |
| 98.862 à 98.867 | » |
| 99.061 et 99.062 | 7-1948 |
| 99.065 et 99.066 | » |
| 99.331 et 99.332 | 1-1947 |
| 99.337 | » |
| 99.361 à 99.370 | 1-1949 |
| 99.392 | 1-1947 |
| 99.402 à 99.410 | 1-1948 |
| 99.533 et 99.534 | 1-1947 |
| 99.551 | » |
| 99.558 à 99.560 | » |
| 99.608 | » |
| 99.641 à 99.650 | 7-1948 |
| 99.672 à 99.675 | 7-1948 |
| 99.723 et 99.724 | 1-1945 |
| 99.812 et 99.813 | 7-1947 |
| 99.818 et 99.819 | » |
| 99.823 | 1-1947 |
| 99.825 | » |
| 99.827 à 99.830 | » |
| 99.831 à 99.840 | 7-1948 |
| 99.874 | 1-1946 |
| 99.876 à 99.880 | » |
| 99.921 à 99.923 | 1-1948 |
| 99.929 et 99.930 | » |

Obligations de la 3e série

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 100.201 | 1-1948 |
| 100.206 | » |
| 100.209 | » |
| 100.625 à 100.628 | 1-1946 |
| 100.835 | 1-1947 |
| 100.838 à 100.840 | » |
| 101.211 à 101.220 | 7-1948 |
| 101.251 à 101.260 | 1-1949 |
| 101.281 à 101.286 | 7-1946 |
| 101.322 | 1-1946 |
| 101.353 et 101.354 | 1-1947 |
| 101.360 | » |
| 101.460 | 1-1945 |
| 101.591 et 101.592 | 7-1947 |
| 101.731 et 101.732 | » |
| 101.735 à 101.740 | » |
| 101.878 à 101.880 | 1-1948 |
| 101.905 à 101.910 | 1-1945 |
| 101.982 | 7-1948 |
| 102.085 et 102.086 | 1-1947 |
| 102.088 à 102.090 | » |
| 102.170 | 1-1948 |
| 102.301 et 102.302 | 1-1947 |
| 102.306 | » |
| 102.349 et 102.350 | 7-1943 |
| 102.361 à 102.370 | 1-1949 |
| 102.484 à 102.486 | 7-1943 |
| 102.711 à 102.716 | 7-1948 |
| 102.718 et 102.719 | » |
| 102.791 à 102.800 | 1-1949 |
| 102.918 et 102.919 | 1-1946 |
| 103.017 à 103.020 | 7-1946 |
| 103.021 à 103.030 | 1-1949 |
| 103.111 à 103.120 | » |
| 103.153 et 103.154 | 7-1947 |
| 103.411 à 103.413 | 7-1945 |
| 103.521 à 103.530 | 1-1949 |
| 103.621 à 103.630 | 7-1948 |
| 103.651 | 7-1946 |
| 103.654 | » |
| 103.756 | 7-1945 |
| 103.801 à 103.807 | 7-1947 |
| 103.809 et 103.810 | » |
| 103.832 | 7-1945 |
| 103.834 | » |
| 103.839 et 103.840 | » |
| 103.864 | 7-1944 |
| 103.866 et 103.867 | » |
| 104.451 à 104.453 | 1-1945 |
| 104.456 à 104.458 | » |
| 104.501 | 7-1946 |
| 104.507 | » |
| 104.510 | » |
| 104.581 à 104.583 | 1-1946 |
| 104.585 | » |
| 104.587 | » |
| 104.637 à 104.640 | 1-1947 |
| 104.641 à 104.650 | 1-1949 |
| 104.835 à 104.840 | 7-1945 |
| 104.861 à 104.866 | 7-1947 |
| 104.931 à 104.940 | 1-1949 |
| 104.945 à 104.950 | 1-1948 |
| 105.021 à 105.029 | 1-1947 |
| 105.253 | 7-1944 |
| 105.261 à 105.270 | 7-1948 |
| 105.291 à 105.296 | 1-1948 |
| 105.299 et 105.300 | » |
| 105.331 à 105.334 | 7-1948 |
| 105.338 | » |
| 105.340 | » |
| 105.381 à 105.390 | 1-1949 |
| 105.398 et 105.399 | 1-1943 |
| 105.411 à 105.416 | 7-1947 |
| 105.419 | » |
| 105.491 | 7-1946 |
| 105.496 à 105.500 | » |
| 105.720 | 1-1948 |
| 105.721 | 7-1946 |
| 105.727 | » |
| 105.808 | » |
| 105.849 et 105.850 | 7-1946 |
| 105.941 à 105.945 | 1-1948 |
| 105.946 à 105.950 | » |
| 106.201 à 106.205 | 7-1947 |
| 106.391 à 106.400 | » |
| 106.711 à 106.719 | 1-1947 |
| 106.781 à 106.789 | 1-1948 |
| 106.881 | 7-1947 |
| 106.883 à 106.890 | » |
| 106.991 à 107.000 | 7-1948 |
| 107.141 à 107.150 | 1-1949 |
| 107.156 à 107.159 | 1-1946 |
| 107.361 à 107.367 | 7-1947 |
| 107.369 et 107.370 | » |
| 107.502 | 1-1945 |
| 107.561 à 107.587 | » |
| 107.561 à 107.566 | 1-1948 |
| 107.631 à 107.640 | 7-1948 |
| 107.801 à 107.806 | 1-1948 |
| 107.809 et 107.810 | » |
| 107.818 à 107.820 | 1-1946 |
| 107.852 à 107.856 | 1-1945 |
| 108.001 à 108.010 | 1-1949 |
| 108.101 et 108.102 | 7-1948 |
| 108.104 à 108.109 | » |
| 108.125 à 108.129 | 7-1946 |
| 108.211 à 108.216 | 1-1947 |
| 108.311 à 108.350 | 1-1949 |
| 108.391 à 108.400 | » |
| 108.476 à 108.480 | 7-1947 |
| 108.531 et 108.535 | 7-1948 |
| 108.755 et 108.756 | 7-1944 |
| 108.871 | 1-1948 |
| 108.873 à 108.878 | » |
| 109.019 et 109.020 | 1-1946 |
| 109.131 et 109.132 | » |
| 109.134 | » |
| 109.471 et 109.472 | 7-1947 |
| 109.561 et 109.562 | 1-1947 |
| 109.601 à 109.610 | 7-1948 |
| 109.711 à 109.718 | 7-1946 |
| 109.720 | » |
| 110.336 et 110.337 | 1-1945 |
| 110.485 à 110.490 | 1-1948 |
| 110.512 et 110.513 | 1-1945 |
| 110.517 | » |
| 110.519 et 110.520 | » |
| 110.728 à 110.730 | 1-1948 |
| 110.816 à 110.820 | 1-1946 |
| 110.891 | 7-1948 |
| 110.897 à 110.900 | » |
| 110.961 à 110.969 | » |
| 111.001 | » |
| 111.006 et 111.007 | » |
| 111.010 | » |
| 111.269 | 7-1945 |
| 111.311 et 111.312 | » |
| 111.316 à 111.319 | » |
| 111.371 à 111.378 | 1-1947 |
| 111.380 | » |
| 111.381 à 111.390 | 1-1949 |
| 111.511 | 7-1947 |
| 111.517 et 111.518 | » |
| 111.731 à 111.740 | 1-1947 |
| 111.782 | 7-1946 |
| 111.785 à 111.789 | 7-1946 |
| 111.891 à 111.900 | 1-1949 |
| 111.971 à 111.980 | » |
| 112.411 à 112.415 | 7-1945 |
| 112.602 à 112.606 | 7-1946 |
| 112.608 | » |
| 112.610 | » |
| 112.674 et 112.675 | 7-1945 |
| 112.721 à 112.726 | 1-1945 |
| 112.761 à 112.763 | 7-1947 |
| 112 831 à 112.831 | » |
| 112.840 | » |
| 113.035 | 1-1945 |
| 113.299 | 7-1947 |
| 113.301 | 1-1947 |
| 113.303 et 113.304 | » |
| 113.339 | 7-1946 |
| 113.490 | 1-1947 |
| 113.518 | 7-1945 |
| 113.521 à 113.530 | 1-1949 |
| 113.541 à 113.547 | 7-1947 |
| 113.664 à 113.670 | 7-1948 |
| 113.737 à 113.740 | 1-1947 |
| 113.861 à 113.868 | » |
| 113.873 à 113.875 | 7-1947 |
| 113.941 à 113.944 | 1-1947 |
| 114.157 et 114.158 | 7-1947 |
| 114.161 à 114.170 | 7-1948 |
| 114.183 à 114.190 | 7-1943 |
| 114.221 à 114.230 | 1-1949 |
| 114.245 à 114.250 | 1-1948 |
| 114.271 à 114.273 | 1-1947 |
| 114.275 à 114.279 | » |
| 114.478 à 114.480 | 1-1944 |
| 114.503 à 114.510 | 7-1946 |
| 114.863 à 114.865 | 7-1947 |
| 114.982 | 1-1947 |
| 114.988 à 114.990 | » |
| 115.071 | 7-1945 |
| 115.261 et 115.262 | 7-1946 |
| 115.304 à 115.310 | 1-1948 |
| 115.531 à 115.535 | » |
| 115.540 | » |
| 115.681 à 115.690 | 1-1949 |
| 115.711 | 1-1948 |
| 115.714 à 115.720 | 1-1948 |
| 115.901 à 115.910 | 7-1948 |
| 116.001 à 116.010 | 1-1949 |
| 116.053 | 1-1947 |
| 116.055 | 1-1947 |
| 116.060 | » |
| 116.081 | 7-1948 |
| 116.084 à 116.090 | 7-1948 |
| 116.153 à 116.158 | 1-1946 |
| 116.351 à 116.357 | 7-1947 |
| 116.359 et 116.360 | » |
| 116.501 et 116.502 | 1-1948 |
| 116.505 à 116.510 | » |
| 116.551 à 116.560 | 1-1949 |
| 116.634 | 7-1941 |
| 116.636 | » |
| 116.901 et 116.902 | 1-1947 |
| 116.905 et 116.906 | » |
| 116.909 et 116.910 | » |
| 116.911 à 116.920 | 7-1946 |
| 116.921 à 116.930 | 7-1948 |
| 117.061 à 117.065 | » |
| 117.067 à 117.070 | » |
| 117.171 | » |
| 117.231 à 117.240 | 1-1949 |
| 117.365 et 117.366 | 1-1948 |
| 117.368 à 117.370 | » |
| 117.511 à 117.520 | 1-1949 |
| 117.621 et 117.622 | 1-1945 |
| 117.721 | 1-1947 |
| 117.761 à 117.770 | » |
| 117.811 à 117.820 | 1-1949 |
| 117.941 | 1-1945 |
| 117.975 et 117.979 | 7-1943 |
| 118.084 à 118.090 | 7-1948 |
| 118.121 à 118.130 | 1-1948 |
| 118.161 et 118.162 | » |
| 118.531 à 118.535 | 7-1948 |
| 118.539 et 118.540 | » |
| 118.721 | 7-1945 |
| 118.728 et 118.729 | » |
| 118.813 et 118.811 | 1-1945 |
| 118.901 à 118.902 | 1-1947 |
| 118.907 et 118.910 | » |
| 119 031 à 119.039 | 7-1943 |
| 119.175 à 119.178 | » |
| 119.201 à 119.210 | 1-1949 |
| 119.251 à 119.254 | 7-1947 |
| 119 258 à 119.260 | » |
| 119.471 à 119.480 | 1-1949 |
| 119.535 | 7-1946 |
| 119.539 et 119.540 | » |
| 119.651 à 119.660 | 7-1948 |

Obligations de la 4e série

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 120.361 à 120.370 | 1-1949 |
| 121.291 à 121.300 | » |
| 121.621 à 121.630 | » |
| 121.728 et 121.729 | 7-1945 |
| 121.931 à 121.940 | 1-1949 |
| 121.961 à 121.963 | 1-1944 |
| 121.968 et 121.969 | » |
| 121.993 | 1-1948 |
| 122.113 à 122.117 | 1-1947 |
| 122.222 | 7-1947 |
| 122.224 | » |
| 122.226 et 122.227 | » |
| 122.351 à 122.360 | 1-1949 |
| 122.411 | 7-1946 |
| 122.741 à 122.750 | 1-1949 |
| 122.761 à 122.770 | 7-1948 |
| 122.891 à 122.900 | 1-1949 |
| 123.101 à 123.110 | 7-1948 |
| 123.281 à 123.290 | 1-1949 |
| 123.471 à 123.480 | » |
| 123.551 à 123.560 | 7-1948 |
| 123.771 à 123.780 | 1-1946 |
| 123.801 à 123.810 | 7-1948 |
| 123.852 | 1-1947 |
| 123.857 à 123.858 | 1-1947 |
| 123.941 à 123.950 | 1-1949 |
| 124.463 | 7-1947 |
| 124.468 | » |
| 124.470 | » |
| 124.471 à 124.480 | 7-1948 |
| 124.790 | 1-1946 |
| 124.952 à 124.960 | 7-1947 |
| 125.081 à 125.090 | 7-1946 |
| 125.321 à 125.326 | 1-1945 |
| 125.487 à 125.489 | 7-1945 |
| 125.531 à 125.535 | 1-1947 |
| 125.697 à 125.700 | » |
| 125.901 à 125.910 | 1-1946 |
| 125.971 à 125.976 | 1-1945 |
| 125.987 à 125.990 | 7-1945 |
| 126.001 à 126.006 | 7-1946 |
| 126.032 et 126.033 | » |
| 126.037 à 126.040 | » |
| 126.168 | 1-1941 |
| 126.322 à 126.326 | 7-1947 |
| 126.329 et 126.330 | » |
| 126.341 | 1-1948 |
| 126.345 | » |
| 126.374 à 126.380 | 7-1946 |
| 126.410 | 7-1945 |
| 126.921 | 1-1947 |
| 126.926 et 126.927 | » |
| 126.963 et 126.964 | 1-1946 |
| 126.970 | » |
| 127.061 | » |
| 127.064 et 127.065 | » |
| 127.067 | » |
| 127.232 à 127.235 | 7-1946 |
| 127.281 à 127.286 | 7-1948 |
| 127.321 à 127.323 | 1-1948 |
| 127.441 à 127.450 | 7-1948 |
| 127.661 à 127.670 | 1-1949 |
| 127.841 à 127.847 | 7-1948 |
| 127.849 et 127.850 | » |
| 127.851 à 127.860 | 1-1949 |
| 128.096 et 128.097 | 1-1946 |
| 128.100 | » |
| 128.211 | 7-1946 |
| 128.216 | » |
| 128.218 | » |
| 128.281 | » |
| 128.289 et 128.290 | » |
| 128.391 à 128.400 | 1-1949 |
| 128.410 | 1-1940 |
| 128.561 à 128.567 | 7-1947 |
| 128.572 à 128.580 | 1-1948 |
| 128.741 à 128.750 | 1-1949 |
| 128.831 à 128.834 | 1-1948 |
| 128.838 à 128.840 | » |
| 128.941 à 128.950 | » |
| 129.117 | 1-1946 |
| 129.187 | 7-1945 |
| 129.202 à 129.207 | 7-1946 |
| 129.209 et 129.210 | » |
| 129.218 et 129.220 | 7-1947 |
| 129.304 à 129.307 | 1-1948 |
| 129.328 et 129.330 | 1-1947 |
| 129.891 à 129.899 | 7-1947 |
| 130.190 | 7-1943 |
| 130.221 à 130.225 | 7-1948 |
| 130.225 à 130.228 | » |
| 130.230 | » |
| 130.241 à 130.250 | 1-1949 |
| 130.364 à 130.370 | 7-1948 |
| 130.373 | 1-1942 |
| 130.533 à 130.540 | 7-1946 |
| 130.751 à 130.760 | 7-1947 |
| 130.788 à 130.790 | 7-1944 |
| 130.801 à 130.810 | 1-1949 |
| 130.921 | 1-1947 |
| 130.924 | » |
| 130.926 à 130.930 | » |
| 131.091 à 131.096 | 7-1947 |
| 131.091 à 131.099 | 1-1948 |
| 131.271 | 7-1946 |
| 131.311 à 131.314 | 1-1945 |
| 131.319 | » |
| 131.494 à 131.497 | 1-1947 |
| 131.651 à 131.660 | 1-1948 |
| 131.891 et 131.892 | 1-1946 |
| 131.981 à 131.990 | 7-1948 |
| 132.051 à 132.060 | 1-1949 |
| 132.111 à 132.115 | 1-1946 |
| 132.121 à 132.126 | 1-1947 |
| 132.129 et 132.130 | » |
| 132.281 à 132.284 | 1-1946 |
| 132.351 à 132.360 | 7-1945 |
| 132.601 et 132.602 | 1-1945 |
| 132.638 | 7-1945 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 132.610 | 7-1945 | 131.321 à 131.330 | 7-1948 | 135.421 à 135.430 | 7-1948 | 137.031 à 137.040 | 1-1949 | 139.311 à 139.320 | 1-1949 |
| 132.627 | 7-1947 | 131.478 à 131.480 | » | 135.431 à 135.440 | 1-1948 | 137.351 à 137.360 | » | 139.375 et 139.376 | 7-1946 |
| 133.033 à 133.036 | 7-1945 | 131.517 et 131.518 | » | 135.482 | 7-1948 | 137.571 à 137.573 | 7-1945 | 139.461 à 139.463 | 7-1948 |
| 133.445 | 1-1948 | 131.621 à 131.630 | 1-1946 | 135.484 et 135.485 | » | 137.581 à 137.583 | 1-1948 | 139.465 à 139.470 | » |
| 133.447 à 133.449 | » | 131.653 | 1-1947 | 135.489 et 135.490 | » | 137.681 à 137.685 | 7-1947 | 139.491 à 139.500 | » |
| 133.481 | 7-1946 | 131.658 à 131.660 | » | 135.591 | 7-1946 | 137.687 à 137.690 | » | 139.501 à 139.508 | » |
| 133.484 à 133.487 | » | 131.967 à 131.970 | 1-1948 | 135.594 à 135.599 | » | 138.161 à 138.163 | 1-1947 | 139.661 et 139.662 | 7-1947 |
| 133.207 à 133.210 | 1-1945 | 135.005 et 135.006 | 1-1946 | 135.731 à 135.740 | 7-1948 | 138.165 et 138.166 | » | 139.666 à 139.669 | » |
| 133.543 | 7-1946 | 135.018 à 135.020 | 1-1947 | 135.771 à 135.774 | 7-1941 | 138.341 à 138.350 | 1-1949 | 139.776 et 139.777 | 1-1946 |
| 133.531 à 133.600 | 1-1946 | 135.021 à 135.030 | » | 135.930 | 1-1947 | 138.661 à 138.663 | 1-1946 | 139.779 | » |
| 133.651 | 1-1947 | 135.051 et 135.052 | 7-1947 | 135.946 | 7-1942 | 138.701 à 138.710 | 1-1949 | 139.801 | 7-1945 |
| 133.657 à 133.660 | » | 135.058 | » | 136.051 à 136.060 | 1-1949 | 138.738 à 138.760 | 7-1947 | 139.803 et 139.804 | » |
| 133.741 à 133.750 | 1-1949 | 135.083 et 135.084 | 1-1945 | 136.126 à 136.128 | 7-1947 | 138.860 | 1-1948 | 139.841 à 139.850 | 1-1948 |
| 133.815 à133.850 | 1-1948 | 135.161 à 135.170 | 1-1949 | 136.165 à 136.168 | 1-1948 | 139.003 et 139.004 | 7-1947 | 139.905 à 139.910 | 7-1948 |
| 134.131 | 7-1947 | 135.223 | 1-1947 | 136.170 | » | 139.006 à 139.009 | » | 139.911 à 139.950 | » |
| 134.159 | 7-1945 | 135.228 | » | 136.598 à 136.600 | 7-1940 | 139.020 | 7-1948 | 139.971 et 139.972 | 1-1948 |
| 134.203 | 7-1947 | 135.315 | 1-1948 | 136.777 et 136.778 | 7-1945 | 139.141 à 139.143 | 7-1947 | 139.974 à 139.980 | » |
| | | | | 136.791 à 136.800 | 7-1948 | 139.149 et 139.150 | » | | |

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 1931

DE LA

**Centrale thermique de l'Adour.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 12 MILLIONS DE FRANCS DONT LE SIÈGE SOCIAL EST A PARIS, 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ

En liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1948.

AMORTISSEMENT 1949

*Tirage du 23 décembre 1948.*

1° **Cent quarante-trois obligations rachetées et amorties.**

2° **Tirage au sort de cent quarante obligations formant le complément de l'amortissement prévu pour 1949, remboursables à partir du 31 janvier 1949, avec le coupon du 31 juillet 1949 attaché, à 1.000 F.**

1 à 5 — 36 à 40 — 196 à 200 — 316 à 320 — 551 à 555 — 771 à 775 — 911 à 915 — 1.069 et 1.070 — 1.593 et 1.594 — 1.907 — 2.111 à 2.115 — 2.317 à 2.320 — 2.706 à 2.710 — 2.896 à 2.900 — 3.126 et 3.127 — 3.411 à 3.413 — 3.415 — 3.671 à 3.675 — 3.940 — 4.011 à 4.015 — 4.333 et 4.334 — 4.737 à 4.740 — 5.213 à 5.215 — 5.531 — 5.737 à 5.740 — 6.011 à 6.015 — 6.361 à 6.365 — 6.566 à 6.570 — 7.081 à 7.085 — 7.636 à 7.640 — 8.013 à 8.015 — 8.506 à 8.510 — 8.926 à 8.930 — 9.211 à 9.215 — 9.766 à 9.769 — 9.982 à 9.984.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

6 à 10 — 31 à 35 — 111 à 115 — 191 à 195 — 206 à 208 — 273 à 275 — 301 à 305 — 381 à 384 — 401 à 405 — 491 à 495 — 615 — 656 à 660 — 796 à 800 — 871 à 875 — 971 à 975 — 996 à 1.000 — 1.066 — 1.076 à 080 — 1.086 — 1.088 à 090 — 1.151 à 153 — 1.236 à 240 — 1.243 à 245 — 1.296 à 300 — 1.326 et 327 — 1.461 à 465 — 1.473 à 475 — 1.601 à 602 — 1.605 — 1.661 à 665 — 1.771 à 775 — 1.791 et 792 — 1.876 à 880 — 1.946 à 950 — 1.968 à 970 — 1.986 à 990 — 2.016 à 020 — 2.067 à 070 — 2.186 à 188 — 2.191 à 195 — 2.231 à 235 — 2.286 — 2.321 à 325 — 2.331 à 335 — 2.496 à 500 — 2.506 à 510 — 2.546 à 550 — 2.551 et 552 — 2.556 à 560 — 2.566 à 570 — 2.616 à 620 — 2.652 — 2.711 et 712 — 2.811 à 815 — 2.851 à 855 — 2.916 et 917 — 2.971 et 972 — 2.986 à 990 — 3.011 — 3.013 à 015 — 3.016 à 020 — 3.181 et 185 — 3.206 à 210 — 3.266 à 270 — 3.336 à 340 — 3.351 à 355 — 3.401 à 405 — 3.471 à 475 — 3.503 et 504 — 3.621 à 625 — 3.611 à 615 — 3.785 — 3.812 — 3.815 — 4.016 à 020 — 4.061 à 065 — 4.096 à 099 — 4.156 à 160 — 4.196 à 200 — 4.256 à 260 — 4.306 à 310 — 4.366 à 370 — 4.412 à 414 — 4.493 et 494 — 4.511 et 512 — 4.541 à 545 — 4.611 et 612 — 4.786 — 4.788 à 790 — 4.791 à 795 — 4.971 à 975 — 5.036 à 040 — 5.121 à 125 — 5.176 et 177 — 5.179 et 180 — 5.196 à 200 — 5.316 à 320 — 5.415 — 5.431 à 435 — 5.436 à 440 — 5.606 à 610 — 5.661 à 665 — 5.771 à 774 — 5.856 à 860 — 5.861 à 865 — 5.976 à 978 — 6.076 à 080 — 6.092 à 095 — 6.096 à 100 — 6.102 à 105 — 6.231 à 235 — 6.342 à 345 — 6.401 à 405 — 6.406 à 410 — 6.426 et 427 — 6.491 à 495 — 6.691 à 695 — 6.733 et 734 — 6.816 à 820 — 6.955 — 6.976 à 980 — 7.051 à 055 — 7.146 à 150 — 7.291 à 295 — 7.421 — 7.461 à 465 — 7.682 et 683 — 7.696 à 700 — 7.701 à 704 — 7.821 à 825 — 7.931 à 935 — 8.021 à 025 — 8.151 à 155 — 8.261 à 265 — 8.283 à 285 — 8.351 à 355 — 8.361 à 365 — 8.501 à 505 — 8.611 à 614 — 8.791 à 795 — 8.806 à 810 — 8.841 — 9.006 à 010 — 9.011 à 015 — 9.091 à 095 — 9.191 et 192 — 9.195 — 9.396 à 400 — 9.502 et 503 — 9.521 à 525 — 9.621 à 625 — 9.686 à 690 — 9.836 à 840 — 9.841 à 845 — 9.973 et 974.

## PAPETERIES DE LA GORGE DE DOMENE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 18.511.000 F

SIÈGE SOCIAL: DOMENE (ISÈRE)

Registre du commerce: Grenoble 15272.

**Obligations de 1.000 F à 4 0/0 émises en 1935.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission de ses obligations a racheté en Bourse 32 obligations sur les 116 dont l'amortissement était prévu au 31 décembre 1948.

Elle a procédé au tirage des 84 autres obligations, dont les numéros suivent:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 92 à 96 | = 5 | 1.199 à 1.203 | = 5 |
| 175 | = 1 | 1.253 à 1.257 | = 5 |
| 487 à 491 | = 5 | 1.417 à 1.421 | = 5 |
| 451 et 455 | = 2 | 1.465 à 1.468 | = 4 |
| 501 à 505 | = 5 | 1.586 à 1.590 | = 5 |
| 737 à 739 | = 3 | 1.667 à 1.671 | = 5 |
| 743 à 745 | = 3 | 1.736 et 1.737 | = 2 |
| 747 et 748 | = 2 | 1.809 à 1.813 | = 5 |
| 839 et 840 | = 2 | 2.014 et 2.015 | = 2 |
| 842 et 843 | = 2 | 2.017 à 2.019 | = 3 |
| 845 à 848 | = 4 | 2.081 à 2.084 | = 4 |
| 1.016 à 1.020 | = 5 | | |

Total: 84 obligations.

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursées au pair à partir du 1er janvier 1949, coupon du 1er juillet 1949 attaché, à la banque Nicolet et Lafanechère, à Grenoble.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 31 juillet 1945.*)

**Liste des numéros sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 17 | 20 | 42 | 62 | 112 | 231 | 331 | 339 |
| 345 | 379 | 413 | 475 | 551 | 570 | 576 | 585 |
| 701 | 709 | 716 | 769 | 811 | 814 | 860 | 969 |
| 1.112 | 1.228 | 1.375 | 1.400 | 1.489 | 1.490 | 1.520 | 1.603 |
| 1.636 | 1.652 | 1.718 | 1.730 | 1.772 | 1.773 | 1.819 | 1.899 |
| 1.902 | 1.903 | 1.907 | 2.001 | 2.016 | 2.020 | 2.057 | 2.085 |
| 2.121 | 2.125 | 2.207 | 2.211 | 2.218. | | | |

## Société anonyme d'Habitations à bon marché "Bien-être et Bien de famille"

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 500.000 F

(Approuvée par arrêté ministériel du 6 juin 1923.)

SIÈGE SOCIAL :

RUE AMÉDÉE-PROUVOST, WATTRELOS (NORD)

Rectificatif au tableau d'amortissement de l'emprunt 6 0/0 1938, publié au *Journal officiel* du 22 décembre 1948:

En regard du septième tirage, prévu pour le 15 novembre 1955, lire, dans la colonne intitulée Nombre d'obligations en circulation : « 1.499 », au lieu de: « 1.510 ».

## Charbonnages de France

**Payement du complément d'indemnisation en espèces aux porteurs de titres des compagnies houillères nationales.**

Rectificatif aux tableaux parus au *Journal officiel* des 26 et 31 décembre 1948:

*Houillères du bassin des Cévennes.*

Compagnie houillère de Bessèges. — Pour toutes les actions, le complément d'indemnité est de 88,22 payable contre détachement du coupon n° 161.

*Houillères du bassin de Provence.*

Charbonnages du Midi. — Le complément d'indemnité payable contre le coupon n° 11 est de 13,88 au lieu de 13,36.

*Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.*

Compagnie des mines de Bruay. — Ajouter comme établissement payeur: Banque L. Dupont et Cie.

Compagnie des mines de Marles. — Ajouter comme établissements payeurs: Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit commercial de France, Crédit du Nord, Crédit algérien, Banque de l'Union parisienne.

*Houillères du bassin de la Loire.*

Société anonyme des mines de la Loire. — Ajouter comme établissement payeur: Société lyonnaise de dépôts.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

## PREFECTURE DU DEPARTEMENT DE L'OISE

PONTS ET CHAUSSEES — SERVICE VICINAL

*Travaux de réfection et d'entretien des chaussées: routes nationales, chemins départementaux.*

### Manutention et transport de matériaux pendant l'année 1949

*ADJUDICATION à Beauvais, en l'hôtel de la préfecture de l'Oise, le 8 février 1949.*

Le mardi 8 février 1949, à dix heures, il sera procédé, en séance publique, par M. le préfet de l'Oise ou son délégué, assisté des autres membres du bureau, dans les formes réglementaires, en présence de M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, ingénieur en chef du service vicinal du département, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de manutention et de transport d'une partie des matériaux nécessaires à la réfection et à l'entretien des routes nationales et des chemins départementaux du département de l'Oise, pendant l'année 1949.

Ces travaux sont évalués comme suit:

| DÉSIGNATION DES LOTS | SERVICE ordinaire. | SERVICE vicinal. | TOTAL |
|---|---|---|---|
| | francs. | francs. | francs. |
| 1er lot. — Subdivision de Beauvais-Nord | 200.000 | 500.000 | 700.000 |
| 2e lot. — Subdivision de Beauvais-Ouest | 980.000 | 1.100.000 | 2.080.000 |
| 3e lot. — Subdivision de Breteuil | 150.000 | 2.000.000 | 2.150.000 |
| 4e lot. — Subdivision de Chaumont | 500.000 | 300.000 | 800.000 |
| 5e lot. — Subdivision de Formerie | 270.000 | 840.000 | 1.110.000 |
| 6e lot. — Subdivision de Grandvilliers | 375.000 | 1.690.000 | 2.065.000 |
| 7e lot. — Subdivision de Méru | 1.000.000 | 2.600.000 | 3.600.000 |
| 8e lot. — Subdivision de Noailles | 350.000 | 1.400.000 | 1.750.000 |
| 9e lot. — Subdivision de Songeons | 300.000 | 1.200.000 | 1.500.000 |
| 10e lot. — Subdivision d'Attichy | 600.000 | 840.000 | 1.440.000 |
| 11e lot. — Subdivision de Compiègne | 600.000 | 600.000 | 1.200.000 |
| 12e lot. — Subdivision d'Estrées-Saint-Denis | 300.000 | 1.800.000 | 2.100.000 |
| 13e lot. — Subdivision de Guiscard | 425.000 | 1.000.000 | 1.425.000 |
| 14e lot. — Subdivision de Lassigny | 600.000 | 1.200.000 | 1.800.000 |
| 15e lot. — Subdivision de Maignelay | 150.000 | 900.000 | 1.050.000 |
| 16e lot. — Subdivision de Noyon | 500.000 | 850.000 | 1.350.000 |
| 17e lot. — Subdivision de Ribécourt | 480.000 | 900.000 | 1.380.000 |
| 18e lot. — Subdivision de Saint-Just-en-Chaussée | 670.000 | 1.640.000 | 2.310.000 |
| 19e lot. — Subdivision de Betz | 500.000 | 1.540.000 | 1.940.000 |
| 20e lot. — Subdivision de Clermont | 750.000 | 1.200.000 | 1.950.000 |
| 21e lot. — Subdivision de Creil | 250.000 | 250.000 | 500.000 |
| 22e lot. — Subdivision de Crépy-en-Valois | 450.000 | 750.000 | 1.200.000 |
| 23e lot. — Subdivision de Liancourt | 600.000 | 1.000.000 | 1.600.000 |
| 24e lot. — Subdivision de Nanteuil-le-Haudoin | 600.000 | 700.000 | 1.300.000 |
| 25e lot. — Subdivision de Neuilly-en-Thelle | 600.000 | 1.000.000 | 1.600.000 |

### CONDITIONS PRINCIPALES DE L'ADJUDICATION

I. — *Pièces à soumettre au visa.*

Les pièces énumérées à l'annexe figurant au dossier d'adjudication, et qui doivent être soumises au visa préalable de l'ingénieur en chef, devront, à peine de forclusion, être adressées par pli portant extérieurement la mention « Manutention et transport de matériaux. Adjudication du 8 février 1949. — Références » à M. Alix, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 31, rue Général-Leclerc, à Beauvais, dix jours au moins avant celui de l'adjudication.

Celui-ci les visera et les remettra au déposant, contre décharge, cinq jours au moins avant celui de l'adjudication.

II. — *Cautionnements provisoire et définitif.*

Il n'est pas demandé de cautionnement provisoire.

Le montant du cautionnement définitif est fixé, pour chaque lot, à 2.000 F pour le service ordinaire et à 8.000 F pour le service vicinal.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à seize heures:

1° Dans les bureaux de la préfecture de l'Oise (4e division, 1er bureau), à Beauvais;

2° Dans les bureaux de M. Alix, ingénieur en chef, 31, rue Général-Leclerc, à Beauvais;

3° Dans les bureaux de M. Masse, faisant fonctions d'ingénieur ordinaire, 31, rue Général-Leclerc, à Beauvais;

4° Dans les bureaux de M. Brandeis, ingénieur ordinaire, 23, rue Fournier-Sarlovèze, à Compiègne;

5° Dans les bureaux de M. Caudrelier-Benac, ingénieur ordinaire, 7, rue de Beauvais, à Senlis.

IV. — *Envoi des soumissions.*

Aucune soumission ne sera reçue en séance publique.

Les concurrents établiront une soumission distincte pour chacun des lots pour lesquels ils désirent soumissionner. Chacune de ces soumissions sera enfermée, toute seule, dans une enveloppe cachetée, portant le nom du concurrent et la désignation du lot auquel elle se rapporte.

Ces enveloppes seront elles-mêmes insérées, avec les pièces exigées pour l'adjudication, dans une deuxième enveloppe qui sera adressée, recommandée, à M. le préfet de l'Oise, à Beauvais (4e division, 1er bureau).

Les lettres recommandées porteront extérieurement la mention « Manutention et transports de matériaux. Adjudication du 8 février 1949. — Ne pas ouvrir avant le 8 février 1949 ».

Le délai pour la réception des lettres recommandées expirera le dernier jour non férié précédant la veille de l'adjudication, soit le 5 février 1949, à seize heures.

Fait à Beauvais, le 29 décembre 1948.

Pour le préfet de l'Oise:
*Le secrétaire général,*
FLEURY.

## Secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones.

### AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE en vue de la conclusion de marchés sur appel d'offres.

L'administration des postes, télégraphes et téléphones lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel d'installation de postes téléphoniques d'abonnés: récepteurs serre-tête, microphones-plastron, fiches n° 500/618, 700/308, 700/312, jacks n°s 500/700, 500/801, boîtes de raccordement, commutateurs et conjoncteurs de divers modèles.

Offres basées sur conditions économiques au 31 décembre 1948 à adresser: direction générale des télécommunications, 7e bureau, secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones, 20, avenue de Ségur, Paris (7e), avant le 10 février 1949.

Renseignements: adresse ci-dessus ou service des recherches et du contrôle techniques, 21, rue Bertrand, Paris (7e).

## Secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones.

### Attribution de travaux sur appel d'offres

Le 28 février 1949, à dix heures, il sera procédé, à la direction régionale des services postaux, à Rennes, salle des commissions, en séance publique, à l'ouverture des soumissions recueillies en vue de l'attribution par marchés sur appels d'offres, des travaux suivants:

**1° Reconstruction de l'hôtel des postes de Rennes (palais du Commerce).**

Peintures intérieures. — Montant approximatif: 5.200.000 F.

Il sera traité au rabais.

**2° Reconstruction de l'hôtel des postes de Fougères (Ille-et-Vilaine).**

Lot n° 6: éclairage électrique. — Montant approximatif: 360.000 F.

Lot n° 7: chauffage central. — Montant approximatif: 450.000 F.

Lot n° 8: distribution électrique de l'heure — Montant approximatif: 220.000 F.

Lot n° 9: linoléum. — Montant approximatif: 290.000 F.

Il sera traité au forfait.

**3° Construction de l'hôtel des postes de Landivisiau (Finistère).**

Lot n° 6: plomberie, sanitaires. — Montant approximatif: 335.000 F.

Lot n° 7: chauffage central. — Montant approximatif: 1.300.000 F.

Lot n° 8: éclairage électrique. — Montant approximatif: 747.000 F.

Lot n° 9: distribution électrique de l'heure — Montant approximatif: 150.000 F.

Lot n° 10: linoléum. — Montant approximatif: 131.000 F.

Il sera traité au forfait.

Les demandes d'admission à soumissionner devront parvenir à la direction régionale des services postaux, service des locaux, rue du Pré-Botté, à Rennes, le 3 février 1949 au plus tard.

Elles seront accompagnées des pièces prévues aux articles 2 et 3 du cahier des charges générales de l'administration des postes, télégraphes et téléphones du 10 janvier 1938, modifiés par l'article 4 du cahier des charges spéciales, soit notamment:

D'une pièce justifiant que le candidat appartient à l'une des professions dont relèvent les travaux envisagés;

De deux certificats délivrés sur timbre par les hommes de l'art et ayant moins d'un an de date, ou d'une liste de références avec indication de la date et du montant des travaux;

D'une pièce authentique constatant la qualité de Français du concurrent;

(Les entrepreneurs figurant déjà sur une liste d'admissibilité des entrepreneurs auto

risés à effectuer des travaux pour le compte de l'administration des postes, télégraphes et téléphones sont dispensés de la fourniture des pièces précitées);

D'un certificat d'un organisme qualifié dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale attestant la régularité de la situation du candidat en matière de sécurité sociale;

D'une pièce justifiant qu'il est patenté pour l'année courante et pour la spécialité du marché.

Tous renseignements complémentaires utiles pourront être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessus, les jours ouvrables, de huit heures à onze heures trente, et de quatorze à dix-huit heures trente, sauf le samedi après-midi; le cahier des charges spéciales, le devis descriptif, la notice complémentaire et les plans relatifs aux opérations pourront être consultés également à cette adresse.

Ces documents seront remis gratuitement à toutes les entreprises admises à soumissionner.

Le cahier des charges générales peut être acquis dans tous les bureaux de poste, moyennant le prix de 100 F (référence administrative, *Bulletin officiel* des postes, télégraphes et téléphones de 1917, p. 412). Ce document peut également être consulté dans toutes les directions des postes, télégraphes et téléphones.

A Rennes, le 6 janvier 1949.

*Le directeur des sercices postaux de la région de Rennes,*
E. ALLAIRE.

## Demandes de changement de nom

M. Henri-Marie-Joseph-André Serrou, industriel, né à Montpellier le 15 avril 1894, fils de Louise-Marie-Angèle et de Léon-Antoine Serrou, demeurant à Montpellier, 11, rue des Sœurs-Noires, agissant en son nom personnel et en tant qu'époux de sa femme, née Marie-Thérèse-Gabrielle-Augustine Pascou, née le 16 août 1895 à Montpellier, et fille de Paul-Joseph Pascou et de Marie Laval, son épouse, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de s'appeler désormais du nom de Serrou-Pascou.

M. Baille (Georges), né le 22 juillet 1922 à Bogota (Colombie), de nationalité française, domicilié à Paris, 19, avenue Mac-Mahon, agissant en son nom personnel et pour le compte de ses enfants mineurs: Baille (Françoise), née à Paris, le 3 juin 1943 et Baille (Jean-Pierre), né à Paris le 24 janvier 1945, dépose une demande auprès du garde des sceaux, en vue de faire changer son nom en celui de Drouot.

## AVIS DIVERS

### SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DES CHAMPIGNONNISTES DE FRANCE

7 *bis*, RUE DU LOUVRE, PARIS

L'assemblée générale de la Société coopérative agricole des champignonnistes de France du 26 mai 1948, société constituée par-devant Me Cazaux, notaire à Senlis, le 3 avril 1939, a modifié les statuts de la société en vue de les adapter aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 et des textes la modifiant ou la complétant.

Ces modifications ne changent ni la dénomination de la société, ni son siège social qui reste situé 7 *bis*, rue du Louvre, Paris, ni sa circonscription territoriale qui comprend la France, ni son objet: approvisionnement de ses membres et vente de leurs produits, ni sa durée, cinquante années, ni le montant du capital social qui est variable et divisé en parts de 100 F intégralement souscrites.

La composition du conseil d'administration est actuellement la suivante:

*Président:* M. Louis Bello;

*Vice-président:* M. Robert Chaumelle;

*Membres:* MM. du Roscelle, Dezarnaulds, Grollet, Jouaud, Laibat, Rolhe, Huni.

Les commissaires aux comptes restent MM. de Dree et Tugault.

Les personnes autorisées à signer séparément demeurent M. Belliot (Louis), président, et M. Dekeirel, secrétaire général directeur.

## UNION LITTÉRAIRE

Convocation des membres en assemblée générale le 21 janvier 1949, à huit heures, au siège social, 71, rue de la Faisanderie, Paris. Ordre du jour: modifications aux statuts, conseil d'administration, etc.

*Le président.*

## AVIS RELATIF
### au service de la Dette extérieure Chilienne
#### en livres sterling.

MM. les porteurs intéressés sont informés que, du fait de l'entrée en vigueur du nouveau plan relatif au service de la dette extérieure chilienne (loi 8962 du 20 juillet 1948), les titres mentionnés ci-dessous peuvent être présentés aux guichets de MM. de Rothschild frères, 21, rue Laffitte, à Paris, qui les recevront pour le compte de MM. N.-M. Rothschild & Sons, à Londres, en vue de l'apposition d'une estampille constatant l'acceptation de ce plan et du payement de l'intérêt dû à partir du 1er janvier 1948. Le payement sera fait contre présentation des coupons à échéance postérieure au 2 janvier 1948; les coupons à échéance jusqu'au 2 janvier 1948 devront être, en même temps, présentés pour annulation.

(Il s'agit de coupons faisant suite à ceux dont le règlement, de janvier 1932 jusqu'en juillet 1944, est prévu par la loi 5580.)

| EMPRUNTS | AGENT PAYEUR | COUPON ATTACHÉ | INTÉRÊTS MIS EN PAYEMENT |
|---|---|---|---|
| Gouvernement chilien 6 % 1928. | N.-M. Rothschild & Sons. | 1er septembre 1944. | £ 1 1/2 % = £ 1 % (pour 8 mois). |
| Gouvernement chilien 6 % 1929. | Idem. | Idem. | Idem. |
| Chili 4 1/2 % 1895..... | Idem. | 1er octobre 1944. | £ 1 1/2 % = £ 1 2/6 % (pour 9 mois). |
| Gouvernement chilien obligations 4 1/2 % pour un montant de £ 275.000 (loi du 7 septembre 1910)..... | Idem. | Idem. | Idem. |
| Gouvernement chilien emprunt 5 % 1911 (2e série) pour un montant de £ 5.000.000..... | Idem. | 1er novembre 1944. | £ 1 1/2 % = £ 1 5/— % (pour 10 mois). |
| Chili 5 % 1910 (1)..... | Idem. | 1er décembre 1944. | £ 1 1/2 % = £ 1 7/6 % (pour 11 mois). |

Le règlement des intérêts sera fait après le délai habituel d'examen.

(1) Une nouvelle feuille de coupons sera délivrée avec les titres de cet emprunt.

| EMPRUNTS | AGENT PAYEUR | COUPON ATTACHÉ | INTÉRÊTS MIS EN PAYEMENT |
|---|---|---|---|
| Chili 4 1/2 % 1886 et 4 1/2 % 1887. | N.-M. Rothschild & Sons. | 1er janvier 1945. | £ 1 1/2 % = £ 1 10/— % (pour 12 mois). |
| Chili 5 % 1892..... | Idem. | Idem. | Idem. |
| Chili 5 % 1896..... | Idem. | Idem. | Idem. |
| Gouvernement chilien obligations 4 1/2 %: | | | |
| Coquimbo Railway..... | Idem. | 31 décembre 1944. | Idem. |
| Chili 5 % 1905..... | Idem. | 1er janvier 1945. | Idem. |
| Chili 5 % 1909..... | Idem. | Idem. | Idem. |
| Chili 7 1/2 % 1922..... | Idem. | Idem. | Idem. |
| Gouvernement chilien emprunt 5 % 1911 de £ 4.905.000 (2)... | Idem. | 15 janvier 1945. | £ 1 1/2 % = £ 1 11/8 % (pour 12 mois et demi). |

Le règlement des intérêts sera fait aux dates d'échéances respectives des derniers coupons dus et après le délai habituel d'examen.

(2) Une nouvelle feuille de coupons, qui sera en accordance avec la prochaine date d'échéance du 15 juillet 1949, sera délivrée, au moment du payement, avec les titres de cet emprunt.

Les titres des emprunts mentionnés ci-dessus, qui seront présentés aux agents payeurs devront être accompagnés d'une formule de bordereau spéciale pour chaque emprunt. MM. les porteurs intéressés pourront obtenir auprès de MM. de Rothschild frères, 21, rue Laffitte, Paris, les exemplaires qui leur seront nécessaires. Ils pourront également obtenir les exemplaires traduits en anglais de la loi chilienne n° 8962 se rapportant au nouveau plan de la dette extérieure chilienne et de l'offre consécutive faite par le gouvernement chilien aux porteurs des titres libellés en livres sterling de la dette extérieure chilienne.

MM. de Rothschild frères prêteront leur entremise aux opérations concernant le service des emprunts domiciliés chez MM. N.-M. Rothschild & Sons et recevront toutes demandes de renseignements complémentaires à cet égard.

# DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations : 7 5 f. la ligne (Décret du 16 avril 1948, art. 1er.)

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

20 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. UNION GÉNÉRALE DES DÉPORTÉS ET INTERNÉS POLITIQUES (U. G. E. D. I. P.). But: resserrer les liens de fraternité entre ses membres et assurer la défense de leurs droits; poursuivre: la publication des atrocités du fascisme et la lutte incessante contre le retour, par quelque régime que ce soit, aux méthodes qu'il a développées; le développement et la propagation de l'idéal de liberté pour lequel la résistance a combattu; la recherche des solutions pacifiques aux problèmes qui divisent le monde, en plaçant au premier plan le respect de la liberté des peuples et de la personne humaine. Siège social: 51, rue de Boulainvilliers, Paris.

20 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Lorient. OLYMPIQUE BELLE ILLOIS. But: pratique de tous les sports populaires: éducation physique, football, basket-ball, volley-ball, hand-ball, athlétisme, natation. Siège social: institution publique d'éducation surveillée du Palais.

20 décembre 1948. Déclaration à la préfecture des Vosges. PÉDALE DOMPAIROISE. But: encourager les sports cyclistes, défendre les intérêts des cyclistes, entretenir des relations amicales entre eux, organiser des courses et des excursions et donner des fêtes diverses. Siège social: au domicile du secrétaire, M. Gyr (René), industriel, Dompaire.

20 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Batna. SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE. But: diffusion de la langue arabe, conférences littéraires, causeries éducatives dans les locaux du siège de l'association. Siège social: commune mixte de Khenchela, Ouldja.

21 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Gap. Société de chasse LA DIANE DE VACHÈRES. But: répression du braconnage, repeuplement du gibier, protection du gibier, destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Baratier.

21 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Mézières. ASSOCIATION SPORTIVE ARDENNAISE DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ (A. S. A. G. E.). But: pratique des sports. Siège social: 43, avenue Nationale, Charleville.

21 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. ASSOCIATION FAMILIALE DE MONÉTEAU. But: défense des droits moraux et matériels de la famille. Siège social: mairie de Monéteau.

21 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. ASSOCIATION FAMILIALE DE SAINTS. But: défense des droits moraux et matériels de la famille. Siège social: mairie de Saints.

21 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Chalon-sur-Saône. CONFRÉRIE SAINT-ETIENNE. But: apporter une aide matérielle aux prêtres catholiques de la ville de Chalon-sur-Saône. Siège social: 30, quai Michelet, Chalon-sur-Saône.

21 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. ASSOCIATION D'ENSEIGNEMENT LIBRE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE D'ARGOUGES. But: assurer le fonctionnement financier et gérer les écoles libres d'Argouges (écoles de Saint-Pierre et Notre-Dame). Siège social: écoles d'Argouges.

21 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ DES CHEMINOTS DE NOISY-LE-SEC. But: resserrer les liens de camaraderie entre les membres; réaliser une solidarité effective en aidant pécuniairement les membres de la famille (conjoints, enfants, ascendants) en cas de décès d'un adhérent nécessiteux. Siège social: 75, rue Emmanuel-Arago, à Noisy-le-Sec.

22 décembre 1948. Déclaration à la préfecture du Morbihan. COMITÉ DES FÊTES DE PLUHERLIN. But: développer le commerce en organisant des fêtes et des réjouissances et distraire la jeunesse par de saines distractions. Siège social: mairie de Pluherlin.

22 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. SKI-CLUB DE SAINT-HIPPOLYTE. But: pratique des sports. Siège social: café Cuenot, à Saint-Hippolyte.

23 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. ÉTOILE SPORTIVE RÉSISTANTE. But: éducation physique, pratique de tous sports. Siège social: 5, rue Chauffard, Avignon.

23 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Gaudens. LA DIANA. But: société de chasse. Siège social: mairie de Fos.

23 décembre 1948. Déclaration à la préfecture du Rhône. AMICALE DES FÊTES DES ESSARTS. But: organisation de fêtes au profit des enfants et des vieux. Siège social: 43, rue des Essarts, Bron.

23 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION DES JEUNES FOYERS DE CHOISY-LE-ROI. But: entr'aide morale et matérielle. Siège social: école publique de garçons, rue Armand-Noblet, Choisy-le-Roi.

24 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Toulouse. JEUNESSE INDÉPENDANTE FRANÇAISE, UNION NATIONALE DES CLUBS DE JEUNES, MOUVEMENT INDÉPENDANT D'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE. But: mouvement indépendant d'action sociale et culturelle. Siège social: 60, rue Gambetta, Toulouse.

24 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture d'Epernay. ASSOCIATION FAMILIALE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE D'AVIZE. But: organiser par tous les moyens appropriés le fonctionnement matériel de l'école. Siège social: 1, rue de Lombardie, à Avize.

24 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. COMITÉ DES FÊTES D'ANDREZÉ. But: organiser des fêtes et réjouissances publiques pour favoriser le commerce. Siège social: chez M. Georges Gallard, à Andrezé.

24 décembre 1948. Déclaration à la préfecture d'Albi. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE LAGRAVE. But: assurer la gestion matérielle de fonctionnement et le développement d'écoles libres. Siège social: Lagrave, lieudit « Martel ».

26 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de la Châtre. CANTINE SCOLAIRE DE LIGNEROLLES. But: fournir un repas chaud aux élèves qui ne peuvent retourner chez eux à midi. Siège social: école publique de Lignerolles.

27 décembre 1948. Déclaration à la préfecture du Cher. AMICALE VIERZONNAISE DES ARTS DÉCORATIFS. But: organiser des expositions publiques payantes; créer un foyer de documentation artistique; organiser des sorties en vue de culture artistique et des concours pour les artistes. Siège social: hôtel de Toulouse, route de Paris, Vierzon.

27 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. ASSOCIATION FAMILIALE OUVRIÈRE DE FEURS. But: organisation et défense des familles du milieu populaire. Siège social: mairie de Feurs.

27 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Coutances. FANFARE MUNICIPALE DE CERISY-LA-SALLE. But: faire de la musique instrumentale et donner des concerts. Siège social: mairie de Cerisy-la-Salle.

27 décembre 1948. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES DU COURS COMPLÉMENTAIRE DE BEAUREPAIRE. But: maintenir les liens d'amitié formés à l'école, développer les sentiments de camaraderie et la pratique de l'entr'aide entre les anciens élèves. Siège social: cours complémentaire de garçons, à Beaurepaire.

27 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Marseille. ASSOCIATION SPORTIVE DU CENTRE LAPERRINE. But: pratique des sports de plein air. Siège social: 8, rue François-Moisson, Marseille.

28 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de la Charente-Maritime. SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION POPULAIRE ET SPORTIVE. But: éducation et émancipation intellectuelle et sociale de ses membres au moyen de conférences et activités pratiques, éducatives, artistiques et techniques. Siège social: M. Bodin, président, Saint-Georges-de-Longuepierre.

28 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Foix. ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE DE SAINTE-GENEVIÈVE. But: organiser le fonctionnement matériel des écoles libres (personnel et immeubles). Siège social: institution Sainte-Geneviève, rue Delcassé, à Foix.

29 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. CINÉ-CLUB VOLONTAIRE. But: représentations cinématographiques privées pour les membres du club et leurs invités. Siège social: 61, rue Jouffroy, Paris.

29 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de Maine-et-Loire. ASSOCIATION DES FAMILLES DU FENEU. But: aide à la famille. Siège social: mairie de Feneu.

30 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION DE DÉFENSE DES LOCATAIRES DE L'URBAINE-BOULOGNE (A. D. L. U. B.). But: défense des intérêts collectifs. Siège social: 60, rue de la Tourelle, Boulogne-sur-Seine.

31 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. LE THÉTEAU DES JEUNES. But: permettre aux jeunes artistes de se produire. Siège social: 18, rue Lauriston, Paris.

31 décembre 1948. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION FAMILIALE OUVRIÈRE DE VITRY-SUR-SEINE. But: défense des intérêts matériels et moraux des familles ouvrières. Siège social: 30, avenue La Bruyère, à Vitry.

6 janvier 1949. Déclaration à la préfecture de police. COMITÉ NATIONAL DES ACTIVITÉS THERMALES, CLIMATIQUES, BALNÉAIRES ET TOURISTIQUES. But: défense et développement du tourisme. Siège social: 8, avenue de l'Opéra, Paris.

12 janvier 1949. Déclaration à la préfecture de police. LE JUMPING, association sportive hippique, transfère son siège social du 152, avenue des Champs-Elysées, au 53, rue de la Faisanderie, Paris.

13 janvier 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Reims. GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES STATIONS-SERVICE LAVALETTE. But: étude et défense des intérêts des entreprises bénéficiaires de la qualité de stations-service Lavalette. Siège social: 8, rue du Champ-de-Mars, Reims.

14 janvier 1949. Déclaration à la préfecture de police. AUMÔNERIE GÉNÉRALE DE LA MARINE MARCHANDE. But: bien spirituel, moral, social des marins du commerce et de la pêche. Siège social: 12, rue Duguay-Trouin, Paris.

## ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

(Décret du 16 août 1901.)
(Décret-loi du 12 avril 1939.)

24 mars 1948. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de police le 13 janvier 1949.) ŒUVRE DE L'ENFANCE JUIVE ANNA-SZENES. But: création d'un orphelinat pour accueillir les orphelins israélites résidant en France. Siège social: 6, rue Ambroise-Thomas, Paris.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.